

Étude des crédits

Demande de renseignements généraux

Avril 2012

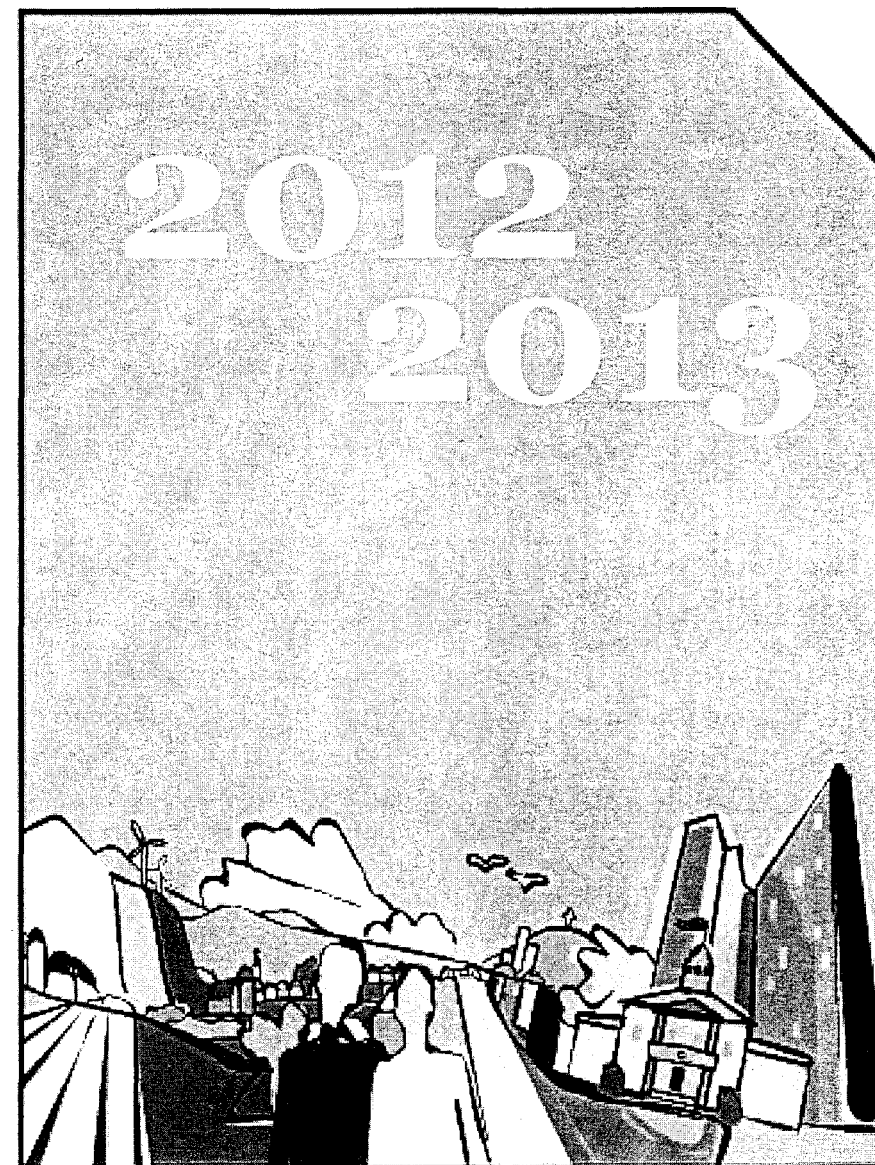
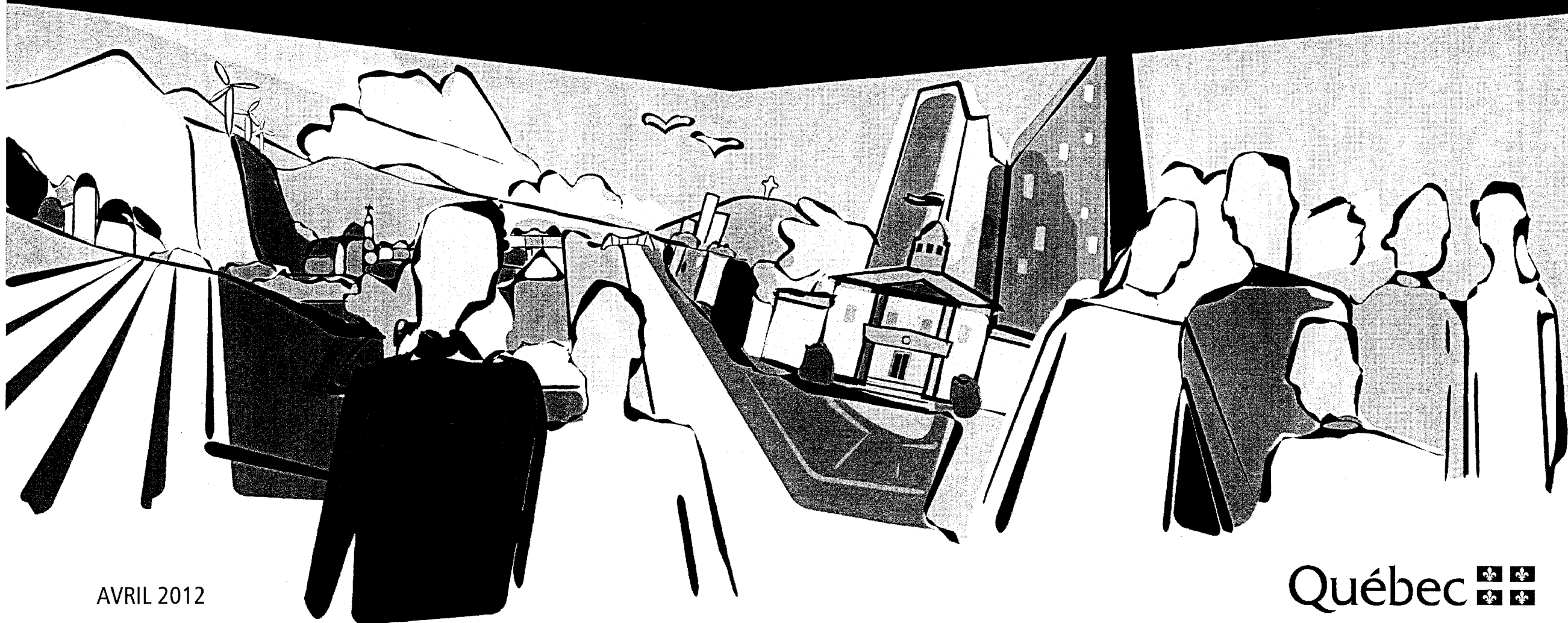


TABLE DES MATIÈRES

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX



AVRIL 2012

Québec 

Étude des crédits 2012-2013
Demande de renseignements généraux
Table de matières

Demande numéro	Libellé de la demande
1	Liste des voyages hors Québec pour l'année financière 2011-2012 : <ul style="list-style-type: none">➤ les endroits et dates du départ et du retour;➤ la copie des programmes et rapports de mission;➤ les personnes rencontrées;➤ le coût (avec une ventilation par poste : frais de déplacement, d'hébergement, de repas, etc.) ;➤ le nom des ministres, députés, personnel de cabinet, fonctionnaires concernés (avec leur titre) et autres participants (avec leur titre) regroupés par mission;➤ la copie des rapports de mission;➤ pour les organismes, le nom des dirigeants et fonctionnaires concernés;➤ la liste des ententes signées et/ou annoncées, le cas échéant;<ul style="list-style-type: none">i. les détails de ces ententes;ii. les résultats obtenus à ce jour;➤ les investissements annoncés, le cas échéant.
2	Pour chacun des voyages fait en avion ou en hélicoptère par chaque membre du Conseil des ministres, membre des cabinets ministériels <u>au Québec</u> et dirigeant d'organisme, selon le cas, les coûts, les dates et l'itinéraire.
3	Liste des dépenses en publicité (incluant dans Internet), en articles promotionnels et en commandites : <ul style="list-style-type: none">➤ les sommes dépensées pour l'exercice financier 2011-2012 et les prévisions pour 2012-2013;➤ le nom des firmes de publicité;➤ le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);➤ le nom des fournisseurs, incluant les contrats de photographes;➤ le but visé par chaque dépense;➤ dans le cas d'une commandite, l'organisme bénéficiaire.

Étude des crédits 2012-2013
Demande de renseignements généraux
Table de matières

Demande numéro	Libellé de la demande
4	<p>Liste des dépenses pour l'organisation et la tenue de conférence de presse, d'événements médiatique, ou l'organisation d'événements :</p> <p><u>Organisés par le ministère ou l'organisme :</u></p> <ul style="list-style-type: none">➤ les sommes dépensées pour l'exercice financier 2011-2012 et les prévisions pour 2012-2013, ventilées par type d'événements;➤ le but visé par chaque dépense;➤ le nombre d'événements total ventilé par type d'événements. <p><u>Organisés par une firme externe :</u></p> <ul style="list-style-type: none">➤ les sommes dépensées pour l'exercice financier 2011-2012 et les prévisions pour 2012-2013, ventilées par type d'événements;➤ le nom de la ou des firmes de publicité;➤ le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);➤ le nom des fournisseurs, incluant les contrats de photographies, de vidéos, etc.;➤ le but visé par chaque dépense;➤ le nombre d'événements ventilé par type d'événements.
5	<p>Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par <u>un ministère ou un organisme</u> en 2011-2012 en indiquant :</p> <ul style="list-style-type: none">➤ le nom du professionnel ou de la firme;➤ les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, le mandat et le résultat (rapport ou document final);➤ le coût;➤ l'échéancier;➤ dans le cas d'octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

Étude des crédits 2012-2013
Demande de renseignements généraux
Table de matières

Demande numéro	Libellé de la demande
6	Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par <u>un ministère ou un organisme</u> en 2011-2012 et qui ont fait l'objet d'une autorisation du sous-ministre, comme il est prévu à l'article 17 de la Loi sur les contrats des organismes publics, en indiquant : <ul style="list-style-type: none">➤ le nombre d'autorisations;➤ le nom du professionnel ou de la firme faisant l'objet de cet octroi;➤ le nom de tous les sous-traitants associés au contrat et faisant l'objet de cet octroi;➤ le montant accordé;➤ les motifs de la demande.
7	Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un cabinet ministériel en indiquant : <ul style="list-style-type: none">➤ le nom du professionnel ou de la firme;➤ les noms de tous les sous-traitants associés au contrat;➤ le mandat et le résultat (rapport ou document final);➤ le coût;➤ l'échéancier;➤ dans le cas d'octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.
8	Le nombre de consultants externes intégrés (nombre de personnes) ou oeuvrant au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société et/ou d'une entreprise relevant du ministère.

Étude des crédits 2012-2013
Demande de renseignements généraux
Table de matières

Demande numéro	Libellé de la demande
9	<p>Pour chaque projet de développement informatique de plus de 100 000 dollars initié depuis l'exercice financier 2003-2004 au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société et/ou d'une entreprise relevant du ministère :</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ le nom du projet; ➤ la nature du projet; ➤ l'échéancier; ➤ le montant initialement prévu pour l'ensemble du projet; ➤ les plus récents estimés du coût du projet; ➤ les sommes totales engagées à ce jour reliées au projet; ➤ les firmes ou OSBL associés au développement du projet incluant tous les sous-traitants associés au projet, les sommes qui leur ont été versées jusqu'à ce jour et le mode d'octroi du contrat le cas échéant; ➤ le pourcentage de réalisation jusqu'à ce jour; ➤ le nombre de consultants intégrés ou oeuvrant au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société et/ou d'une entreprise relevant du ministère; ➤ indiquer si l'étude d'opportunité évaluant les possibilités qu'offre le logiciel libre a été réalisée, telle qu'exigée par la <i>Politique cadre sur la gestion des ressources informationnelles des organismes publics</i>.
10	<p>Pour le cabinet ministériel, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour l'année 2011-2012, de chacune des dépenses suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ la photocopie; ➤ le mobilier de bureau; ➤ les distributeurs d'eau de source; ➤ le remboursement des frais de transport; ➤ le remboursement des frais d'hébergement; ➤ le remboursement des frais de repas; ➤ l'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toute session de type perfectionnement ou ressourcement : <ul style="list-style-type: none"> i. au Québec; ii. à l'extérieur du Québec.

Étude des crédits 2012-2013
Demande de renseignements généraux
Table de matières

Demande numéro	Libellé de la demande
11	<p>Pour le cabinet ministériel, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour l'année 2011-2012, de chaque dépense reliée à la téléphonie :</p> <ul style="list-style-type: none">➤ le nombre de téléphones cellulaires, « BlackBerry », Iphone ou autre type de téléphone intelligent;➤ les coûts d'acquisition des appareils;➤ le coût d'utilisation des appareils;➤ le nom des fournisseurs;➤ le coût des contrats téléphoniques;➤ les ordinateurs portables;➤ les iPad ou autre type de tablette électronique;➤ les téléavertisseurs.

Étude des crédits 2012-2013
Demande de renseignements généraux
Table de matières

Demande numéro	Libellé de la demande
12	<p>Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2009-2010, 2010-2011 et 2011-2012 ainsi que les prévisions pour 2012-2013, (par établissement pour le ministère de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'Éducation) :</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones, des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.); ➤ le nombre total de jours de maladie pris par le personnel; ➤ le nombre de personnes ayant dans leur réserve de congés de maladie moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus; ➤ le nombre total d'heures supplémentaires travaillées par le personnel et répartition de la rémunération de ces heures supplémentaires (argent, vacances, etc.); ➤ le nombre total de jours de vacances pris par le personnel; ➤ le nombre de personnes ayant dans leur réserve de jours de vacances moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus; ➤ le nombre de plaintes pour harcèlement psychologique; ➤ le nombre et la répartition par catégories d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, contractuels) qui reçoit une rémunération du ministère ou d'un organisme relevant du ministère et qui reçoit également une prestation de retraite d'un régime de retraite du secteur public, parapublic ou des réseaux de la santé et de l'éducation, soit les commissions scolaires, les cégeps, les établissements universitaires, les agences régionales et les établissements hospitaliers; ➤ l'évolution des effectifs réguliers par catégories d'emploi (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, personnel de bureau, ouvriers et agents de la paix) et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions); ➤ l'évolution du nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir; ➤ le nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie; ➤ le nombre de postes par catégories d'emploi et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions); ➤ le niveau des effectifs pour chacune des catégories d'emploi pour chacun des cinq prochains exercices budgétaires.
13	<p>Pour chaque ministère et organisme, et ce, par direction;</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Nombre de départs à la retraite en 2011-2012; ➤ Nombre de remplacements effectués en application du plus récent Plan de gestion des ressources humaines; ➤ Nombre de départs à la retraite prévus pour 2012-2013, ➤ Nombre de retraités de la fonction publique ou parapublique engagés pour un ou des contrats.

Étude des crédits 2012-2013
Demande de renseignements généraux
Table de matières

Demande numéro	Libellé de la demande
14	<p>Liste des baux pour les espaces occupés par les ministères et organismes en indiquant pour chacun d'eux :</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ l'emplacement de la location; ➤ la superficie du local loué; ➤ la superficie réellement occupée; ➤ la superficie inoccupée; ➤ le coût de location au mètre carré; ➤ le coût total de ladite location; ➤ les coûts d'aménagement réalisé depuis le 1^{er} avril 2011, la nature des travaux et le ou les bureaux visés; ➤ la durée du bail; ➤ le propriétaire de l'espace loué; ➤ le nom des sous-locataires et les revenus liés à des sous-locations, le cas échéant.
15	Coûts de déménagement, d'aménagement et travaux effectués dans les cabinets ministériels et dans leur bureau de circonscription du 1 ^{er} avril 2011 à ce jour.
16	<p>Liste du personnel de cabinet de chaque membre du Conseil des ministres durant l'année 2011-2012 en indiquant pour chaque individu :</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ la date de l'entrée en fonction et la date de départ, le cas échéant; ➤ le titre de la fonction; ➤ l'adresse du port d'attache; ➤ le traitement annuel ou, selon le cas, les honoraires versés; ➤ la prime de départ versée, le cas échéant; ➤ la liste du personnel politique, incluant le personnel de soutien, qui fait partie de la fonction publique et de quelle masse salariale il relève; ➤ la description de tâches; ➤ le montant détaillé des salaires, des honoraires et des contrats donnés par le cabinet depuis le 1^{er} avril 2011; ➤ le nombre total d'employés au cabinet; ➤ la masse salariale totale par cabinet pour les années 2007-2008, 2008-2009, 2009-2010 et 2010-2011 et 2011-2012; ➤ le nom des employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la fonction occupée; ➤ s'il a ou non signé les directives du premier ministre intitulées <u>Directive sur la transparence et l'éthique relativement à l'exercice des fonctions du personnel des cabinets de ministre et Directive concernant les règles applicables lors de la cessation d'exercice de certaines fonctions pour l'État.</u>

Étude des crédits 2012-2013
Demande de renseignements généraux
Table de matières

Demande numéro	Libellé de la demande
17	<p>Liste des sommes d'argent versées en 2011-2012 à même le budget discrétionnaire du :</p> <ul style="list-style-type: none"> i. ministre; ii. ministère ou de l'organisme, en indiquant : <ul style="list-style-type: none"> ➤ le nom de l'organisme concerné ou de la personne; ➤ la circonscription électorale; ➤ le montant attribué; ➤ le projet visé et le résultat.
18	<p>Liste du personnel en disponibilité par catégories d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) en indiquant :</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ le poste initial; ➤ le salaire; ➤ le poste actuel, s'il y a lieu; ➤ la date de la mise en disponibilité; ➤ la prévision 2012-2013.
19	<p>Pour chaque ministère et organisme, le nombre d'occasionnels mis à pied par catégories d'âge en 2011-2012.</p>
20	<p>Nombre de fonctionnaires et/ou ETC affectés au Plan Nord, pour chaque ministère et organisme.</p>
21	<p>Liste du personnel hors structure, par catégories d'emploi, (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) rémunéré par le ministère mais qui n'occupe aucun poste dans ce ministère :</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ le nom de la personne; ➤ le poste occupé; ➤ le salaire de base et les bonis, le cas échéant; ➤ l'assignation initiale; ➤ la date de l'assignation hors structure; ➤ la date de la fin de l'assignation, s'il y a lieu.

Étude des crédits 2012-2013
Demande de renseignements généraux
Table de matières

Demande numéro	Libellé de la demande
22	Liste du personnel rémunéré par le ministère et affecté à des organismes parapublics non gouvernementaux et autres : <ul style="list-style-type: none">➤ l'assignation initiale;➤ l'assignation actuelle;➤ le salaire de base et les bonis, le cas échéant;➤ la date de la fin de l'assignation, s'il y a lieu.
23	Liste de tous les abonnements du ministère et organismes publics ainsi que le coût de chacun : <ul style="list-style-type: none">➤ les clubs privés ou autres;➤ les billets de saison, les loges;➤ etc.
24	Pour chaque site Internet (incluant ceux des événements ponctuels), et ce, depuis l'existence du site : <ul style="list-style-type: none">➤ le nom du site Web;➤ le nom de la firme ou des personnes qui ont conçu le site;➤ le coût de construction du site;➤ le coût de l'entretien et de la mise à jour;➤ le responsable du contenu sur le site;➤ la fréquence moyenne des mises à jour;➤ le nombre de visiteurs (hits) par mois;➤ combien de fois le site a-t-il été refait? Quel a été le coût? Quels sont les critères qui ont justifié les changements?

Étude des crédits 2012-2013
Demande de renseignements généraux
Table de matières

Demande numéro	Libellé de la demande
25	Nominations, depuis le 1 ^{er} avril 2011, de mandataires, émissaires, négociateurs, médiateurs, commissaires, experts, enquêteurs et, sans en restreindre la portée : <ul style="list-style-type: none"> ➤ la liste; ➤ les mandats; ➤ les contrats; ➤ le résultat du travail effectué; ➤ les échéances prévues; ➤ les sommes impliquées.
26	Pour 2011-2012, les dépenses effectuées par ministère pour les visites ou rencontres ministérielles et sous-ministérielles dans les régions du Québec, en ventilant pour chacune des régions.
27	Nombre de demandes d'accès à l'information par ministère et organisme pour 2011-2012 : <ul style="list-style-type: none"> ➤ le montant total facturé et récolté découlant des demandes d'accès à l'information; ➤ le nombre de refus (et mention en vertu de quelle raison ou article); ➤ le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 20 jours; ➤ le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 30 jours.
28	La liste de toutes les activités confiées à chaque adjoint parlementaire des membres du Conseil des ministres : <ul style="list-style-type: none"> ➤ le coût (déplacements, etc.); ➤ le nombre de ressources affectées; ➤ le nombre de rencontres; ➤ le nombre d'ETC affecté à chaque mandat en indiquant leur fonction et leur titre.
29	La liste des ententes et leur nature, signées depuis le 1 ^{er} avril 2010 entre le ministère ou l'organisme et le gouvernement fédéral et/ou d'autres provinces canadiennes, dont la signature a été permise à la suite d'une autorisation obtenue en vertu des articles 3.11, 3.12 ou 3.12.1 de la Loi sur le ministère du Conseil exécutif ou d'une exclusion obtenue en vertu du premier alinéa de l'article 3.13 de cette même loi.

Étude des crédits 2012-2013
Demande de renseignements généraux
Table de matières

Demande numéro	Libellé de la demande
30	Détail des crédits périmés et des gels de crédits pour le ministère et les organismes depuis 2004-2005.
31	Tel que prévu dans la politique de financement des services publics, l'inventaire complet des services que le ministère et des organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère offrent aux citoyens et les tarifs qu'ils exigent. Le coût unitaire de chacun de ceux-ci. La liste de tous les revenus autonomes (tarifs, permis, droits, redevances, etc.) du ministère et des organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère pour les trois dernières années et les projections pour l'année 2012-2013.
32	Pour chaque ministère et organisme, une copie du plan de réduction des dépenses de fonctionnement pour 2011-2012 et 2012-2013.
33	<i>Pour chaque ministère et organisme, les sommes reçues en 2007-2008, 2008-2009, 2009-2010, 2010-2011 et 2011-2012 ainsi que les prévisions pour 2012-2013 et 2013-2014 en provenance du gouvernement fédéral ou d'un autre gouvernement. Indiquer de façon ventilée pour chacun des programmes, ententes ou autres les sommes reçues, la ou les dates des versements et à quelles fins elles ont été consacrées par le ministère ou l'organisme.</i>
34	Pour chaque ministère ou organisme, la liste des ententes signées depuis le 1 ^{er} avril 2004 avec une ou des conférences régionales des élus. Indiquer la nature de l'entente, les sommes qui y sont associées, le cas échéant, en vertu de quel programme ces sommes sont allouées, la ou les date(s) des versements et à quelles fins elles ont été consacrées.
35	Pour chaque ministère et organisme, dont les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, institutions, etc., fournir pour les années financières 2010-2011 et 2011-2012 le montant total et la ventilation par catégorie d'emploi des primes au rendement et des bonis.
36	Pour chaque ministère et organisme dont les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, institutions, etc., fournir pour les années financières 2010-2011 et 2011-2012 le montant total et la ventilation par catégorie d'emploi des primes de départ incluant des montants versés pour bris de contrat.

Étude des crédits 2012-2013
Demande de renseignements généraux

Demande # 1

Liste des voyages hors Québec pour l'année financière 2011-2012 : les endroits et dates du départ et du retour; copie des programmes et rapport de mission; les personnes rencontrées; le coût (avec une ventilation par poste: frais de déplacement, d'hébergement, de repas, etc.); le nom des ministres, députés, personnel de cabinet, fonctionnaires concernés (avec leur titre) et autres participants (avec leur titre) regroupés par mission; la copie des rapports de mission; pour les organismes, le nom des dirigeants et fonctionnaires concernés; la liste des ententes signées et/ou annoncées, le cas échéant; le détails de ces ententes; les résultats obtenus à ce jour; les investissements annoncés, le cas échéant.

Endroit	Date du voyage	But du voyage / Bilan du voyage	Participants concernés / Personnes rencontrées	Coûts (\$)
Halifax - Nouvelle-Écosse	1 ^{er} au 2 juin 2011	Participer à la réunion provinciale-territoriale des sous-ministres responsables des administrations locales.	Jacques A.Tremblay, sous-ministre adjoint aux infrastructures et finances municipales David Faucher-Lamontagne, coordonnateur aux relations hors Québec	2 368,00
Saint-Andrew's - Nouveau-Brunswick	12 au 14 juillet 2011	Participer à la réunion provinciale-territoriale des ministres responsables des administrations locales.	Laurent Lessard, ministre des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire Jean-François Labbé, directeur de cabinet adjoint André Ouellette, directeur du service de coordination aux infrastructures David Faucher-Lamontagne, coordonnateur aux relations hors Québec	7 613,39
Toronto - Ontario	5 au 6 octobre 2011	Participer à la réunion du Comité des fonctionnaires des provinces et territoires (PTOC). Le conseil d'administration du PTOC s'est réuni pour déterminer ses orientations pour l'année 2012, notamment en prévision d'une rencontre des ministres avec le gouvernement fédéral sur le dossier du financement des infrastructures municipales.	David Faucher-Lamontagne, coordonnateur aux relations hors Québec	1 286,25

Étude des crédits 2012-2013
Demande de renseignements généraux

Demande # 1	Liste des voyages hors Québec pour l'année financière 2011-2012 : les endroits et dates du départ et du retour; copie des programmes et rapport de mission; les personnes rencontrées; le coût (avec une ventilation par poste: frais de déplacement, d'hébergement, de repas, etc.); le nom des ministres, députés, personnel de cabinet, fonctionnaires concernés (avec leur titre) et autres participants (avec leur titre) regroupés par mission; la copie des rapports de mission; pour les organismes, le nom des dirigeants et fonctionnaires concernés; la liste des ententes signées et/ou annoncées, le cas échéant; le détails de ces ententes; les résultats obtenus à ce jour; les investissements annoncés, le cas échéant.
-------------	---

Endroit	Date du voyage	But du voyage / Bilan du voyage	Participants concernés / Personnes rencontrées	Coûts (\$)
Ottawa - Ontario	du 17 au 18 octobre 2011	Représenter le Ministère au comité national sur l'économie d'eau potable, lequel est rattaché à l'Association canadienne des eaux potables et usées. Cette dernière a approché le Ministère afin de présenter la Stratégie québécoise d'économie d'eau potable.	Mathieu Laneuville, chargé de projet à la Direction des infrastructures - Montréal	244,82
France, Luxembourg et Belgique	10 au 18 décembre 2011	Participer à la Mission du ministre des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire en Belgique, au Luxembourg et en France sur le thème de l'économie sociale.	Sylvain Boucher, sous-ministre Nicolas Tremblay, conseiller politique	7 514,81

Étude des crédits 2012-2013
Demande de renseignements généraux

Demande # 2

Pour chacun des voyages fait en avion ou en hélicoptère de chaque membre du Conseil des ministres, des membres des cabinets ministériels au Québec et des dirigeants d'organismes, selon le cas, les coûts, les dates et l'itinéraire.

Destination	Date du voyage	Coûts	Passagers
Thetford Mines - Ottawa-Gatineau - Ottawa-Gatineau - Montréal	30 mai 2011	4 149,55 \$	Laurent Lessard, Ministre Nicolas Tremblay, conseiller politique Éric Hébert, garde du corps (Sécurité publique)
Québec - Montréal Montréal - Québec	22 juin 2011	661,32 \$	Laurent Lessard, Ministre Dave Beaulieu, garde du corps (Sécurité publique)
Québec - Montréal - Nouveau-Brunswick Nouveau-Brunswick - Toronto - Québec	12 au 14 juillet 2011	3 286,98 \$	Laurent Lessard, Ministre Jean-François Labbé, directeur de cabinet adjoint André Ouellette, directeur du Service de coordination aux infrastructures
Québec - Thetford Mines Thetford Mines - Ottawa-Gatineau Ottawa-Gatineau - Thetford Mines Thetford Mines - Québec	23 septembre 2011	5 353,68 \$	Laurent Lessard, Ministre Marjorie Turmel, conseillère politique Julie Boivin, attachée de presse Ronald Lafrance, garde du corps (Sécurité publique)
Québec - Thetford Mines Thetford Mines - Roberval Roberval - Thetford Mines Thetford Mines - Québec	21 novembre 2011	4 408,96 \$	Laurent Lessard, Ministre Julie Boivin, attachée de presse Jean-François Labbé, directeur de cabinet adjoint Ronald Lafrance, garde du corps (Sécurité publique)
Québec - Mont-Joli	1 ^{er} décembre 2011	2 641,72 \$	Laurent Lessard, Ministre Julie Boivin, attachée de presse Jean-François Labbé, directeur de cabinet adjoint Ronald Lafrance, garde du corps (Sécurité publique)
Bonaventure - Saint-Frédéric Saint-Frédéric - Québec	2 décembre 2011	3 838,85 \$	Laurent Lessard, Ministre Julie Boivin, attachée de presse Jean-François Labbé, directeur de cabinet adjoint Ronald Lafrance, garde du corps (Sécurité publique)

Étude des crédits 2012-2013
Demande de renseignements généraux

Demande # 3

Liste des dépenses en publicité (incluant dans Internet), en articles promotionnels et en commandites : les sommes dépensées pour l'exercice financier 2011-2012 et les prévisions pour 2012-2013; les firmes de publicité; le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié); le nom des fournisseurs, incluant les contrats de photographes; le but visé par chaque dépense; dans le cas d'une commandite, l'organisme bénéficiaire.

Publicité	Fournisseurs	Coût 2011-2012
Profil financier, placement dans Le Scribe Spécial congrès de l'Association des directeurs municipaux	Centre de services partagés du Québec – Information gouvernementale	1 270,58 \$
Stratégie québécoise d'économie d'eau potable - Je consomme eautrement!, placement dans le Magazine Élités	Centre de services partagés du Québec – Information gouvernementale	4 764,71 \$
Stratégie québécoise d'économie d'eau potable - Je consomme eautrement!, placement dans la revue Le Sablier de l'Association des directeurs généraux des municipalités du Québec	Centre de services partagés du Québec – Information gouvernementale	1 482,35 \$
Semaine des municipalités, placement dans plusieurs hebdomadaires	Centre de services partagés du Québec – Information gouvernementale	20 475,86 \$
Politique nationale de la ruralité, placement dans le Magazine L'actualité	Centre de services partagés du Québec – Information gouvernementale	15 210,00 \$
Profil financier, placement dans la revue Quorum de la FQM	Centre de services partagés du Québec – Information gouvernementale	1 800,00 \$
Stratégie québécoise d'économie d'eau potable - Je consomme eautrement!, placement dans Météomédia, sur site internet et à la télévision	Centre de services partagés du Québec – Information gouvernementale	6 403,69 \$
Profil financier, placement dans la revue Revue Urba (UMQ)	Centre de services partagés du Québec – Information gouvernementale	2 488,24 \$
Stratégie québécoise d'économie d'eau potable - Je consomme eautrement!, placement à Météomédia	Centre de services partagés du Québec – Information gouvernementale	19 365,04 \$

Étude des crédits 2012-2013
Demande de renseignements généraux

Demande # 3	Liste des dépenses en publicité (incluant dans Internet), en articles promotionnels et en commandites : les sommes dépensées pour l'exercice financier 2011-2012 et les prévisions pour 2012-2013; les firmes de publicité; le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié); le nom des fournisseurs, incluant les contrats de photographes; le but visé par chaque dépense; dans le cas d'une commandite, l'organisme bénéficiaire.
-------------	---

Publicité	Fournisseurs	Coût 2011-2012
Avis public: Projet de décret concernant la déclaration d'une zone d'intervention spéciale en Montérégie, placement dans La Presse	Centre de services partagés du Québec – Information gouvernementale	2 661,12 \$
Stratégie québécoise d'économie d'eau potable - Je consomme eautrement!, placement dans Constat	Centre de services partagés du Québec – Information gouvernementale	2 165,29 \$
La Semaine de l'économie sociale, placement dans Le Soleil	Centre de services partagés du Québec – Information gouvernementale	1 881,56 \$
Grands Prix de la ruralité 2011, placement dans Avant-poste, Courrier Sud (Le)/Nicolet, Hebdo Régional de Beauce, Progrès-Dimanche	Centre de services partagés du Québec – Information gouvernementale	4 053,01 \$
Lauréat des Grands Prix de la ruralité 2011, placement dans le Journal de Pontiac	Centre de services partagés du Québec – Information gouvernementale	805,14 \$
Lauréat des Grands Prix de la ruralité 2011, placement dans Quorum (FQM)	Centre de services partagés du Québec – Information gouvernementale	2 435,29 \$
Avis public – Enquête publique à Lamarche	Centre de services partagés du Québec – Information gouvernementale	356,49 \$
Avis public – Fin de tutelle à Saint-René-de-Matane	Centre de services partagés du Québec – Information gouvernementale	1 890,22 \$

Étude des crédits 2012-2013
Demande de renseignements généraux

Demande # 3

Liste des dépenses en publicité (incluant dans Internet), en articles promotionnels et en commandites : les sommes dépensées pour l'exercice financier 2011-2012 et les prévisions pour 2012-2013; les firmes de publicité; le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié); le nom des fournisseurs, incluant les contrats de photographes; le but visé par chaque dépense; dans le cas d'une commandite, l'organisme bénéficiaire.

Contrat de photographe et service de production vidéo	Fournisseurs	Coût 2011-2012
Stratégie d'économie d'eau potable - Production vidéo sur le réseau Météomédia	Pelmorex Communications inc.	2 002,00\$
Réalisation d'une vidéo pour la cérémonie du Prix Hommages des Grands Prix de la ruralité 2011	Macam inc.	11 290,65 \$
Prises de photos lors de la Journée des Grands prix de la ruralité 2011	Clément Allard	575,00 \$

Étude des crédits 2012-2013
Demande de renseignements généraux

Demande # 3

Liste des dépenses en publicité (incluant dans Internet), en articles promotionnels et en commandites : les sommes dépensées pour l'exercice financier 2011-2012 et les prévisions pour 2012-2013; les firmes de publicité; le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié); le nom des fournisseurs, incluant les contrats de photographes; le but visé par chaque dépense; dans le cas d'une commandite, l'organisme bénéficiaire.

Articles promotionnels	Fournisseur	Coût 2011-2012
Achat divers		
Crédits photo	Dreamstime	54,81 \$
Crédits photo	Istockphoto	168,50 \$
Encadrement Recyc-Québec pour le hall d'entrée (certificat mise en œuvre)	Cadres Marie-Pier	40,00 \$
Stratégie québécoise d'économie d'eau potable		
Dépliants	Imprimerie Irving	297,71 \$
Encadrement pour la Déclaration de reconnaissance Eau	Cadres Marie-Pier	225,00 \$
PGAMR		
Signets	Imprimerie Irving	83,46 \$

Étude des crédits 2012-2013
Demande de renseignements généraux

Demande # 3

Liste des dépenses en publicité (incluant dans Internet), en articles promotionnels et en commandites : les sommes dépensées pour l'exercice financier 2011-2012 et les prévisions pour 2012-2013; les firmes de publicité; le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié); le nom des fournisseurs, incluant les contrats de photographes; le but visé par chaque dépense; dans le cas d'une commandite, l'organisme bénéficiaire.

Articles promotionnels	Fournisseur	Coût 2011-2012
Soutien financier		
Bannière 48 X 36	Quantum production	67,50 \$
Signets	Imprimerie Irving	71,20 \$
Trousse image <i>Un plan pour le Québec</i>		
L'économie sociale : J'achète	Reprografic	63,00 \$
Communautés rurales branchées	Reprografic	38,50 \$
Célébrations Levis 2011	Reprografic	28,62 \$
Économie d'eau investissement	Compo Orléans	85,00 \$
Initiative et rayonnement	MP Photo	85,00 \$
Nos territoires : y habiter et en vivre !	Reprografic	67,00 \$

Étude des crédits 2012-2013
Demande de renseignements généraux

Demande # 3

Liste des dépenses en publicité (incluant dans Internet), en articles promotionnels et en commandites : les sommes dépensées pour l'exercice financier 2011-2012 et les prévisions pour 2012-2013; les firmes de publicité; le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié); le nom des fournisseurs, incluant les contrats de photographes; le but visé par chaque dépense; dans le cas d'une commandite, l'organisme bénéficiaire.

Articles promotionnels	Fournisseur	Coût 2011-2012
Grands Prix de la ruralité 2011 (événement)		
Journée de la ruralité Panneaux grands formats et cartons	Asystel	1 129,18 \$
Grand Prix de la ruralité 2 bannières verticales et 2 panneaux	Reprografic	291,62 \$
Plaques	Gravure Alain Robitaille	2 704,00 \$
Panneau rigide CSPQ	Reprografic	257,87 \$
Encadrement souvenir		
Montage imprimé sur papier photo	Compo Orléans	40,00 \$
Encadrement	Cadre Marie-Pier	76,50 \$

Étude des crédits 2012-2013
Demande de renseignements généraux

Demande # 3

Liste des dépenses en publicité (incluant dans Internet), en articles promotionnels et en commandites : les sommes dépensées pour l'exercice financier 2011-2012 et les prévisions pour 2012-2013; les firmes de publicité; le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié); le nom des fournisseurs, incluant les contrats de photographes; le but visé par chaque dépense; dans le cas d'une commandite, l'organisme bénéficiaire.

Articles promotionnels	Fournisseur	Coût 2011-2012
L'économie sociale : J'achète		
Dépliants	Imprimerie Irving	69,95 \$ 244,70\$
Panneau chevalet	Reprografic	88,00 \$
Encadrement Déclaration d'engagement	Cadres Marie-Pier	140,00 \$
Développement durable		
Affiche technique (bannière)	Reprografic	103,59 \$
Guide L'aménagement et l'écomobilité		
Graphisme	Mac design	4 974,00 \$
Montage du document		300,00 \$
Impression du Sommaire	Imprimerie Sociale	435,00 \$

Étude des crédits 2012-2013
Demande de renseignements généraux

Demande # 3

Liste des dépenses en publicité (incluant dans Internet), en articles promotionnels et en commandites : les sommes dépensées pour l'exercice financier 2011-2012 et les prévisions pour 2012-2013; les firmes de publicité; le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié); le nom des fournisseurs, incluant les contrats de photographes; le but visé par chaque dépense; dans le cas d'une commandite, l'organisme bénéficiaire.

Articles promotionnels	Fournisseur	Coût 2011-2012
Rapport annuel de la Société québécoise d'assainissement des eaux		
Graphisme Version pour le web	Direct info	65,00 \$
Impression	Impressions Stampa	162,00 \$
Rapport sur la mise en œuvre de la Loi sur l'éthique et la déontologie en matière municipale		
Graphisme Conception de la grille et montage	DirectInfo	588,00 \$
Impression du document	Impression Stampa	321,00 \$
Affiche résultat carboneutre	Copies de la Capitale	160,00 \$
Rapport annuel de gestion		
Graphisme Conception de la page couverture et montage du document	Mac design	2 480,00 \$
Impression	Impression Stampa	1 087,00 \$

Étude des crédits 2012-2013
Demande de renseignements généraux

Demande # 3

Liste des dépenses en publicité (incluant dans Internet), en articles promotionnels et en commandites : les sommes dépensées pour l'exercice financier 2011-2012 et les prévisions pour 2012-2013; les firmes de publicité; le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié); le nom des fournisseurs, incluant les contrats de photographes; le but visé par chaque dépense; dans le cas d'une commandite, l'organisme bénéficiaire.

Articles promotionnels	Fournisseur	Coût 2011-2012
Nos territoires Y habiter et en vivre!		
Graphisme Conception du visuel	Dompteurs de souris	2 000,00 \$
Présentation multimédia Commande de photos Istockphoto	Istockphoto	579,75\$
Visuel pour l'ensemble des productions	Istockphoto	183,75 \$
Visuel sur carton mousse pour conférence de presse	Reprografic	85,82 \$
Sommaire 4 pages français	Imprimerie Irving Imprimerie Sociale	111,09 \$ 345,00 \$
Sommaire 4 pages anglais	Imprimerie Irving	111,09 \$
Déclaration d'engagement	Cadres Marie-Pier	180,00 \$

Étude des crédits 2012-2013
Demande de renseignements généraux

Demande # 3

Liste des dépenses en publicité (incluant dans Internet), en articles promotionnels et en commandites : les sommes dépensées pour l'exercice financier 2011-2012 et les prévisions pour 2012-2013; les firmes de publicité; le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié); le nom des fournisseurs, incluant les contrats de photographes; le but visé par chaque dépense; dans le cas d'une commandite, l'organisme bénéficiaire.

Articles promotionnels	Fournisseur	Coût 2011-2012
Cartons de reconnaissance du SM	Copies de Capitale	203,00 \$
Document de consultation Document broché coin gauche	Copies de la Capitale	290,00 \$
Congrès FQM Duratrans avec le visuel de la Stratégie québécoise d'économie d'eau et d'économie sociale	Asystel	199,00 \$
La mise au rôle des biens immobiliers industriels au Québec	Pogz	1 275,00 \$
Code de conduite du ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire - Directives en matière de déontologie et d'éthique Graphisme Conception et montage du document	Mac design	1 150,00 \$

Étude des crédits 2012-2013
Demande de renseignements généraux

Demande # 3

Liste des dépenses en publicité (incluant dans Internet), en articles promotionnels et en commandites : les sommes dépensées pour l'exercice financier 2011-2012 et les prévisions pour 2012-2013; les firmes de publicité; le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié); le nom des fournisseurs, incluant les contrats de photographes; le but visé par chaque dépense; dans le cas d'une commandite, l'organisme bénéficiaire.

Articles promotionnels	Fournisseur	Coût 2011-2012
Congrès UMQ Duratrans avec le visuel de la Stratégie québécoise d'économie d'eau potable	Asystel	199,00 \$
Semaine des municipalités 2012 Affiches	K2 impression	1 167,00 \$
Guide sur la promotion des bonnes pratiques en éthique et déontologie en matière municipale Rédaction du guide Conception graphique du guide Impression du guide	Iva Conseils inc Quatuor Communication inc Le Groupe Quadriscan	14 850 \$ 13 518 \$ 15 600 \$

Étude des crédits 2012-2013
Demande de renseignements généraux

Demande # 3

Liste des dépenses en publicité (incluant dans Internet), en articles promotionnels et en commandites : les sommes dépensées pour l'exercice financier 2011-2012 et les prévisions pour 2012-2013; les firmes de publicité; le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié); le nom des fournisseurs, incluant les contrats de photographes; le but visé par chaque dépense; dans le cas d'une commandite, l'organisme bénéficiaire.

Organisme bénéficiaire	But de la dépense	Montant accordé
Société de Développement Économique de Lebel-Sur-Quévillon (SDE)	Organisation Forum entrepreneurial sur le Plan Nord	3 000,00 \$
Centre de Santé et de Services Sociaux de la Pointe-de-l'Île (CSSS)	Organisation Forum 2011 de la Table Aménagement et Environnement de la Pointe-de-l'Île	1 000,00 \$
Institut national de santé publique du Québec (INSPQ)	Partenaire de la Revue Développement social	5 000,00 \$
Ordre professionnel des urbanistes du Québec	Congrès annuel	1 200,00 \$
Société de sauvetage	Réalisation de la campagne d'information - Piscines résidentielles	10 000,00 \$
Chantier de l'économie sociale	Mise à jour et développement du portail Économie sociale du Québec	3 000,00 \$
Fondation rues principales	Organisation du Forum des sociétés de développement commercial	1 000,00 \$
Forum jeunesse Vallée-du-Haut-Saint-Laurent	Organisation du 7 ^e Congrès national pour l'Avenir des Jeunes Innovateurs Regroupés en Région	2 000,00 \$
Association québécoise pour la maîtrise de l'énergie	Organisation de la Rencontre municipale de l'énergie	3 750,00 \$
Arts et la Ville, Les	Organisation du 25 ^e Colloque annuel	2 500,00 \$
Association canadienne des ressources hydriques: Section-Québec	Organisation du Colloque sur la gestion des eaux pluviales	500,00 \$
Association canadienne des sciences géomatiques – Section de Montréal	Colloque Géomatique 2011	3 454,17 \$

Étude des crédits 2012-2013
Demande de renseignements généraux

Demande # 4

Liste des dépenses pour l'organisation et la tenue de conférences de presse, d'événements médiatique, ou l'organisation d'événements :
Organisés par le ministère ou l'organisme : les sommes dépensées pour l'exercice financier 2011-2012 et les prévisions pour 2012-2013, ventilées par type d'événements; le but visé par chaque dépense; le nombre d'événements total ventilé par type d'événements.
Organisés par une firme externe : les sommes dépensées pour l'exercice financier 2011-2012 et les prévisions pour 2012-2013, ventilés par type d'événements; le nom de la ou des firmes de publicité; le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié); le nom des fournisseurs, incluant les contrats de photographies, de vidéos, etc.; le but visé par chaque dépense; le nombre d'événements ventilé par type d'événements.

Conférences de presse du ministre

But visé : Annoncer les mesures destinées à promouvoir les entreprises en économie sociale.

Fournisseurs : CSPQ, Reprographic, Productions Recto-Verso Québec inc., Imprimerie Irving enr.

Budget total : 1 107 \$

But visé : Présenter la stratégie pour assurer l'occupation et la vitalité des territoires.

Fournisseurs : CSPQ, Reprographic et Buffet maison le traiteur d'Orléans

Budget total : 6 531 \$

But visé : Présenter l'avis gouvernemental sur le Plan métropolitain d'aménagement et de développement.

Fournisseurs : CSPQ et Rogerio Barbosa (photographe)

Budget total : 2 250 \$

Étude des crédits 2012-2013
Demande de renseignements généraux

Demande # 4

Liste des dépenses pour l'organisation et la tenue de conférences de presse, d'événements médiatique, ou l'organisation d'événements :
Organisés par le ministère ou l'organisme : les sommes dépensées pour l'exercice financier 2011-2012 et les prévisions pour 2012-2013, ventilées par type d'événements; le but visé par chaque dépense; le nombre d'événements total ventilé par type d'événements.
Organisés par une firme externe : les sommes dépensées pour l'exercice financier 2011-2012 et les prévisions pour 2012-2013, ventilés par type d'événements; le nom de la ou des firmes de publicité; le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié); le nom des fournisseurs, incluant les contrats de photographies, de vidéos, etc.; le but visé par chaque dépense; le nombre d'événements ventilé par type d'événements.

Événements

But visé : Reconnaître les efforts des personnes et des organismes qui contribuent au développement de leur communauté rurale dans le cadre des Grands prix de la ruralité.

Fournisseurs : CSPQ, Macam inc., Reprographic et Clément Allard (photographe)

Budget total : 16 508 \$

But visé : Permettre à des organismes intéressés au développement rural de mesurer le chemin parcouru par la Politique nationale de la ruralité dans le cadre de la Journée de la ruralité.

Fournisseurs : CSPQ et Asystel inc.

Budget total : 5 149 \$

Étude des crédits 2012-2013
Demande de renseignements généraux

Demande # 5

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par **un ministère ou un organisme** en 2011-2012 en indiquant : le nom du professionnel ou de la firme; les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, le mandat et le résultat (rapport ou document final); le coût; l'échéancier; dans le cas d'octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

Fournisseur	Objet du contrat	Coûts (\$)
ADECCO	Effectuer des travaux de secrétariat à la Direction générale de l'urbanisme et de l'aménagement du territoire.	10 800,53 \$
AGIR inc.	Assurer la maintenance et le support du logiciel de diffusion de la partie texte du Système d'information et de gestion en aménagement du territoire (SIGAT Texte).	10 000,00 \$
Asystel inc.	Impression de panneaux grands formats et cartons dans le cadre de la Journée de la ruralité.	1 129,18 \$
Audet, Martine	Procéder au traitement des demandes de révision des taxes foncières et de la taxe d'affaires.	20 043,10 \$
Beaudet, Céline	Offrir le service de rédacteur-simplificateur afin d'alléger et d'uniformiser le contenu du Rapport annuel de gestion 2010-2011 du Ministère.	1 800,00 \$
Beauregard-Desjardins, Patricia	Contribuer à la réception et à la validation des données relatives à l'approbation des proportions médianes.	3 240,45 \$
Bellemare design graphique	Offrir un service de graphisme pour le logotype du 80 ^e anniversaire de la Commission municipales du Québec.	1 000,00 \$
Delisle, Pierre	Apporter une aide ponctuelle dans le traitement des plaintes complexes.	23 500,00 \$
Déménagement et transport Dolbec inc.	Effectuer l'aménagement et le réaménagement dans les locaux du Ministère.	6 642,02 \$

Étude des crédits 2012-2013
Demande de renseignements généraux

Demande # 5

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par **un ministère ou un organisme** en 2011-2012 en indiquant : le nom du professionnel ou de la firme; les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, le mandat et le résultat (rapport ou document final); le coût; l'échéancier; dans le cas d'octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

Fournisseur	Objet du contrat	Coûts (\$)
Dompteurs de Souris inc.	Développer un concept visuel pour le dossier "Occupation du territoire" en illustrant le message "Nos territoires y habiter et en vivre!".	2 000,00 \$
Faucher, Vanessa	Effectuer différentes tâches de secrétariat et de réception pour le Secrétariat général.	602,00 \$
Féroce Design	Faire le montage et l'adaptation de différentes productions pour le Ministère.	20 000,00 \$
Fontaine, Nicolas	Participer à la préparation de deux guides de bonnes pratiques sur la planification territoriale et le développement durable.	23 521,96 \$
Gaudreault, Julie-Pier	Accomplir différents mandats ayant trait tant à la mise en œuvre de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme, qu'à l'élaboration de la Loi sur l'aménagement durable du territoire et l'urbanisme et le renouvellement des orientations gouvernementales en aménagement.	24 500,00 \$
Gervais, Jocelyne	Remplacement temporaire en vue d'assurer les services conseil en matière d'affaires municipales à la Direction régionale de l'Abitibi-Témiscamingue.	24 834,00 \$
Gestion V.C.A.	Offrir des services de secrétariat à la Direction régionale de la Côte-Nord.	5 320,00 \$
Gravure Alain Robitaille	Offrir un service de production de plaques dans le cadre du Grand Prix de la ruralité.	2 704,00 \$
Groupe Ambition	Réaliser un sondage sur la satisfaction au travail et la qualité de vie des employés. Rédiger un plan d'action visant l'amélioration de la qualité de vie et de la santé et mieux-être au travail.	19 499,15 \$

Étude des crédits 2012-2013
Demande de renseignements généraux

Demande # 5

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par **un ministère ou un organisme** en 2011-2012 en indiquant : le nom du professionnel ou de la firme; les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, le mandat et le résultat (rapport ou document final); le coût; l'échéancier; dans le cas d'octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

Fournisseur	Objet du contrat	Coûts (\$)
Groupe perspective inc.	Offrir un service de saisie de l'information et de toutes autres tâches administratives, en lien avec la Loi sur l'éthique et la déontologie en matière municipale.	12 096,00 \$
Groupe perspective inc.	Effectuer des tâches de réceptionniste et autres tâches administratives dans les bureaux du Ministère à Montréal.	5 359,20 \$
Groupe Quadriscan	Effectuer l'impression de brochures sur l'éthique pour la Commission municipales du Québec.	15 600,00 \$
Impressions Stampa	Effectuer l'impression du Rapport annuel de gestion 2010-2011 du Ministère.	1 087,00 \$
Imprimerie Joseph Clermont	Effectuer l'impression de cartons perforés pour la conception de cartes d'affaires.	1 360,00 \$
Imprimerie Joseph Clermont	Effectuer l'impression de papier en-tête du Ministère.	1 239,00 \$
Infoglobe inc.	Effectuer des améliorations au site Web refondu du Ministère.	3 000,00 \$
Institut du Nouveau Monde	Définir les paramètres de l'élaboration d'une démarche mobilisatrice de la société québécoise en vue de construire un cadre de référence pour la municipalité de demain.	10 000,00 \$
Institut sur la gouvernance d'organisations privées et publiques	Produire un avis concernant le comité de vérification comme instrument de bonne gouvernance municipale.	16 000,00 \$
IVA Conseils inc. (Groupe Confiance)	Rédaction d'un guide et production d'une présentation PowerPoint visant à faire la promotion des bonnes pratiques en éthique et déontologique en matière municipale.	14 850,00 \$

Étude des crédits 2012-2013
Demande de renseignements généraux

Demande # 5

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par **un ministère ou un organisme** en 2011-2012 en indiquant : le nom du professionnel ou de la firme; les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, le mandat et le résultat (rapport ou document final); le coût; l'échéancier; dans le cas d'octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

Fournisseur	Objet du contrat	Coûts (\$)
Jean-Pierre Brun inc.	Prononcer une conférence suivie d'une période de questions et d'un atelier à l'occasion de la rencontre des gestionnaires sur la reconnaissance.	3 500,00 \$
K2 Impressions inc.	Effectuer l'impression d'affiches pour la semaine des municipalités 2012.	1 167,00 \$
Kabane Espace Créatif inc.	Effectuer la conception graphique du visuel de la Semaine des municipalités 2012.	3 000,00 \$
Mac Design Enr.	Effectuer la conception graphique et le montage du Guide sur l'aménagement et l'écomobilité.	5 274,00 \$
Mac Design Enr.	Effectuer la mise en page du Rapport annuel de gestion 2010-2011 du Ministère ainsi que la conception de la couverture et de la page faux titre.	2 480,00 \$
Mac Design Enr.	Effectuer la conception graphique et le montage du document <i>Code de conduite du ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire - Directives en matière de déontologie et d'éthique</i> .	1 150,00 \$
Macam inc.	Réaliser une vidéo pour le dossier Prix Hommage des Grands prix de la ruralité 2011, composée d'entrevues avec l'organisme Portes Ouvertes sur le Lac.	11 290,65 \$
Malenfant Dallaire, comptables agréés, S.E.N.C.R.L.	Réaliser le rapport d'audit concernant les demandes de remboursement des coûts admissibles engagés et payés en conformité à l'entente Canada-Québec pour le programme FCCQ volet 1.3.	7 000,00 \$
Malenfant Dallaire, comptables agréés, S.E.N.C.R.L.	Réaliser divers travaux de vérification concernant la Société de financement des infrastructures locales du Québec (SOFIL).	15 000,00 \$

Étude des crédits 2012-2013
Demande de renseignements généraux

Demande # 5

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par **un ministère ou un organisme** en 2011-2012 en indiquant : le nom du professionnel ou de la firme; les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, le mandat et le résultat (rapport ou document final); le coût; l'échéancier; dans le cas d'octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

Fournisseur	Objet du contrat	Coûts (\$)
Mallette	Offrir une expertise en gouvernance, gestion de projet, gestion des risques et audit dans le domaine des technologies de l'information en vue d'accompagner l'équipe de vérification interne dans la réalisation des activités dans le cadre du développement et de l'implantation des systèmes des TI au Ministère.	7 000,00 \$
Michaud, Catherine	Offrir des services d'aide ponctuelle dans le traitement des plaintes.	23 500,00 \$
Morency, Linda	Agir à titre de pilote dans le cadre du développement informatique de la solution R04 "Composer les données communes du MAMROT" pour les systèmes "Gestion des programmes de compensation" et "Gestion du parc d'immeubles compensables".	5 985,00 \$
Paquet, Véronique	Effectuer différentes tâches de secrétariat et de réception pour le Secrétariat général.	1 036,00 \$
Pelmorex Communications inc.	Produire une vidéo sur la Stratégie d'économie d'eau potable pour le réseau Météomédia.	2 002,00 \$
Pogz	Illustrer et dessiner des biens immobiliers inspirés du visuel de ceux déjà existants du document intitulé "La mise au rôle des biens immobiliers industriels au Québec".	1 275,00 \$
Quatuor Communication	Effectuer l'impression et la conception du guide d'éthique de la Commission municipale du Québec.	13 518,00 \$
Randstad Intérim inc.	Effectuer des travaux de secrétariat à la Direction générale de l'urbanisme et de l'aménagement du territoire.	17 305,14 \$

Étude des crédits 2012-2013
Demande de renseignements généraux

Demande # 5

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par **un ministère ou un organisme** en 2011-2012 en indiquant : le nom du professionnel ou de la firme; les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, le mandat et le résultat (rapport ou document final); le coût; l'échéancier; dans le cas d'octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

Fournisseur	Objet du contrat	Coûts (\$)
Randstad Intérim inc.	Effectuer des tâches de soutien administratif et de secrétariat pour la Direction générale des politiques.	14 994,00 \$
Randstad Intérim inc.	Effectuer différentes tâches administratives à la Direction des infrastructures stratégiques afin d'assurer le respect des échéances du Fédéral pour les programmes du Plan d'action économique.	22 972,00 \$
Randstad Intérim inc.	Effectuer différentes tâches administratives à la Direction des infrastructures stratégiques afin d'assurer le respect des échéances du Fédéral pour les programmes du Plan d'action économique.	22 972,00 \$
Randstad Intérim inc.	Effectuer différentes tâches administratives à la Direction des infrastructures stratégiques.	15 314,00 \$
Randstad Intérim inc.	Effectuer différentes tâches administratives à la Direction des ressources humaines et de la performance organisationnelle.	13 671,00 \$
Raymond Chabot Grant Thornton & Cie	Procéder à une analyse des processus de travail visant principalement trois formes de programmes d'aide financière de la Direction générale des infrastructures, soit le Programme Fonds Chantiers Canada-Québec (FCCQ), le Programme d'infrastructures Québec-Municipalités (PIQM) et le Programme de transfert de la taxe fédérale sur l'essence et de la contribution du Québec (TECQ).	23 850,00 \$
Raymond Chabot Grant Thornton & Cie	Réaliser l'audit des renseignements transmis au gouvernement du Canada pour les projets terminés au 31 octobre 2011 des programmes du Plan d'action économique du Canada.	12 300,00 \$
REP Solution Interactive inc.	Offrir les services d'utilisation du logiciel Openfield Pro pour la gestion et l'envoi du bulletin électronique "SIGAT Réseau".	1 320,00 \$

Étude des crédits 2012-2013
Demande de renseignements généraux

Demande # 5

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par **un ministère ou un organisme** en 2011-2012 en indiquant : le nom du professionnel ou de la firme; les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, le mandat et le résultat (rapport ou document final); le coût; l'échéancier; dans le cas d'octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

Fournisseur	Objet du contrat	Coûts (\$)
Riffon, Olivier	Produire des fiches d'information destinées aux organismes municipaux sur les démarches globales de développement durable.	13 200,00 \$
Services Conseils Siliam inc.	Effectuer le traitement informatique, la gestion, la sauvegarde, le suivi et l'hébergement des contenus de la revue de presse des quotidiens.	2 880,00 \$
Services de médiation et d'arbitrage R.M. inc.	Déterminer, de concert avec les personnes désignées respectivement par la Ville de Québec et conjointement par les villes de l'Ancienne-Lorette et de Saint-Augustin-de-Desmaures, si le futur amphithéâtre de Québec peut être inscrit à la liste des équipements, infrastructures et activités qui sont d'intérêt collectif sur laquelle le conseil de l'agglomération de Québec a compétence.	3 568,16 \$
Services de placement Télé-Ressources ltée	Offrir des services de secrétariat aux conseillers en affaires municipales et en aménagement du territoire.	12 980,80 \$
Société conseils AGRM-PI inc.	Offrir une expertise en sécurité de l'information en vue d'accompagner l'équipe de vérification interne dans la réalisation des activités en sécurité des actifs.	24 360,00 \$
Turgeon, Pierre	Obtenir des services professionnels relatifs à l'entretien, à l'assistance technique et à l'analyse des besoins du système informatique de la Société québécoise d'assainissement des eaux. Agir aussi à titre de consultant pour procéder au transfert des systèmes requis au Ministère, responsable des opérations de la Société depuis le 1 ^{er} juillet 2011.	24 900,00 \$
Verreault, Raymond	Fournir un support conseil en assistant aux consultations publiques sur le projet de loi 34 et produire les documents requis.	6 249,31 \$

Étude des crédits 2012-2013
Demande de renseignements généraux

Demande # 6

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par **un ministère ou un organisme** en 2011-2012 en indiquant et qui ont fait l'objet d'une autorisation du sous-ministre, comme il est prévu à l'article 17 de la Loi sur les contrats des organismes publics, en indiquant : le nombre d'autorisations; le nom du professionnel ou de la firme faisant l'objet de cet octroi; le nom de tous les sous-traitants associés au contrat et faisant l'objet de cet octroi; le montant accordé; les motifs de la demande.

Le Ministère n'a aucun contrat ayant fait l'objet d'une autorisation du sous-ministre comme il est prévu à l'article 17 de la Loi sur les contrats des organismes publics.

Étude des crédits 2012-2013
Demande de renseignements généraux

Demande # 7

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un cabinet ministériel en indiquant : le nom du professionnel ou de la firme; les noms de tous les sous-traitants associés au contrat; le mandat et le résultat (rapport ou document final); le coût; l'échéancier; dans le cas d'octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

Aucun contrat n'a été octroyé par le cabinet ministériel en 2011-2012.

Étude des crédits 2012-2013
Demande de renseignements généraux

Demande # 8

Le nombre de consultants externes intégrés (nombre de personnes) ou oeuvrant au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société et/ou d'une entreprise relevant du ministère.

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

Étude des crédits 2012-2013
Demande de renseignements généraux

Demande # 9

Pour chaque projet de développement informatique de plus de 100 000 dollars initié depuis l'exercice financier 2003-2004 au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société et/ou d'une entreprise relevant du ministère : le nom du projet; la nature du projet; l'échéancier; le montant initialement prévu pour l'ensemble du projet; les plus récents estimés du coût du projet; les sommes totales engagées à ce jour reliées au projet; les firmes ou OSBL associés au développement du projet incluant tous les sous-traitants associés au projet, les sommes qui leur ont été versées jusqu'à ce jour et le mode d'octroi du contrat le cas échéant; le pourcentage de réalisation jusqu'à ce jour; le nombre de consultants intégrés ou oeuvrant au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société et/ou d'une entreprise relevant du ministère; indiquer si l'étude d'opportunité évaluant les possibilités qu'offre le logiciel libre a été réalisée, telle qu'exigée par la *Politique cadre sur la gestion des ressources informationnelles des organismes publics*.

Il n'y a aucun projet de plus de 100 000\$ initié en 2011-2012.

Étude des crédits 2012-2013
Demande de renseignements généraux

Demande # 10	Pour le cabinet ministériel, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour l'année 2011-2012, de chacune des dépenses suivantes : la photocopie; le mobilier de bureau; les distributeurs d'eau de source; le remboursement des frais de transport; le remboursement des frais d'hébergement; le remboursement des frais de repas; l'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toute session de type perfectionnement ou ressourcement : a) au Québec b) à l'extérieur du Québec.
--------------	--

Photocopies	123 757 \$
Mobilier de bureau	23 264 \$
Distributeurs d'eau de source	2 338 \$
Remboursement des frais de transport, des frais d'hébergement et de repas	863 955 \$
Participation à des congrès, des colloques et des sessions de type perfectionnement ou ressourcement :	
- au Québec	217 031 \$
- à l'extérieur du Québec	0 \$

- Les coûts pour ces diverses dépenses incluent ceux de la Commission municipale du Québec (CMQ).
- Données réelles au 29 février 2012

Étude des crédits 2012-2013
Demande de renseignements généraux

Demande # 11

Pour le cabinet ministériel, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour l'année 2011-2012, de chaque dépense reliée à la téléphonie : le nombre de téléphones cellulaires, « BlackBerry », Iphone ou autre type de téléphone intelligent; les coûts d'acquisition des appareils; le coût d'utilisation des appareils; le nom des fournisseurs; le coût des contrats téléphoniques; le nombre de minutes utilisées.

	2011-2012
Coût d'utilisation des téléphones cellulaires et des BlackBerry	96 657 \$
Nombre de cellulaires et de BlackBerry pour 2011-2012	
Cellulaires :	91
BlackBerry :	79
Les ordinateurs portables et iPad ou autre type de tablette électronique (coût acquisition)	0 \$
Les téléavertisseurs (location et utilisation)	604 \$

- Les coûts pour ces diverses dépenses incluent ceux de la Commission municipale du Québec (CMQ). Les dépenses sont en date du 29 février 2012.

Études crédits 2012-2013
Demande de renseignements généraux

Demande # 12

Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2009-2010, 2010-2011 et 2011-2012 ainsi que les prévisions pour 2012-2013 (par établissement pour le ministère de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'Éducation) :

A) LE NOMBRE ET LA RÉPARTITION, PAR TRANCHES D'ÂGE, DU PERSONNEL MASCULIN ET FÉMININ, DES PERSONNES HANDICAPÉES, ANGLOPHONES, AUTOCHTONES ET DES COMMUNAUTÉS CULTURELLES POUR CHAQUE CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.)

Pour le ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire (incluant la Commission municipale du Québec)

Catégories d'emploi	Tranches d'âge	Hommes	Femmes	Total	Répartition	Communautés culturelles	Handicapés	Anglophones	Autochtones
Membres d'organisme (Commission municipale du Québec)	34 ans et			0	2,0 %				
	35 ans et +	8	3	11					
	Total	8	3	11		0	0	0	0
Cadres et administrateurs d'état	34 ans et			0	9,4 %				
	35 ans et +	33	17	50					
	Total	33	17	50		0	0	0	0
Professionnels	34 ans et	40	47	87	58,1 %	5		1	1
	35 ans et +	124	98	222		17	2	2	
	Total	164	145	309		22	2	3	1
Fonctionnaires et ouvriers	34 ans et	3	17	20	30,5 %	2			
	35 ans et +	27	115	142		7	1		1
	Total	30	132	162		9	1	0	1
Toutes les catégories	34 ans et	43	64	107	100 %	7	0	1	1
	35 ans et +	192	233	425		23	3	2	1
	Total de l'effectif	235	297	532		31	3	3	2
% sur le total des employés		44 %	56 %	100 %		5,8 %	0,6 %	0,6 %	0,4 %

Données au 29 février 2012 incluant la Commission municipale du Québec
Ces données incluent l'effectif régulier et occasionnel

Études crédits 2012-2013
Demande de renseignements généraux

Demande # 12

Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2009-2010, 2010-2011 et 2011-2012 ainsi que les prévisions pour 2012-2013 (par établissement pour le ministère de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'Éducation) :

B) LE NOMBRE TOTAL DE JOURS DE MALADIE PRIS PAR LE PERSONNEL (incluant la Commission municipale du Québec)

Catégories d'emploi	Total
Cadres, membres d'organisme et autres	422,0
Professionnels	3 223,0
Fonctionnaires et ouvriers	2 807,5
TOTAL	6 452,5

Comprend les codes d'absences 120, 246, 248 et 270

* Ces chiffres **INCLUENT** le personnel de cabinet et les étudiants/stagiaires

Données SAGIP au 9 mars 2012

C) LE NOMBRE DE PERSONNES AYANT DANS LEUR RÉSERVE DE CONGÉS DE MALADIE MOINS DE 10 JOURS, DE 10 À 50 JOURS, DE 50 À 100 JOURS ET 100 JOURS ET PLUS

Cette question ne semble pas pertinente à l'étude des crédits.

Études crédits 2012-2013
Demande de renseignements généraux

Demande # 12

Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2009-2010, 2010-2011 et 2011-2012 ainsi que les prévisions pour 2012-2013 (par établissement pour le ministère de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'Éducation) :

D) LE NOMBRE TOTAL D'HEURES SUPPLÉMENTAIRES TRAVAILLÉES PAR LE PERSONNEL ET LA RÉPARTITION DE LA RÉMUNÉRATION DE CES HEURES SUPPLÉMENTAIRES (ARGENT, VACANCES, ETC.) (incluant la Commission municipale du Québec)

Heures supplémentaires réalisées en 2011-2012

Catégories d'emploi	Heures
Professionnels	11 776,67
Fonctionnaires et ouvriers	2 702,16
TOTAL	14 478,83

Coût total des heures compensées en congé (\$) en 2011-2012

Catégories d'emploi	\$
Professionnels	242 562,88
Fonctionnaires et ouvriers	51 514,94
TOTAL	294 077,82

Coût total des heures payées (\$) en 2011-2012

Catégories d'emploi	\$
Professionnels	260 073,57
Fonctionnaires et ouvriers	43 222,80
TOTAL	303 296,37

Données SAGIP au 9 mars 2012

* Ne s'applique pas au personnel d'encadrement

Études crédits 2012-2013
Demande de renseignements généraux

Demande # 12

Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2009-2010, 2010-2011 et 2011-2012 ainsi que les prévisions pour 2012-2013 (par établissement pour le ministère de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'Éducation) :

E) LE NOMBRE TOTAL DE JOURS DE VACANCES PRIS PAR LE PERSONNEL

Catégories d'emploi	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre	Janvier	Février	Mars	Total
Membres d'organismes et autres	13,5	14,0	41,0	158,5	172,0	29,5	16,0	10,5	19,0	25,5	1,0	13,0	513,5
Cadres	64,0	56,0	77,0	265,0	375,5	76,5	40,5	31,5	47,0	80,0	43,5	13,5	1 170,0
Professionnels	275,5	230,5	380,0	1 047,0	2 031,0	392,5	171,5	167,0	354,0	344,5	131,0	114,5	5 639,0
Fonctionnaires et ouvriers	155,0	148,0	325,5	695,5	1 101,0	183,0	111,0	179,5	264,0	257,5	157,5	26,5	3 604,0
Total	508,0	448,5	823,5	2 166,0	3 679,5	681,5	339,0	388,5	684,0	707,5	333,0	167,5	10 926,5

* Ces chiffres INCLUENT le personnel de cabinet et les étudiants/stagiaires

Données SAGIP au 9 mars 2012

F) LE NOMBRE DE PERSONNES AYANT DANS LEUR RÉSERVE DE VACANCES MOINS DE 10 JOURS, DE 10 À 50 JOURS, DE 50 À 100 JOURS ET 100 JOURS ET PLUS

Cette question ne semble pas pertinente à l'étude des crédits.

Études crédits 2012-2013
Demande de renseignements généraux

Demande # 12

Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2009-2010, 2010-2011 et 2011-2012 ainsi que les prévisions pour 2012-2013 (par établissement pour le ministère de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'Éducation) :

G) LE NOMBRE DE PLAINTES POUR HARCÈLEMENT PSYCHOLOGIQUE

Cette question ne semble pas pertinente à l'étude des crédits.

H) LE NOMBRE ET LA RÉPARTITION PAR CATÉGORIES D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, CONTRACTUELS) QUI REÇOIT UNE RÉMUNÉRATION DU MINISTÈRE OU D'UN ORGANISME RELEVANT DU MINISTÈRE, ET QUI REÇOIT ÉGALEMENT UNE PRESTATION DE RETRAITE D'UN RÉGIME DE RETRAITE DU SECTEUR PUBLIC, PARAPUBLIC OU DES RÉSEAUX DE LA SANTÉ ET DE L'ÉDUCATION, SOIT LES COMMISSIONS SCOLAIRES, LES CÉGEPS, LES ÉTABLISSEMENTS UNIVERSITAIRES, LES AGENCES RÉGIONALES ET LES ÉTABLISSEMENTS HOSPITALIERS

En ce qui a trait à l'information recherchée concernant la liste du personnel, par catégorie d'emploi, qui reçoit une rémunération et une prestation de retraite d'un régime de retraite, **nous vous informons que ces renseignements renferment des renseignements personnels au sens de l'article 54 de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels.** Le paragraphe 1° de l'article 53 ainsi que le premier alinéa de l'article 59 de cette loi nous obligent à refuser de donner accès à ces renseignements. Par ailleurs, l'amalgame des renseignements recherchés n'a pas un caractère public conformément à l'article 57 de cette loi.

Études crédits 2012-2013
Demande de renseignements généraux

Demande # 12

Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2009-2010, 2010-2011 et 2011-2012 ainsi que les prévisions pour 2012-2013 (par établissement pour le ministère de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'Éducation) :

I) L'ÉVOLUTION DES EFFECTIFS RÉGULIERS PAR CATÉGORIE D'EMPLOI ET PAR LEUR TERRITOIRE HABITUEL DE TRAVAIL (EFFECTIFS RÉGULIERS EN PLACE)

ANNÉE 2009-2010 (Incluant la CMQ)

Catégories d'emploi	Bas St-Laurent	Saguenay-Lac-St-Jean	Capitale-Nationale	Mauricie	Estrie	Mtl	Outaouais	Abitibi-Témiscamingue	Côte-Nord	Nord-du-Québec	Gaspésie-Iles-de-la-Madeleine	Chaudière-Appalaches	Lanau-dièr	Laurentides	Montréal	Centre-du-Québec	TOTAL
Membres d'organisme	0	0	5	0	0	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	10
Cadres	1	1	27	1	1	4	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	45
Professionnels	4	4	144	4	4	33	2	5	2	2	4	3	4	3	4	3	225
Techniciens et personnel de bureau	2	2	96	2	1	21	2	2	2	2	3	1	2	2	1	2	143
Ouvriers	0	1	2	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	3
Total	7	8	274	7	6	63	5	8	5	5	8	5	7	6	6	6	426

Études crédits 2012-2013
Demande de renseignements généraux

Demande # 12

Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2009-2010, 2010-2011 et 2011-2012 ainsi que les prévisions pour 2012-2013 (par établissement pour le ministère de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'Éducation) :

ANNÉE 2010-2011 (Incluant la CMQ)

Catégories d'emploi	Bas St-Laurent	Saguenay-Lac-St-Jean	Capitale-Nationale	Mauricie	Estrie	Mtl	Outaouais	Abitibi-Témiscamingue	Côte-Nord	Nord-du-Québec	Gaspésie-Iles-de-la-Madeleine	Chaudière-Appalaches	Lanaudière	Laurentides	Montréal	Centre-du-Québec	TOTAL
Membres d'organisme	0	0	6	0	0	6	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	12
Cadres	1	1	26	1	1	5	1	1	1	1	1	1	1	0	1	1	44
Professionnels	4	4	165	4	4	42	4	5	3	3	5	4	4	4	4	4	263
Techniciens et personnel de bureau	2	2	91	2	1	24	2	2	2	2	4	1	2	2	1	2	142
Ouvriers	0	1	2	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	3
Total	7	8	290	7	6	77	7	8	6	6	10	6	7	6	6	7	464

Données au 28-02-2011

Études crédits 2012-2013
Demande de renseignements généraux

Demande # 12

Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2009-2010, 2010-2011 et 2011-2012 ainsi que les prévisions pour 2012-2013 (par établissement pour le ministère de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'Éducation) :

ANNÉE 2011-2012 (Incluant la CMQ)

Catégories d'emploi	Bas St-Laurent	Saguenay-Lac-St-Jean	Capitale-Nationale	Mauricie	Estrie	Mtl	Outaouais	Abitibi-Témiscamingue	Côte-Nord	Nord-du-Québec	Gaspésie-Iles-de-la-Madeleine	Chaudière-Appalaches	Lanaudière	Laurentides	Montréal	Centre-du-Québec	TOTAL
Membres d'organisme	0	0	5	0	0	6	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	11
Cadres	1	1	34	1	1	4	0	1	1	1	1	1	1	0	1	1	50
Professionnels	5	4	158	4	4	52	4	4	3	2	4	4	4	4	4	4	264
Techniciens et personnel de bureau	1	2	89	2	1	24	2	2	2	1	2	1	2	2	1	2	136
Ouvriers	0	0	2	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	2
Total	7	7	288	7	6	86	6	7	6	4	7	6	7	6	6	7	463

Données au 29 février 2012
 SOURCE : Inventaire ministériel SDE

Études crédits 2012-2013
Demande de renseignements généraux

Demande # 12

Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2009-2010, 2010-2011 et 2011-2012 ainsi que les prévisions pour 2012-2013 (par établissement pour le ministère de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'Éducation) :

J) L'ÉVOLUTION DU NOMBRE D'EMPLOYÉS BÉNÉFICIAINT D'UN TRAITEMENT ADDITIONNEL EN RAISON DE LA COMPLEXITÉ DE LA TÂCHE À ACCOMPLIR

ANNÉE	EMPLOYÉS
2009-2010	62 (dont 1 CGRH)
2010-2011	67 (dont 1 CGRH)
2011-2012	82 (incluant 11 ing*. et CGRH)

Données au 29 février 2012
SOURCE : Inventaire ministériel SDE

* La *Directive concernant la détermination du niveau de complexité des emplois d'ingénieurs et la gestion des emplois de complexité supérieure* est en vigueur depuis le 6 juillet 2011.

K) LE NOMBRE D'EMPLOYÉS BÉNÉFICIAINT D'UN TRAITEMENT SUPÉRIEUR À CELUI NORMALEMENT PRÉVU POUR LA TÂCHE QU'ILS ONT ACCOMPLIE

31 employés bénéficient d'un traitement supérieur en raison, principalement, d'un horaire majoré.

Études crédits 2012-2013
Demande de renseignements généraux

Demande # 12

Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2009-2010, 2010-2011 et 2011-2012 ainsi que les prévisions pour 2012-2013 (par établissement pour le ministère de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'Éducation) :

L) LE NOMBRE DE POSTES PAR CATÉGORIES D'EMPLOI ET PAR LEUR TERRITOIRE HABITUEL DE TRAVAIL (L'EFFECTIF RÉGULIER AUTORISÉ)

Catégories d'emploi	Bas St-Laurent	Saguenay-Lac-St-Jean	Capitale-Nationale	Mauricie	Estrie	Mtl	Outaouais	Abitibi-Témiscamingue	Côte-Nord	Nord-du-Québec	Gaspésie-Iles-de-la-Madeleine	Chaudière-Appalaches	Lanaudière	Laurentides	Montréal	Centre-du-Québec	TOTAL
Membres d'organisme	0	0	8	0	0	8	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	16
Cadres	1	1	28	1	1	4	1	1	1	1	1	1	1	0	1	1	45
Professionnels	4	4	178	4	4	55	4	5	4	4	5	4	4	5	5	4	293
Techniciens et personnel de bureau	2	2	103	2	2	24	2	2	2	2	3	2	2	2	1	2	155
Ouvriers	0	1	2	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	3
Total	7	8	319	7	7	91	7	8	7	7	9	7	7	7	7	7	512

Données au 29 février 2012

SOURCE : Inventaire ministériel SDE

Ces données concernent l'effectif régulier alloué par le Conseil du trésor et incluent les postes vacants

M) LE NIVEAU DES EFFECTIFS POUR CHACUNE DES CATÉGORIES D'EMPLOI POUR CHACUN DES CINQ PROCHAINS EXERCICES BUDGÉTAIRES

La réponse à cette question sera transmise par le Conseil du trésor et ce, pour tous les ministères et organismes.

Étude des crédits 2012-2013
Demande de renseignements généraux

Demande #13

Pour chaque ministère et organisme, et ce, par direction : nombre de départs à la retraite en 2011-2012; nombre de remplacements effectués en application du plus récent Plan de gestion des ressources humaines; nombre de départs à la retraite prévus pour 2012-2013; nombre de retraités de la fonction publique ou parapublique embauchés pour un ou des contrats.

Nombre de départs à la retraite en 2011-2012 : 31 départs

Nombre de remplacements effectués en application du plus récent Plan de gestion des ressources humaines : Tel que prévu au Plan de gestion des ressources humaines (cible du Conseil du Trésor), 40 % des départs à la retraite sont remplacés. Pour l'année 2011-2012, sur 31 départs à la retraite, 12 remplacements sont prévus.

Nombre de départs à la retraite prévus pour 2012-2013 : 62 départs

Nombre de retraités de la fonction publique ou parapublique engagés pour un ou des contrats : 5

Informations au 29 février 2012

Étude des crédits 2012-2013
Demande de renseignements généraux

Demande # 14

Liste des baux pour les espaces occupés par les ministères et organismes en indiquant pour chacun d'eux : l'emplacement de la location; la superficie du local loué; la superficie réellement occupée; la superficie inoccupée; le coût de location au mètre carré; le coût total de ladite location; les coûts d'aménagement réalisé depuis le 1er avril 2011, la nature des travaux et le ou les bureaux visés; la durée du bail; le propriétaire de l'espace loué; le nom des sous-locataires et les revenus liés à des sous-locations, le cas échéant.

Municipalité	Adresse	Superficie locative en m ²	Total annuel \$	Coûts d'aménagements
Ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire				
Baie-Comeau	625, boulevard Laflèche	317,50	67 350,24	
Îles-de-la-Madeleine	224, chemin Principal, Cap-aux-Meules	58,22	10 453,44	
Chandler	500, avenue Daigneault	217,48	28 057,44	
Chibougamau	215, 3 ^e Rue	253,21	49 341,36	
Saguenay	227, rue Racine Est	267,84	53 396,76	
Gatineau	170, rue de l'Hôtel-de-Ville	289,74	68 760,84	
Joliette	40, rue Gauthier Sud	274,20	53 980,44	
Montréal	800, Place Victoria	3 196,27	1 080 107,04	
Québec	10, rue Pierre-Olivier-Chauveau	13 464,11	2 646 772,20	28 150,05
	Entrepôt	593,82		
	Atelier	136,57		
Rimouski	337, rue Moreault	201,23	28 698,00	
	Entrepôt	11,50		

Notes : La SIQ est toujours propriétaire des espaces loués.
Aucune superficie n'est inoccupée.

Étude des crédits 2012-2013
Demande de renseignements généraux

Demande # 14

Liste des baux pour les espaces occupés par les ministères et organismes en indiquant pour chacun d'eux : l'emplacement de la location; la superficie du local loué; la superficie réellement occupée; la superficie inoccupée; le coût de location au mètre carré; le coût total de ladite location; les coûts d'aménagement réalisé depuis le 1er avril 2011, la nature des travaux et le ou les bureaux visés; la durée du bail; le propriétaire de l'espace loué; le nom des sous-locataires et les revenus liés à des sous-locations, le cas échéant.

Municipalité	Adresse	Superficie locative en m ²	Total annuel \$	Coûts d'aménagements
Ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire				
Rouyn-Noranda	170, avenue Principale	286,58	63 940,56	
Longueuil	201, Place Charles-Lemoyne	342,62	45 855,72	
St-Jérôme	161, rue de la Gare	200,88	45 252,72	
Sherbrooke	200, rue Belvédère Nord	312,33	67 585,56	
Entrepôt		12,99		
Thetford Mines	1100, boulevard Frontenac Est	220,74	47 405,28	
Thetford Mines	309, boulevard Frontenac	190,00	35 252,16	
Trois-Rivières	100, rue Laviolette	318,24	50 686,20	
Entrepôt		10,61		
Victoriaville	62, rue St-Jean-Baptiste	316,06	56 969,28	
Victoriaville	800, boulevard Bois-Francis Sud	47,40	6 637,08	
TOTAL		21 540,14	4 506 502,32	28 150,05

Notes : La SIQ est toujours propriétaire des espaces loués.
Aucune superficie n'est inoccupée.

Étude des crédits 2012-2013
Demande de renseignements généraux

Demande # 14	Liste des baux pour les espaces occupés par les ministères et organismes en indiquant pour chacun d'eux : l'emplacement de la location; la superficie du local loué; la superficie réellement occupée; la superficie inoccupée; le coût de location au mètre carré; le coût total de ladite location; les coûts d'aménagement réalisé depuis le 1er avril 2011, la nature des travaux et le ou les bureaux visés; la durée du bail; le propriétaire de l'espace loué; le nom des sous-locataires et les revenus liés à des sous-locations, le cas échéant.
--------------	--

Municipalité	Adresse	Superficie locative en m ²	Total annuel \$	Coûts d'aménagements
Commission municipale du Québec				
Montréal	500, boulevard René-Lévesque Ouest	720,22	255 554,64	
Québec	10, rue Pierre-Olivier-Chauveau	716,12	128 572,20	
TOTAL		1 436,34	384 126,84	

Notes : La SIQ est toujours propriétaire des espaces loués.
Aucune superficie n'est inoccupée.

Étude des crédits 2012-2013
Demande de renseignements généraux

Demande # 15

Coûts de déménagement, d'aménagement et travaux effectués dans les cabinets ministériels et dans leur bureau de circonscription du 1^{er} avril 2011 à ce jour.

Aucun coût de déménagement, d'aménagement et de travaux.

Étude des crédits 2012-2013
Demande de renseignements généraux

Demande # 16	Liste du personnel de cabinet de chaque membre du Conseil des ministres durant l'année 2011-2012 en indiquant pour chaque individu : la date de l'entrée en fonction et la date de départ, le cas échéant; le titre de la fonction; l'adresse du port d'attache; le traitement annuel ou, selon le cas, les honoraires versés; la prime de départ versée, le cas échéant; la liste du personnel politique, incluant le personnel de soutien, qui fait partie de la fonction publique et de quelle masse salariale il relève; la description de tâches; le montant détaillé des salaires, des honoraires et des contrats donnés par le cabinet depuis le 1 ^{er} avril 2011; le nombre total d'employés au cabinet; la masse salariale total par cabinet pour les années 2006-2007, 2007-2008, 2008-2009, 2009-2010, 2010-2011 et 2011-2012; le nom des employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la fonction occupée; s'il a ou non signé les directives du premier ministre intitulées <i>Directive sur la transparence et l'éthique relativement à l'exercice des fonctions du personnel des cabinets de ministre</i> et <i>Directive concernant les règles applicables lors de la cessation d'exercice de certaines fonctions pour l'État</i> .
--------------	--

Membres du personnel	Titre de la fonction	Port d'attache
Boivin, Julie	Attachée de presse	Québec
Brousseau-Tremblay, Laurie	Employée de soutien	Québec
Constant, Josée	Employée de soutien	Québec
Cotnoir, Stéphanie Anne	Employée de soutien	Québec
Drouin, Charles	Attaché politique	Québec
Dulude, Antony	Attaché politique	Québec
Dumais, Joanie	Employée de soutien	Québec
Faucher, Alain	Attaché politique	Thetford-Mines
Labbé, Jean-François	Attaché politique	Québec
Lecours, Manon	Directrice de cabinet	Québec
Mercier, Nathalie	Attachée politique	Thetford-Mines
Michaud, Chrystel (en congé de maternité une partie de l'année)	Employée de soutien	Québec
Nadeau, Yvon	Attaché politique	Thetford-Mines
Perreault, Geneviève	Employée de soutien	Québec
Picard, Jonathan	Attaché politique	Québec

Étude des crédits 2012-2013
Demande de renseignements généraux

Demande # 16

Liste du personnel de cabinet de chaque membre du Conseil des ministres durant l'année 2011-2012 en indiquant pour chaque individu : la date de l'entrée en fonction et la date de départ, le cas échéant; le titre de la fonction; l'adresse du port d'attache; le traitement annuel ou, selon le cas, les honoraires versés; la prime de départ versée, le cas échéant; la liste du personnel politique, incluant le personnel de soutien, qui fait partie de la fonction publique et de quelle masse salariale il relève; la description de tâches; le montant détaillé des salaires, des honoraires et des contrats donnés par le cabinet depuis le 1^{er} avril 2011; le nombre total d'employés au cabinet; la masse salariale total par cabinet pour les années 2006-2007, 2007-2008, 2008-2009, 2009-2010, 2010-2011 et 2011-2012; le nom des employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la fonction occupée; s'il a ou non signé les directives du premier ministre intitulées *Directive sur la transparence et l'éthique relativement à l'exercice des fonctions du personnel des cabinets de ministre* et *Directive concernant les règles applicables lors de la cessation d'exercice de certaines fonctions pour l'État*.

Membres du personnel	Titre de la fonction	Port d'attache
Régis, Alexandra (en congé de maternité une partie de l'année)	Employée de soutien	Québec
Tremblay, Nicolas	Attaché politique	Québec
Trudel, Claudia	Employée de soutien	Québec
Turmel, Marjorie (en congé de maternité une partie de l'année)	Attachée politique	Québec
Vachon, Paule	Employée de soutien	Thetford-Mines

Données au 29 février 2012

- ☐ LA DESCRIPTION D'EMPLOI
Veuillez vous référer à l'article 3 de la Directive concernant le recrutement, la nomination, la rémunération et les autres conditions de travail du personnel des cabinets de ministre (4-83) qui stipule les attributions respectives aux directeurs de cabinet, attachés politiques ou employés de soutien.
- ☐ MASSE SALARIALE DEPUIS LE 1^{er} AVRIL 2011
1 050 000 \$
- ☐ DIRECTIVE SUR LA TRANSPARENCE ET L'ÉTHIQUE RELATIVEMENT À L'EXERCICE DES FONCTIONS DU PERSONNEL DES CABINETS DE MINISTRE ET DIRECTIVE CONCERNANT LES RÈGLES APPLICABLES LORS DE LA CESSATION D'EXERCICE DE CERTAINES FONCTIONS POUR L'ÉTAT
Tous les employés des cabinets ministériels doivent signer ces directives lors de leur entrée en fonction.

Étude des crédits 2012-2013
Demande de renseignements généraux

Demande # 17

Liste des sommes d'argent versées en 2011-2012 à même le budget discrétionnaire du ministre, en indiquant ; le nom de l'organisme concerné ou de la personne; la circonscription électorale; le montant attribué; le projet visé et le résultat.

DU MINISTRE

Bénéficiaire	Montant
1001 visages	500,00 \$
125e de Sainte-Élizabeth-de-Warwick	1 000,00 \$
A.S. Johnson Memorial School	2 500,00 \$
Accueil Madore Inc.	1 000,00 \$
AFEAS - Région Québec-Chaudière-Appalaches	1 000,00 \$
Association de Parents de Jumeaux et de Triplés de Trois-Rivières et des environs	500,00 \$
Appartenance Mauricie	1 000,00 \$
Armée du Salut	400,00 \$
Arrondissement de Saint-Léonard	1 000,00 \$
Association de la Fibromyalgie, région Chaudière-Appalaches	500,00 \$
Association d'entraide communautaire La Fontaine	500,00 \$
Association des clubs entrepreneurs étudiants	2 000,00 \$
Association des Gens d'Affaires de Soulanges	1 000,00 \$
Association des handicapés Val-Rosiers	250,00 \$
Association des Gens d'Affaires et Professionnels des Italo-Canadiens	1 500,00 \$
Association des Marchés publics du Québec	4 500,00 \$
Association des parents des petits musiciens de Saint-Noël de Thetford Inc.	3 000,00 \$
Association des pompiers volontaires de Howick	500,00 \$
Association des pourvoyeurs de pêche aux petits poissons des Chenaux inc.	1 000,00 \$
Association des résidents de Champfleury	2 000,00 \$
Association des résidents du parc Lausanne	1 000,00 \$
Association récréative de Sainte-Lucie-des-Laurentides	1 000,00 \$
Association Récréative de Templeton Inc.	4 000,00 \$
Association régionale de loisir pour personnes handicapées Chaudière-Appalache	1 000,00 \$
Association Sépharande de la Banlieue Ouest de Montréal	5 000,00 \$
Association sportive et communautaire Camillien-Houde inc.	500,00 \$
Association sportive et communautaire du Centre-Sud	2 000,00 \$
Association TCC des deux rives	500,00 \$
Au cœur des Familles Agricoles	2 000,00 \$

Étude des crédits 2012-2013
Demande de renseignements généraux

Demande # 17

Liste des sommes d'argent versées en 2011-2012 à même le budget discrétionnaire du ministre, en indiquant ; le nom de l'organisme concerné ou de la personne; la circonscription électorale; le montant attribué; le projet visé et le résultat.

DU MINISTRE

Bénéficiaire	Montant
Autour de la Table	500,00 \$
Banques alimentaires Québec	20 000,00 \$
Bioparc de la Gaspésie	5 000,00 \$
Boîte à science	300,00 \$
Bouffe-Dépannage de Sainte-Agathe-des-Monts	2 000,00 \$
Cégep de Trois-Rivières	500,00 \$
Centraide Québec et Chaudière-Appalaches	5 000,00 \$
Centre communautaire de Bulwer	1 000,00 \$
Centre d'aide et d'action bénévole de Charlesbourg	500,00 \$
Centre D'Amitié Autochtone de Québec	500,00 \$
Centre de formation incendie d'East Broughton	3 000,00 \$
Centre de recherche-action sur les relations raciales	2 000,00 \$
Centre éducatif l'Abri	500,00 \$
Centre Emmaüs des Bois-Francs	750,00 \$
Centre local de développement de l'Érable	500,00 \$
Centre universitaire des Appalaches	250,00 \$
Centres d'Adoption d'Animaux de Compagnie du Québec	2 000,00 \$
Cercle de Fermières de Vallée-Jonction	500,00 \$
CH2O	1 000,00 \$
Chambre de Commerce de Ville-Marie	500,00 \$
Chambre de commerce et de tourisme de la Vallée de Saint-Sauveur	1 500,00 \$
Chambre de commerce et d'industrie Nouvelle-Beauce	500,00 \$
Chevaliers de Colomb de Cadillac	1 250,00 \$
Chevaliers de Colomb de Dolbeau Inc.	200,00 \$
Chevaliers de Colomb de l'Assemblée Archevêque Mathieu	500,00 \$
Chez-nous des Artistes	500,00 \$
Circuit des Arts Memphrémagog	300,00 \$
Cité-école de la Polyvalente Louis-Saint-Laurent	1 000,00 \$
Classique hivernale amateur	400,00 \$

Étude des crédits 2012-2013
Demande de renseignements généraux

Demande # 17

Liste des sommes d'argent versées en 2011-2012 à même le budget discrétionnaire du ministre, en indiquant ; le nom de l'organisme concerné ou de la personne; la circonscription électorale; le montant attribué; le projet visé et le résultat.

DU MINISTRE

Bénéficiaire	Montant
Club de baseball Les Aigles de Trois-Rivières	500,00 \$
Club de BMX de Québec	500,00 \$
Club de curling de Riverbend	1 000,00 \$
Club de football Nicolas-Gatineau - Polyvalente Nicolas-Gatineau	4 000,00 \$
Club de l'âge d'or de Sainte-Gertrude	2 000,00 \$
Club de motocross de Thetford	2 500,00 \$
Club de patinage artistique de Saint-Donat	1 000,00 \$
Club de ski de fond de l'Or Blanc de Black Lake	3 000,00 \$
Club des Beaux Sentiers	1 000,00 \$
Club Optimiste de Saint-Romuald	1 000,00 \$
Club Optimiste Saint-Jacques de Montréal	500,00 \$
Club Patinard	500,00 \$
COLOC Saint-Bonaventure	250,00 \$
Comité Action Centre-ville pour Métiers d'art de St-Agathe-des-Monts	1 500,00 \$
Comité action régional jeune. Per. Active et en santé	4 000,00 \$
Comité des fêtes du 150 ^e de Saint-Valère	1 500,00 \$
Comité des loisirs de Vimy Ridge	20 000,00 \$
Comité récréotouristique de Pointe-du-Lac	1 000,00 \$
Commission scolaire du Fleuve-et-des-Lacs	1 500,00 \$
Communauté hellénique orthodoxe de l'ouest de l'Île de Montréal	5 000,00 \$
Communauté Hindu-Mandir	5 000,00 \$
Communauté Sépharade unifié du Québec	1 000,00 \$
Comptoir alimentaire de Saint-Hippolyte	1 000,00 \$
Comptoir alimentaire Drummond	1 500,00 \$
Comptoir Régional de Beauce inc.	500,00 \$
Concours québécois en entrepreneuriat	1 000,00 \$
Conférence St-Georges-Est	500,00 \$
Congrégation Beth Tikvah	5 000,00 \$
Conseil de bassin de la rivière du Cap Rouge	2 000,00 \$

Étude des crédits 2012-2013
Demande de renseignements généraux

Demande # 17

Liste des sommes d'argent versées en 2011-2012 à même le budget discrétionnaire du ministre, en indiquant ; le nom de l'organisme concerné ou de la personne; la circonscription électorale; le montant attribué; le projet visé et le résultat.

DU MINISTRE

Bénéficiaire	Montant
Conseil des aînés et des retraités de la MRC des Appalaches	1 000,00 \$
Coop du Grand-Bois	1 000,00 \$
Coopérative de Solidarité Récréotouristique du Mont Adstock	1 500,00 \$
Coopérative d'habitation "Terrasse du Vieux-Fort"	400,00 \$
Corporation de développement communautaire de Bellechasse	750,00 \$
Corporation de développement de oeuvres du Père Lionel Dehoux	250,00 \$
Corporation de développement Socio-écono. de St-Léon de Strandon	500,00 \$
Corporation de l'Étang Burbank	500,00 \$
Corporation de la Protection Forestière en Beauce-Etchemin	500,00 \$
Corporation du 275e anniversaire de Saint-Joseph	1 500,00 \$
Corporation municipale de Pointe-des-Cascades	5 000,00 \$
Côte-des-Neiges en fête, 5 continents, 5 sens	1 000,00 \$
Coupe des nations Saguenay	2 000,00 \$
Coupe du monde de Paracyclisme sur route UCI	2 000,00 \$
Coupe internationale de soccer, Les Enfants jouent pour les enfants	500,00 \$
Derby de démolition de St-Chrysostome	1 000,00 \$
Diffusion Avant Scène	2 000,00 \$
École de l'Étincelle	1 000,00 \$
École du Bac	2 000,00 \$
École du Plein-Soleil	2 000,00 \$
École Fernand-Gauthier	1 000,00 \$
École Plein-Soleil	2 500,00 \$
École Saint-Eugène	1 000,00 \$
Ensemble vocal Ô chœur du Nord	1 000,00 \$
Ensoleilvent	500,00 \$
École Québec	1 000,00 \$
Équipe Le Bataillon de Hum, pee-wee BB	500,00 \$
Équipe RDP	500,00 \$
Espace Cercle Carré	3 000,00 \$

Étude des crédits 2012-2013
Demande de renseignements généraux

Demande # 17

Liste des sommes d'argent versées en 2011-2012 à même le budget discrétionnaire du ministre, en indiquant ; le nom de l'organisme concerné ou de la personne; la circonscription électorale; le montant attribué; le projet visé et le résultat.

DU MINISTRE

Bénéficiaire	Montant
Espace Outaouais	1 000,00 \$
Été jeunesse Gaspé inc.	500,00 \$
Événements art, musique et culture de Saint-Donat	2 500,00 \$
Fabrique de Sainte-Monique	1 000,00 \$
Fabrique de Saint-Frédéric	1 000,00 \$
Fabrique Sacré-Cœur-de-Jésus	6 000,00 \$
Fabrique Saint-Patrice-de-Beaurivage	1 000,00 \$
Fédération des sociétés d'horticulture et d'écologie du Québec	500,00 \$
Festi-Tour Provincial de Magog	250,00 \$
Festival Anjou inc.	2 000,00 \$
Festival Beauceron de l'Érable	2 000,00 \$
Festival Classica	10 000,00 \$
Festival country de Yamachiche	500,00 \$
Festival country rétro de Sainte-Ursule	500,00 \$
Festival country-western de Saint-Paulin	500,00 \$
Festival Country-Western de Thetford Mines	2 500,00 \$
Festival de blues de Victoriaville	1 000,00 \$
Festival de chasse du Haut-Saint-Maurice	2 000,00 \$
Festival de la famille d'Argenteuil	500,00 \$
Festival de la Galette de Sarrazin de Louiseville	5 000,00 \$
Festival de la Paix de Victoriaville	500,00 \$
Festival de la Saint-Valentin	1 000,00 \$
Festival de la truite mouchetée de Saint-Alexis-des-Monts	3 000,00 \$
Festival de Musique du Bout du Monde	2 500,00 \$
Festival de musique émergente en Abitibi-Témiscamigue	1 000,00 \$
Festival des foins de Saint-Julien	1 000,00 \$
Festival des générations East Broughton	1 500,00 \$
Festival des traditions du monde de Sherbrooke	2 000,00 \$
Festival d'été de Wesdome de Val-d'Or	1 000,00 \$

Étude des crédits 2012-2013
Demande de renseignements généraux

Demande # 17

Liste des sommes d'argent versées en 2011-2012 à même le budget discrétionnaire du ministre, en indiquant ; le nom de l'organisme concerné ou de la personne; la circonscription électorale; le montant attribué; le projet visé et le résultat.

DU MINISTRE

Bénéficiaire	Montant
Festival d'humour de l'Abitibi-Témiscamingue	1 000,00 \$
Festival du Bateau Classique de Montréal	500,00 \$
Festival du film de Saint-Séverin	1 000,00 \$
Festival Forestier de Shipshaw	500,00 \$
Festival international Contes en Îles	500,00 \$
Festival International de DansEncore	1 000,00 \$
Festival Montréal Sou Konpa	1 000,00 \$
Festival Promutuel de la Relève de Thetford	1 000,00 \$
Festi-Volant de Grandes-Piles	500,00 \$
Fête des neiges	500,00 \$
Fête des vendanges Magog-Orford	1 000,00 \$
Fête des Vendanges Magog-Orford	1 000,00 \$
Fête familiale de la Société de Saint-Vincent de Paul de Québec	250,00 \$
Fêtes de Chez Nous	500,00 \$
Fêtes du Centenaire de East Angus	1 000,00 \$
Filipino Canadian Association of West Island	1 500,00 \$
Foire country de Pabos	1 000,00 \$
Fondation de la Corporation des services universitaires en Chaudière-Appalaches	1 000,00 \$
Fondation Bharat Bhavan	500,00 \$
Fondation CARMEN	1 000,00 \$
Fondation de Bécancour-Nicolet-Yamaska	500,00 \$
Fondation de La Tablée populaire	1 000,00 \$
Fondation de l'école Saint-Michel	1 000,00 \$
Fondation de santé et de services sociaux Lévis-Lotbinière	4 000,00 \$
Fondation du Cégep du Vieux Montréal	500,00 \$
Fondation du Centre Jacques Cartier	5 000,00 \$
Fondation du Centre jeunesse Gaspésie/Les Îles	2 000,00 \$
Fondation Enfant Santé	8 000,00 \$
Fondation Gaston Gagné	3 350,00 \$

Étude des crédits 2012-2013
Demande de renseignements généraux

Demande # 17

Liste des sommes d'argent versées en 2011-2012 à même le budget discrétionnaire du ministre, en indiquant ; le nom de l'organisme concerné ou de la personne; la circonscription électorale; le montant attribué; le projet visé et le résultat.

DU MINISTRE

Bénéficiaire	Montant
Fondation du Centre hospitalier Pierre-Le Gardeur	3 000,00 \$
Fondation jeunesse Chaudière-Appalaches	1 000,00 \$
Fondation Le Grand Chemin	1 000,00 \$
Fondation Madeli-Aide	1 000,00 \$
Fondation Marie-Ève-Saulnier	5 000,00 \$
Fondation Monique Surprenant de l'Entraide Bénévole des Pays-d'en-Haut	2 000,00 \$
Fondation Serge Marcil	500,00 \$
Fresqu'Ô Fête	500,00 \$
GaïaPresse	500,00 \$
Gala zénith de la région de Thetford	2 000,00 \$
Grand marché Beauce-Sartigan	2 000,00 \$
Grand prix cycliste de Beauce	2 000,00 \$
GRIS-Montréal	1 000,00 \$
Groupe Écosphère	800,00 \$
Gurudwara Saheb de Montréal Métropolitain	5 000,00 \$
Harmonie de Thetford Inc.	1 200,00 \$
Initiative 1,2,3, Go! RDP	500,00 \$
Institut du Troisième Âge de Thetford Mines	1 800,00 \$
Institution Kiuna	4 000,00 \$
Jeunes Entreprises Capitale-Nationale/Chaudière-Appalaches	500,00 \$
Jeunesse au soleil	2 000,00 \$
Jouka	1 000,00 \$
Journée Carrière Rotary	500,00 \$
La Bouffe Additionnelle	500,00 \$
La Classique internationale de canots de la Mauricie inc.	2 000,00 \$
La Fête de la pêche	1 000,00 \$
La Fondation de la Tolérance	500,00 \$
La Maison Carignan inc.	500,00 \$
La Maison de la Culture de Grande-Rivière	750,00 \$

Étude des crédits 2012-2013
Demande de renseignements généraux

Demande # 17

Liste des sommes d'argent versées en 2011-2012 à même le budget discrétionnaire du ministre, en indiquant ; le nom de l'organisme concerné ou de la personne; la circonscription électorale; le montant attribué; le projet visé et le résultat.

DU MINISTRE

Bénéficiaire	Montant
La Maison du Bouleau Blanc	1 000,00 \$
La Mission Saiva du Québec	2 500,00 \$
La P'tite école de Lac Édouard	1 000,00 \$
La Traversée Internationale du Lac Memphrémagog	2 500,00 \$
L'ADOberge	1 000,00 \$
L'Appétit Fête de Sainte-Rose	2 000,00 \$
L'Arche Agapè de Gatineau	1 000,00 \$
Le Carrousel du p'tit monde d'Anjou	1 000,00 \$
Le Centre de l'Écoute	500,00 \$
Le Championnat canadien de course de chiens "Bristol Dryland"	2 000,00 \$
Le Cyclo-défi contre le cancer	1 500,00 \$
Le Festival de la Rouge	2 000,00 \$
Le Noël du Pauvre	500,00 \$
Légion royale canadienne	1 500,00 \$
Les Cartonfolies	1 000,00 \$
Les Citadelles de Québec, bantam AA	500,00 \$
Les Compagnons-de-Cartier	2 500,00 \$
Les Éditions du Quartz	1 500,00 \$
Les Fêtes gourmandes de Lanaudière	2 000,00 \$
Les Filons - Sports d'élite inc.	3 000,00 \$
Les Jardins de la Terre	1 000,00 \$
Les loisirs Ste-Famille Inc.	500,00 \$
Les Loups de l'école secondaire Curé-Antoine-Labelle	2 000,00 \$
Les Scouts du District Rive-Sud/Beauce inc.	500,00 \$
Les vieux métiers, les métiers vivants	500,00 \$
Loisirs de Saint-Prosper inc.	1 000,00 \$
M pour Montréal	5 000,00 \$
Maison des jeunes de Huntingdon	1 000,00 \$
Maison des jeunes de Saint-Sauveur Piedmont	2 500,00 \$

Étude des crédits 2012-2013
Demande de renseignements généraux

Demande # 17

Liste des sommes d'argent versées en 2011-2012 à même le budget discrétionnaire du ministre, en indiquant ; le nom de l'organisme concerné ou de la personne; la circonscription électorale; le montant attribué; le projet visé et le résultat.

DU MINISTRE

Bénéficiaire	Montant
Maison des jeunes Le chemin Faisant	3 000,00 \$
Marche du courage PROCURE	250,00 \$
Marché public de la marina de Saint-Ferdinand	500,00 \$
Mesures Alternatives des Vallées du Nord	1 000,00 \$
Moisson Beauce	1 000,00 \$
Moisson Montréal	5 000,00 \$
Mouvement autonome et solidaire des sans-emploi	1 500,00 \$
MRC de Montmagny	25 000,00 \$
Municipalité d'Adstock	3 000,00 \$
Municipalité de Bégin	1 000,00 \$
Municipalité de Béthanie	2 000,00 \$
Municipalité de Cascapédia-Saint-Jules	4 000,00 \$
Municipalité de Padoue	1 000,00 \$
Municipalité de Saint-Clet	1 500,00 \$
Municipalité de Saint-Cyprien	1 000,00 \$
Municipalité de Sainte-Hélène-de-Bagot	2 000,00 \$
Municipalité de Saint-François-de-l'Île-d'Orléans	1 000,00 \$
Municipalité de Saint-Georges-de-Clarenceville	1 000,00 \$
Municipalité de Saint-Nérée	2 500,00 \$
Musée des Abénakis	1 500,00 \$
Musée Marius-Barbeau	350,00 \$
Musée populaire de la photographie	500,00 \$
Noël dans le Parc - L'Auguste théâtre	500,00 \$
Œuvre des terrains de jeux de St-Patrice-de-Beaurivage	1 500,00 \$
Partage-Action de l'Ouest-de-l'Île	5 000,00 \$
Partenaires 12-18/Érable	2 500,00 \$
Plogg "Région de Mégantic"	750,00 \$
Productions Littorale	1 000,00 \$
Radio Passion FM	1 000,00 \$

Étude des crédits 2012-2013
Demande de renseignements généraux

Demande # 17

Liste des sommes d'argent versées en 2011-2012 à même le budget discrétionnaire du ministre, en indiquant ; le nom de l'organisme concerné ou de la personne; la circonscription électorale; le montant attribué; le projet visé et le résultat.

DU MINISTRE

Bénéficiaire	Montant
Réfection de la toiture de l'église de Pont-Rouge	4 000,00 \$
Régie intermunicipale de la Patinoire Régionale de Huntingdon	500,00 \$
Regroupement de personnes expropriées de Forillon	1 000,00 \$
Regroupement des associations de personnes handicapées	500,00 \$
Regroupement des pêcheurs professionnels du sud de la Gaspésie	8 000,00 \$
Regroupement d'organismes de personnes handicapées	2 000,00 \$
Rencontre Châteauguoise	1 000,00 \$
Rencontres internationales de la photographie en Gaspésie	2 500,00 \$
Réseau de l'Action Bénévole du Québec	2 000,00 \$
Réseau québécois des écoles entrepreneuriales et environnementales	2 000,00 \$
Réseau québécois des villes et villages en santé	5 000,00 \$
Rodéo Pontiac	2 000,00 \$
Sainte-Flore...Rendez-vous des peintres	2 500,00 \$
Saint-Michel en fête	750,00 \$
Salon Défi-Santé Mariverain	1 000,00 \$
Saveurs des Cantons	5 000,00 \$
SDC de Plessisville	2 000,00 \$
Semaine italienne de Montréal	1 000,00 \$
Service Incendie de Lambton	1 000,00 \$
Site Mary Travers dite "La Bolduc"	5 000,00 \$
Société canadienne de la Croix-Rouge	5 000,00 \$
Société canadienne de la Croix-Rouge, division du Québec	200,00 \$
Société d'accompagnement Accession Maison	500,00 \$
Société d'Agriculture de New-Richmond	500,00 \$
Société d'Agriculture de Shigawake	2 500,00 \$
Société de gestion environnementale	5 000,00 \$
Société du patrimoine des Beaucerons	500,00 \$
Société historique du Cap-Rouge	5 000,00 \$
Société historique Nouvelle-Beauce	500,00 \$

Étude des crédits 2012-2013
Demande de renseignements généraux

Demande # 17

Liste des sommes d'argent versées en 2011-2012 à même le budget discrétionnaire du ministre, en indiquant ; le nom de l'organisme concerné ou de la personne; la circonscription électorale; le montant attribué; le projet visé et le résultat.

DU MINISTRE

Bénéficiaire	Montant
Société historique Nouvelle-Beauce	1 000,00 \$
Société locale de développement de Lac-au-Saumon	500,00 \$
Symposium des Arts	1 000,00 \$
Syndicat des Agricultrices de la Beauce	200,00 \$
TANDEM VSP	1 000,00 \$
Théâtre du Nouveau Monde	500,00 \$
Théâtre du Tandem	500,00 \$
Tour cycliste de l'Abitibi	1 000,00 \$
Tourisme Bois-Francs	2 500,00 \$
Tourisme Chaudière-Appalaches	1 500,00 \$
Université du Québec à Chicoutimi	2 000,00 \$
URLS Chaudière-Appalaches	3 000,00 \$
Village gaspésien de l'héritage britannique	5 000,00 \$
Ville de Baie-D'Urfé	5 000,00 \$
Ville de Bécancour	1 500,00 \$
Ville de Sainte-Agathe-des-Monts	2 000,00 \$
Ville de Saint-Jérôme	1 500,00 \$

Étude des crédits 2012-2013
Demande de renseignements généraux

Demande # 18

Liste du personnel en disponibilité par catégories d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) en indiquant : le poste initial; le salaire; le poste actuel, s'il y a lieu; la date de la mise en disponibilité; la prévision 2012-2013.

La réponse à cette question sera transmise par le Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

Étude des crédits 2012-2013
Demande de renseignements généraux

Demande # 19

Pour chaque ministère et organisme, le nombre d'occasionnels mis à pied par catégories d'âge en 2011-2012.

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

Étude des crédits 2012-2013
Demande de renseignements généraux

Demande #20

Nombre de fonctionnaires et/ou ETC affectés au Plan Nord, pour chaque ministère et organisme.

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

Étude des crédits 2012-2013
Demande de renseignements généraux

Demande # 21

Liste du personnel hors structure, par catégories d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) rémunéré par le ministère, mais qui n'occupe aucun poste dans ce ministère : le nom de la personne; le poste occupé; le salaire de base et les bonis, le cas échéant; l'assignation initiale; la date de l'assignation hors structure; la date de la fin de l'assignation, s'il y a lieu.

Nom de la personne	Assignation initiale	Assignation actuelle	Salaire	Fin d'assignation
Gaëtan Desrosiers, Cadre supérieur	Ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire	Institut de tourisme et d'hôtellerie du Québec (ITHQ)	146 430 \$	28-04-2014
Michel Côté, Ingénieur	Ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire	Université du Québec à Chicoutimi	46 936 \$ à 77 552 \$	Indéterminée
Marc Godbout, Professionnel	Ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire	Banque inter américaine de développement	37 823 \$ à 71 707 \$	31-03-2013

Informations au 29 février 2012

Étude des crédits 2012-2013
Demande de renseignements généraux

Demande # 22

Liste du personnel rémunéré par le ministère et affecté à des organismes parapublics non gouvernementaux et autres : l'assignation initiale; l'assignation actuelle; le salaire de base et les bonis, le cas échéant; la date de la fin de l'assignation, s'il y a lieu.

Nom de la personne	Assignation initiale	Assignation actuelle	Salaire	Fin d'assignation
Gaëtan Desrosiers, Cadre supérieur	Ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire	Institut de tourisme et d'hôtellerie du Québec (ITHQ)	146 430 \$	28-04-2014
Michel Côté, Ingénieur	Ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire	Université du Québec à Chicoutimi	46 936 \$ à 77 552 \$	Indéterminée
Marc Godbout, Professionnel	Ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire	Banque inter américaine de développement	37 823 \$ à 71 707 \$	31-03-2013

Informations au 29 février 2012

Étude des crédits 2012-2013
Demande de renseignements généraux

Demande # 23

Liste de tous les abonnements du ministère et organismes publics ainsi que le coût de chacun : les clubs privés ou autres; les billets de saison, les loges; etc.

Le Ministère ne possède pas ce type d'abonnement

Étude des crédits 2012-2013
Demande de renseignements généraux

Demande # 24

Pour chaque site Internet (incluant ceux des événements ponctuels), et ce, depuis l'existence du site : le nom du site, le nom de la firme ou des personnes qui ont conçu le site; le coût de construction du site; le coût de l'entretien et de la mise à jour; le responsable du contenu sur le site; la fréquence moyenne de mise à jour; le nombre de visiteurs (hits) par mois; combien de fois le site a-t-il été refait? Quel a été le coût? Quels sont les critères qui ont justifié les changements?

Site	Firme ou personne	Coûts construction	Coûts entretien et mise à jour	Responsable du contenu	Fréquence de mise à jour	Combien de fois le site a été refait Coût Critères qui ont justifié les changements
Site Web du Ministère www.mamrot.gouv.qc.ca Mise en ligne en 1999	Bienvenue Welcome	42 000 \$	7 300 \$/an	Direction des communications	Journalière	En 1999, la fusion du ministère des Affaires municipales et du ministère de la Métropole impliquait une intégration des contenus respectifs des sites Web de chacune de ces entités en une seule. Le nouveau site Web ministériel fut donc mis en ligne en octobre 2000. Depuis lors, le site n'avait pas été actualisé et il était devenu non conforme avec les nouvelles normes du programme d'identification visuelle du gouvernement du Québec. Ces normes devaient être appliquées par tous les ministères et organismes dès juin 2002. Outre cette non-conformité avec l'identification graphique gouvernementale, une refonte en profondeur du site se devait d'être réalisée en fonction des besoins de diffusion d'information et de transmission de renseignements identifiés par les répondants du Ministère. De plus, le site Internet se devait d'être simplifié en favorisant une consultation et un repérage d'information plus conviviaux.
Refonte en 2002	Bell Canada	36 700 \$	0 \$ (réalisé à l'interne)	Direction des communications	Journalière	En septembre 2002, l'ex-ministère des Affaires municipales et de la Métropole mettait en ligne son nouveau site Internet. Le site Web du ministère des Affaires municipales, du Sport et du Loisir (MAMSL) représente un instrument privilégié de communication qui favorise l'utilisation des nouvelles technologies tel que le privilégie la Loi de l'administration publique. La clientèle primaire visée par le site du MAMSL regroupe l'ensemble des intervenants du monde municipal, dont les élus, les secrétaires-trésoriers et les greffiers des municipalités du Québec.

Étude des crédits 2012-2013
Demande de renseignements généraux

Demande # 24

Pour chaque site Internet (incluant ceux des événements ponctuels), et ce, depuis l'existence du site : le nom du site, le nom de la firme ou des personnes qui ont conçu le site; le coût de construction du site; le coût de l'entretien et de la mise à jour; le responsable du contenu sur le site; la fréquence moyenne de mise à jour; le nombre de visiteurs (hits) par mois; combien de fois le site a-t-il été refait? Quel a été le coût? Quels sont les critères qui ont justifié les changements?

Site	Firme ou personne	Coûts construction	Coûts entretien et mise à jour	Responsable du contenu	Fréquence de mise à jour	Combien de fois le site a été refait Coût Critères qui ont justifié les changements
Gestion du site Web du Ministère pour 2004-2005	David Drouin		2 598 \$ contrat pour le transfert en XHTML en 2004			<p>Avec la fusion du Secrétariat au Loisir et au Sport, le visuel a été retravaillé légèrement afin d'assurer un lien de parenté entre les deux sites (Affaires municipales et Métropole ainsi que Sport et Loisir). Le site Web du MAMSL poursuit les objectifs suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Améliorer l'accessibilité à l'information ministérielle • Répondre aux besoins et attentes des internautes – usagers • Maintenir un site dynamique qui favorise la consultation, la diffusion et les échanges d'information parmi les internautes usagers • Favoriser la concertation entre tous les intervenants • Offrir des produits et des services, par l'entremise du Web, adaptés aux besoins des municipalités, des intervenants du sport et du loisir • Présenter une vision intégrée et moderne du Ministère • Assurer au Ministère un rôle de leadership pour les questions relevant du volet municipal, du volet de la métropole et du volet du sport et du loisir sur l'inforoute • Faire en sorte que le site du Ministère soit un incontournable tant pour la quantité des informations qui s'y trouvent que pour leur qualité • Développer des outils de communications internes (carte d'anniversaire électronique et transmise par le sous-ministre, vœux animés du Ministère aux employés, carte de vœux des fêtes du MAMSL virtuelle). <p>Lors du remaniement ministériel de février 2005, le volet sport et loisir a été transféré au domaine de l'éducation. Le Ministère s'est vu confier un nouveau mandat celui des régions.</p>
	François Gagnon		9 200 \$ contrat pour l'entretien de la section sport et loisir avec la technologie .net			
	Jean-Michel Girard		1 150 \$			
	Sébastien Gagnon		2 930 \$			

Étude des crédits 2012-2013
Demande de renseignements généraux

Demande # 24

Pour chaque site Internet (incluant ceux des événements ponctuels), et ce, depuis l'existence du site : le nom du site, le nom de la firme ou des personnes qui ont conçu le site; le coût de construction du site; le coût de l'entretien et de la mise à jour; le responsable du contenu sur le site; la fréquence moyenne de mise à jour; le nombre de visiteurs (hits) par mois; combien de fois le site a-t-il été refait? Quel a été le coût? Quels sont les critères qui ont justifié les changements?

Site	Firme ou personne	Coûts construction	Coûts entretien et mise à jour	Responsable du contenu	Fréquence de mise à jour	Combien de fois le site a été refait Coût Critères qui ont justifié les changements
Gestion du site Web du Ministère pour 2005-2006	Félix Blanchette-Lamarche Pierre Sénéchal Écritout François Gagnon		8 343 \$ 90 \$ 30 \$ 630 \$ 6 000 \$ 1 800 \$	Direction des communications Direction des communications Direction des communications Direction des communications		Intégration de la nouvelle image institutionnelle au site Internet du Ministère. <ul style="list-style-type: none"> • Création de feuilles de style en cascades complètes pour intégrer efficacement le nouveau concept graphique dans le respect des normes ministérielles. • Préparation de la procédure de la migration technique. • Création et ajustement de l'outil de gestion. • Participation à l'intégration du contenu et des éléments graphiques. Révision de formulaire du Fonds sur l'infrastructure municipale rurale pour dépôt sur le site Internet du Ministère, appel de candidature de La Bostonnais. Rédaction de différents textes présentant les diverses régions administratives. Réécriture et révision de différents documents pour le site Internet du Ministère dont les fiches sur les réussites rurales. Réalisation d'un formulaire interactif relativement à la mise à jour des données du système A-01 (organisation municipale). Plus communément appelé répertoire des municipalités.
Gestion du site Web du Ministère pour 2007-2008			0 \$ (réalisé à l'interne)	Direction des communications	Continuelle	Rédaction, réécriture et révision de différents documents pour le site Internet du Ministère.
Gestion du site Web du Ministère pour 2008-2009			0 \$ (réalisé à l'interne)	Direction des communications	Continuelle	Rédaction, réécriture et révision de différents documents pour le site Internet du Ministère.

Étude des crédits 2012-2013
Demande de renseignements généraux

Demande # 24

Pour chaque site Internet (incluant ceux des événements ponctuels), et ce, depuis l'existence du site : le nom du site, le nom de la firme ou des personnes qui ont conçu le site; le coût de construction du site; le coût de l'entretien et de la mise à jour; le responsable du contenu sur le site; la fréquence moyenne de mise à jour; le nombre de visiteurs (hits) par mois; combien de fois le site a-t-il été refait? Quel a été le coût? Quels sont les critères qui ont justifié les changements?

Site	Firme ou personne	Coûts construction	Coûts entretien et mise à jour	Responsable du contenu	Fréquence de mise à jour	Combien de fois le site a été refait Coût Critères qui ont justifié les changements
Gestion du site Web du Ministère pour 2009-2010	REP Solution		0 \$ (réalisé à l'interne)	Direction des communications	Continuelle	Rédaction, réécriture et révision de différents documents pour le site Internet du Ministère.
Refonte entamée	Infoglobe	23 625 \$	2 000 \$			Utilisation de l'outil Openfield pour la gestion et l'envoi du cyberbulletin ministériel. Un projet de refonte du site Web a été démarré et vise à : <ul style="list-style-type: none"> • mettre à jour les contenus et élaguer les contenus périmés; • revoir la structure d'information et la navigation; • répondre aux nouvelles exigences gouvernementales; • améliorer l'efficacité de l'équipe Web avec l'implantation d'un gestionnaire de contenu; • concevoir un site évolutif. L'appel d'offres a été lancé, la firme a été sélectionnée, le manuel d'organisation de projet a été rédigé et la structure d'information et les contenus ont commencé à être révisés.
Gestion du site Web du Ministère pour 2010-2011	REP Solution		0 \$ (réalisé à l'interne)	Direction des communications	Continuelle	Rédaction, réécriture et révision de différents documents pour le site Web du Ministère.
Refonte complétée	Infoglobe	62 125 \$	2 000 \$			Utilisation de l'outil Openfield pour la gestion et l'envoi du cyberbulletin ministériel. Le nouveau site Web ministériel a été mis en ligne le 16 décembre 2010. Cette refonte a permis d'implanter un gestionnaire de contenu (Typo3), de moderniser l'aspect graphique, de réorganiser la structure d'information et d'ajouter de nouvelles fonctionnalités.

Étude des crédits 2012-2013
Demande de renseignements généraux

Demande # 24

Pour chaque site Internet (incluant ceux des événements ponctuels), et ce, depuis l'existence du site : le nom du site, le nom de la firme ou des personnes qui ont conçu le site; le coût de construction du site; le coût de l'entretien et de la mise à jour; le responsable du contenu sur le site; la fréquence moyenne de mise à jour; le nombre de visiteurs (hits) par mois; combien de fois le site a-t-il été refait? Quel a été le coût? Quels sont les critères qui ont justifié les changements?

Site	Firme ou personne	Coûts construction	Coûts entretien et mise à jour	Responsable du contenu	Fréquence de mise à jour	Combien de fois le site a été refait Coût Critères qui ont justifié les changements
Gestion du site Web du Ministère pour 2011-2012			0 \$ (réalisé à l'interne)	Direction des communications	Continuelle	Rédaction, réécriture et révision de différents documents pour le site Web du Ministère.
Refonte – avenant	Infoglobe	3 010 \$				Afin de livrer en temps le nouveau site Web en 2010-2011, la programmation de certaines applications a été retardée. Parmi les applications développées après la refonte, l'une d'entre elles a dû être programmée deux fois étant donné qu'une nouvelle façon de faire a été mise en place au Ministère.
Améliorations au site et à l'outil de gestion	Infoglobe	3 000 \$				À la suite de la refonte du site Web en 2010-2011, quelques améliorations mineures ont dû être apportées au site Web durant l'année 2011-2012.
Intranet ministériel Mise à jour 2006-2007	Maxime Nadeau		1 008 \$	Direction des communications	Continuelle	Rédaction, réécriture et révision de différents documents pour l'intranet ministériel.
Intranet ministériel Mise à jour 2007-2008			0 \$ (réalisé à l'interne)	Direction des communications	Continuelle	Rédaction, réécriture et révision de différents documents pour l'intranet ministériel.
Intranet ministériel Mise à jour 2008-2009			0 \$ (réalisé à l'interne)	Direction des communications	Continuelle	Rédaction, réécriture et révision de différents documents pour l'intranet ministériel.
Intranet ministériel Mise à jour 2009-2010			0 \$ (réalisé à l'interne)	Direction des communications	Continuelle	Rédaction, réécriture et révision de différents documents pour l'intranet ministériel.

Étude des crédits 2012-2013
Demande de renseignements généraux

Demande # 24

Pour chaque site Internet (incluant ceux des événements ponctuels), et ce, depuis l'existence du site : le nom du site, le nom de la firme ou des personnes qui ont conçu le site; le coût de construction du site; le coût de l'entretien et de la mise à jour; le responsable du contenu sur le site; la fréquence moyenne de mise à jour; le nombre de visiteurs (hits) par mois; combien de fois le site a-t-il été refait? Quel a été le coût? Quels sont les critères qui ont justifié les changements?

Site	Firme ou personne	Coûts construction	Coûts entretien et mise à jour	Responsable du contenu	Fréquence de mise à jour	Combien de fois le site a été refait Coût Critères qui ont justifié les changements
Intranet ministériel Mise à jour 2010-2011			0 \$ (réalisé à l'interne)	Direction des communications	Continuelle	Rédaction, réécriture et révision de différents documents pour l'intranet ministériel.
Intranet ministériel Mise à jour 2011-2012 Refonte entamée	CSPQ	4 672 \$	0 \$ (réalisé à l'interne)	Direction des communications	Continuelle	<p>Rédaction, réécriture et révision de différents documents pour l'intranet ministériel.</p> <p>Un projet de refonte de l'intranet a été démarré et vise à :</p> <ul style="list-style-type: none"> • faire de l'intranet l'outil privilégié de la communication interne; • mettre à jour les contenus et élaguer les contenus périmés; • revoir la structure d'information et la navigation; • moderniser l'aspect graphique; • ajouter de nouvelles fonctionnalités; • répondre aux nouvelles exigences gouvernementales. <p>La technologie SharePoint, déjà utilisée au MAMROT pour d'autres projets dont le PGAMR, sera implantée pour l'intranet. Le CSPQ réalisera le projet en collaboration avec la Direction des communications. À ce jour, le manuel d'organisation de projet a été rédigé, la structure d'information a été revue et le concept graphique a été conçu.</p>

Étude des crédits 2012-2013
Demande de renseignements généraux

Demande # 24

Pour chaque site Internet (incluant ceux des événements ponctuels), et ce, depuis l'existence du site : le nom du site, le nom de la firme ou des personnes qui ont conçu le site; le coût de construction du site; le coût de l'entretien et de la mise à jour; le responsable du contenu sur le site; la fréquence moyenne de mise à jour; le nombre de visiteurs (hits) par mois; combien de fois le site a-t-il été refait? Quel a été le coût? Quels sont les critères qui ont justifié les changements?

Site	Firme ou personne	Coûts construction	Coûts entretien et mise à jour	Responsable du contenu	Fréquence de mise à jour	Combien de fois le site a été refait Coût Critères qui ont justifié les changements
Site Web Élections municipales 2005 www.electionsmunicipales.gouv.qc.ca Créé en 2005	Caractéra (conception et programmation) Cortexte (rédaction)	19 955 \$ 9 307 \$	0 \$ (réalisé à l'interne)	Direction des communications	Terminé	En novembre 2005, les élections municipales ont eu lieu pour la première fois en même temps dans toutes les municipalités québécoises, afin de renforcer la démocratie locale. Les objectifs du site, mis en ligne en février 2005, ont été de : <ul style="list-style-type: none"> • Mettre en valeur le rôle de la municipalité dans la vie de tous les jours • Y intéresser le citoyen et susciter sa participation au vote • Susciter les candidatures de citoyens et de citoyennes et plus particulièrement de femmes, de jeunes et de membres des communautés culturelles aux élections • Mettre en valeur le rôle de l' élu municipal et sa contribution essentielle à la société • Mettre en valeur l'événement historique que constituent les élections 2005, moment charnière en politique municipale québécoise.
Gestion du site Web Élections municipales pour 2008-2009			0 \$ (réalisé à l'interne)	Direction des communications	Ponctuelle, en fonction des élections municipales qui ont lieu aux quatre ans	Depuis les élections de novembre 2005, ce site était un sous répertoire du site du Ministère. Ce site a été mis à jour et mis en ligne au début de juin 2009.
Gestion du site Web informationnel Élections municipales pour 2009-2010 Refonte			0 \$ (réalisé à l'interne)	Direction des communications	Ponctuelle, en fonction des besoins	Le nouveau site Web des élections municipales a été mis en ligne au début de juin 2009. Le nouveau visuel a été employé, la structure d'information a été revue et les textes ont été mis à jour. À la fin de décembre 2009, les résultats des élections municipales de 2009 ont été incorporés au site informationnel.

Étude des crédits 2012-2013
Demande de renseignements généraux

Demande # 24

Pour chaque site Internet (incluant ceux des événements ponctuels), et ce, depuis l'existence du site : le nom du site, le nom de la firme ou des personnes qui ont conçu le site; le coût de construction du site; le coût de l'entretien et de la mise à jour; le responsable du contenu sur le site; la fréquence moyenne de mise à jour; le nombre de visiteurs (hits) par mois; combien de fois le site a-t-il été refait? Quel a été le coût? Quels sont les critères qui ont justifié les changements?

Site	Firme ou personne	Coûts construction	Coûts entretien et mise à jour	Responsable du contenu	Fréquence de mise à jour	Combien de fois le site a été refait Coût Critères qui ont justifié les changements
Gestion du site Web Élections municipales pour 2010-2011			0 \$ (réalisé à l'interne)	Direction des communications	Ponctuelle, en fonction des besoins	Mise à jour, selon les besoins.
Gestion du site Web Élections municipales pour 2011-2012			0 \$ (réalisé à l'interne)	Direction des communications	Ponctuelle, en fonction des besoins	Mise à jour, selon les besoins.
Site Web Piscines résidentielles www.piscines.gouv.qc.ca	CSPQ – information gouvernementale -Allard Johnson	20 735 \$ 1 899 \$	0 \$ (réalisé à l'interne)	Direction des communications	Hebdomadaire	Nouveau site mis en ligne en juillet 2007
Mise en ligne en 2007	Vox Communications	450 \$				
Gestion du site Web Piscines résidentielles pour 2008-2009			0 \$ (réalisé à l'interne)	Direction des communications	Mensuelle	Mise à jour mensuelle, selon les besoins.
Gestion du site Web Piscines résidentielles pour 2009-2010			0 \$ (réalisé à l'interne)	Direction des communications	Ponctuelle, en fonction des besoins	Mise à jour, selon les besoins.

Étude des crédits 2012-2013
Demande de renseignements généraux

Demande # 24	Pour chaque site Internet (incluant ceux des événements ponctuels), et ce, depuis l'existence du site : le nom du site, le nom de la firme ou des personnes qui ont conçu le site; le coût de construction du site; le coût de l'entretien et de la mise à jour; le responsable du contenu sur le site; la fréquence moyenne de mise à jour; le nombre de visiteurs (hits) par mois; combien de fois le site a-t-il été refait? Quel a été le coût? Quels sont les critères qui ont justifié les changements?
--------------	---

Site	Firme ou personne	Coûts construction	Coûts entretien et mise à jour	Responsable du contenu	Fréquence de mise à jour	Combien de fois le site a été refait Coût Critères qui ont justifié les changements
Gestion du site Web Piscines résidentielles pour 2010-2011			0 \$ (réalisé à l'interne)	Direction des communications	Ponctuelle, en fonction des besoins	En juillet 2010, le site Web a été fermé et le contenu a été inclus au site Web ministériel.
Site Web Troisièmes ateliers de la coopération décentralisée www.troisiemesateliers.com	Les dompteurs de souris (Graphisme)	4 178,50 \$	0 \$ (réalisé à l'interne)	Direction des communications	Hebdomadaire	Le site a été créé en mai 2008 dans le cadre des Troisièmes ateliers franco-québécois de la coopération décentralisée qui se tenait à Québec.
Mise en ligne en 2008	Plan de vol (intégration Web)	7 255,00 \$				
	Réseau Internet Québec (hébergement)	570,88 \$				
Gestion du site Web Troisièmes ateliers de la coopération décentralisée pour l'année 2009-2010	Réseau Internet Québec (hébergement)	523,40 \$	0 \$ (réalisé à l'interne)	Direction des communications	Seuls les Actes ont été déposés dans le site en décembre 2009	Le contrat d'hébergement du site Web a été prolongé jusqu'au 31 mars 2010. Le site Web devrait être transféré vers la Région Rhône-Alpes qui organisera les 4 ^{es} Assises.
Gestion du site Web Troisièmes ateliers de la coopération décentralisée pour l'année 2010-2011	Réseau Internet Québec (hébergement + nom de domaine)	118,85 \$	0 \$ (réalisé à l'interne)	Direction des communications	Aucune	En juin 2010, le site Web a été transféré sur le même serveur que le site Web ministériel. En janvier 2011, le site Web a été fermé. L'adresse www.troisiemesateliers.com a été redirigée vers le site Web des Quatrièmes Assises (www.4assisesfrancoquebecoises.com).

Étude des crédits 2012-2013
Demande de renseignements généraux

Demande # 24

Pour chaque site Internet (incluant ceux des événements ponctuels), et ce, depuis l'existence du site : le nom du site, le nom de la firme ou des personnes qui ont conçu le site; le coût de construction du site; le coût de l'entretien et de la mise à jour; le responsable du contenu sur le site; la fréquence moyenne de mise à jour; le nombre de visiteurs (hits) par mois; combien de fois le site a-t-il été refait? Quel a été le coût? Quels sont les critères qui ont justifié les changements?

Site	Firme ou personne	Coûts construction	Coûts entretien et mise à jour	Responsable du contenu	Fréquence de mise à jour	Combien de fois le site a été refait Coût Critères qui ont justifié les changements
Gestion du site Web Semaine de la municipalité 2009-2010			0 \$ (réalisé à l'interne)	Direction des communications	Ponctuelle, en fonction des besoins	C'est pendant l'année 2009-2010 que le site Web de la Semaine de la municipalité a vu le jour (la Semaine ayant lieu du 31 mai au 6 juin 2009). Lors des années antérieures, l'information concernant cette semaine se trouvait directement dans le site Web ministériel. En mars 2010, le site a été revu afin de refléter les nouvelles couleurs de l'événement ayant lieu du 30 mai au 5 juin 2010.
Gestion du site Web Semaine de la municipalité 2010-2011			0 \$ (réalisé à l'interne)	Direction des communications	Ponctuelle, en fonction des besoins	En février 2011, le site Web a été mis à jour pour s'arrimer à la Semaine de la municipalité 2011 qui aura lieu du 5 au 11 juin 2011.
Gestion du site Web Semaine de la municipalité 2011-2012			0 \$ (réalisé à l'interne)	Direction des communications	Ponctuelle, en fonction des besoins	En février 2012, le site Web a été mis à jour pour s'arrimer à la Semaine de la municipalité 2012 qui aura lieu du 3 au 9 juin 2012.
www.portail.mamrot.gouv.qc.ca	DGTIC pour hébergement	351 551 \$	3 500 \$/année	Direction générale des opérations régionales et municipales	Continueuse	1 fois au coût de 24 250 \$ (rafraîchissement). Remplacé en juin 2011 par le PGAMR (Portail gouvernemental des Affaires municipales et régionales)
SIGAT Géo : https://www.SIGATGeo.mamrot.gouv.qc.ca	Le Bureau Géo inc. (LBGI) et DGTIC	415 000 \$ (incluant l'application transactionnelle)	64 600 \$/année	Direction du Bureau municipal, de la géomatique et de la statistique	Aucune	Site remplacé en 2010 par le suivant.

Étude des crédits 2012-2013
Demande de renseignements généraux

Demande # 24

Pour chaque site Internet (incluant ceux des événements ponctuels), et ce, depuis l'existence du site : le nom du site, le nom de la firme ou des personnes qui ont conçu le site; le coût de construction du site; le coût de l'entretien et de la mise à jour; le responsable du contenu sur le site; la fréquence moyenne de mise à jour; le nombre de visiteurs (hits) par mois; combien de fois le site a-t-il été refait? Quel a été le coût? Quels sont les critères qui ont justifié les changements?

Site	Firme ou personne	Coûts construction	Coûts entretien et mise à jour	Responsable du contenu	Fréquence de mise à jour	Combien de fois le site a été refait Coût Critères qui ont justifié les changements
SIGAT Géo : https://www.sigatgeo.mamrot.gouv.qc.ca/default.aspx	Aecom Tecslut Inc.	410 000 \$	137 300 \$	Direction générale des opérations régionales et municipales	Hebdomadaire	Refonte complète en 2009 410 000 \$ Désuétude de la technologie précédente qui ne répondait plus aux besoins de la clientèle Refonte dans une technologie moderne assurant la pérennité et l'évolutivité du système
SIGAT Texte : https://www.sigattexte.mamrot.gouv.qc.ca/sigattexte.aspx	AGIR Inc.	237 000 \$	10 000 \$/année	Direction générale des opérations régionales et municipales	Quotidienne	
SIGAT Partage : https://www.application.s.mamrot.gouv.qc.ca/f02/accueil.do?methode=accéder	MAMROT/ Systématix	75 000 \$	0 \$ (réalisé à l'interne)	Direction générale des opérations régionales et municipales	Selon les projets de partenariats publiés	
PGAMR www.portailmunicipal.gouv.qc.ca	CSPQ R3D	4 010 587 \$ 914 617 \$		Direction générale des opérations régionales et municipales	Continue	Refonte complète en 2010-2011 Désuétude de la technologie précédente qui ne répondait plus aux besoins de la clientèle Refonte dans une technologie moderne assurant la pérennité et l'évolutivité du système Offre de service améliorée

Étude des crédits 2012-2013
Demande de renseignements généraux

Demande # 25	Nominations, depuis le 1 ^{er} avril 2011, de mandataires, émissaires, négociateurs, médiateurs, commissaires, experts, enquêteurs et, sans en restreindre la portée : <ul style="list-style-type: none"> ➤ la liste; ➤ les mandats; ➤ les contrats; ➤ le résultat du travail effectué; ➤ les échéances prévues; ➤ les sommes impliquées.
--------------	---

Nomination	Mandat	Sommes impliquées
Nancy Lavoie	Médiation entre la Ville de Sainte-Catherine-de-la-Jacques-Cartier et la Municipalité de Shannon pour la conclusion d'une entente sur le partage des sommes versées au fond local réservé à l'entretien de certaines voies publiques.	Aucune
Jean Rioux	Médiation entre la Ville de New Richmond et la Municipalité de Cascapédia-Saint-Jules pour la conclusion d'une entente sur le partage des sommes versées au fond local réservé à l'entretien de certaines voies publiques.	Aucune
Jacques Lareau	Médiation entre le Canton de Hampden et la Municipalité de La Patrie pour la conclusion d'une entente sur le partage des sommes versées au fond local réservé à l'entretien de certaines voies publiques.	Aucune
Nancy Lavoie	Médiation entre le Canton de Saint-Alphonse-de-Granby et la MRC de la Haute-Yamaska pour la révision des critères établis par le règlement de la MRC sur le partage des sommes versées au fond local réservé à l'entretien de certaines voies publiques.	Aucune
Pierre Poulin	Aider la Ville de Lac-Mégantic et les municipalités de Frontenac, Marston et Nantes à conclure une entente concernant le partage des dépenses du Centre sportif Mégantic.	Aucune

Étude des crédits 2012-2013
Demande de renseignements généraux

Demande # 25	<p>Nominations, depuis le 1^{er} avril 2011, de mandataires, émissaires, négociateurs, médiateurs, commissaires, experts, enquêteurs et, sans en restreindre la portée :</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ la liste; ➤ les mandats; ➤ les contrats; ➤ le résultat du travail effectué; ➤ les échéances prévues; ➤ les sommes impliquées.
--------------	---

Nomination	Mandat	Sommes impliquées
Jacques Lareau	Administrateur par intérim de la Municipalité Côte-Nord-du-Golfe-du-Saint-Laurent.	Aucune
Danie Croteau	Médiation relative à l'annexion d'une partie de territoire de la Municipalité de Saint-Zacharie à la Municipalité de Sainte-Aurélie.	Aucune
Robert Sabourin	Conciliation quant à l'adoption du budget 2011 du Conseil intermunicipal de transport du Haut-Saint-Laurent (CITHSL).	Aucune
Robert Sabourin	Suivi des recommandations du sous-ministre afin d'améliorer les pratiques de gestion de la ville de Dunham, à la suite de plusieurs plaintes de citoyens jugées problématiques par notre ministère.	Aucune
Gervais Grand-Maison	Mandat de vérification sur le processus d'attribution des contrats et sur tout autre aspect lié à l'administration municipale de la ville de Dunham.	Aucune
Robert Pagé et Sylvie Piérard	Assujettissement de la ville de Dunham au contrôle de la Commission municipale du Québec.	Aucune

Étude des crédits 2012-2013
Demande de renseignements généraux

Demande # 25	<p>Nominations, depuis le 1^{er} avril 2011, de mandataires, émissaires, négociateurs, médiateurs, commissaires, experts, enquêteurs et, sans en restreindre la portée :</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ la liste; ➤ les mandats; ➤ les contrats; ➤ le résultat du travail effectué; ➤ les échéances prévues; ➤ les sommes impliquées.
--------------	---

Nomination	Mandat	Sommes impliquées
Mallette	En décembre 2011, le MAMROT a confié à la firme Mallette le mandat d'accompagner la DVIEP lors de la mission-conseil à l'égard des développements de projets des systèmes informatisés au Ministère.	7 000 \$
AGRM	En décembre 2011, le MAMROT a confié à la firme AGRM la réalisation du diagnostic de la maturité de gestion de la sécurité de l'information au Ministère.	24 360\$
Services de médiation et d'arbitrage R.M. inc. (Réal Mireault)	Agir à titre de représentant du ministre au sein du comité d'arbitrage chargé de déterminer si le nouvel amphithéâtre à construire sur le site d'Expo-Québec constitue un équipement d'intérêt collectif de l'agglomération de Québec. Ce comité est constitué en vertu de l'article 44.2 de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (LECCMCA).	3 568 \$

Étude des crédits 2012-2013
Demande de renseignements généraux

Demande # 26

Pour 2011-2012, les dépenses effectuées par ministère pour les visites ou rencontres ministérielles et sous-ministérielles dans les régions du Québec, en ventilant pour chacune des régions.

RÉGIONS	TOTAL PAR RÉGION
01 – Bas-St-Laurent	436,33 \$
04 – Mauricie	114,88 \$
06 – Montréal	659,68 \$
07 – Outaouais	531,25 \$
11 – Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	1 066,21 \$
12 – Chaudière-Appalaches	459,90 \$
16 – Montérégie	463,37 \$

Étude des crédits 2012-2013
Demande de renseignements généraux

Demande # 27

Nombre de demandes d'accès à l'information par ministère et organisme pour 2011-2012 : le nombre de refus (et mention en vertu de quelle raison ou article); le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 20 jours; le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 30 jours.

Cette question ne semble pas pertinente à l'étude des crédits.

Étude des crédits 2012-2013
Demande de renseignements généraux

Demande # 28

La liste de toutes les activités confiées à chaque adjoint parlementaire des membres du Conseil des ministres : le coût (déplacements, etc.); le nombre de ressources affectées; le nombre de rencontres; le nombre d'ETC affecté à chaque mandat en indiquant leur fonction et leur titre.

La réponse à cette question pourrait se retrouver aux questions 1 et 2.

Étude des crédits 2012-2013
Demande de renseignements généraux

Demande # 29

La liste des ententes et leur nature, signées depuis le 1^{er} avril 2011 entre le ministère ou l'organisme et le gouvernement fédéral et/ou d'autres provinces canadiennes, dont la signature a été permise à la suite d'une autorisation obtenue en vertu des articles 3.11, 3.12 ou 3.12.1 de la Loi sur le ministère du Conseil exécutif ou d'une exclusion obtenue en vertu du premier alinéa de l'article 3.13 de cette même loi.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat des Affaires intergouvernementales canadiennes, et ce, pour tous les ministères et organismes.

Étude des crédits 2012-2013
Demande de renseignements généraux

Demande # 30

Le détail des crédits périmés et des gels de crédits pour chaque ministère et organisme par année budgétaire, et ce, depuis 2003-2004

La réponse à cette question sera transmise par le Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

Étude des crédits 2012-2013
Demande de renseignements généraux

Demande #31

Tel que prévu dans la Politique de financement des services publics, l'inventaire complet des services que le ministère et des organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère offrent aux citoyens et les tarifs qu'ils exigent. Le coût unitaire de chacun de ceux-ci. La liste de tous les revenus autonomes (tarifs, permis, droits, redevances, etc.) du ministère et des organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère pour les trois dernières années et les projections pour l'année 2012-2013.

L'information concernant la Politique de financement des services publics sera présentée au rapport annuel 2011-2012 des ministères et organismes gouvernementaux.

Étude des crédits 2012-2013
Demande de renseignements généraux

Demande # 32

Pour chaque ministère et organisme, une copie du plan de réduction des dépenses de fonctionnement pour 2011-2012 et prévisions 2012-2013

La réponse à cette question sera transmise par le Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

Étude des crédits 2012-2013
Demande de renseignements généraux

Demande # 33	Pour chaque ministère et organisme, les sommes reçues en 2007-2008, 2008-2009, 2009-2010, 2010-2011 et 2011-2012 ainsi que les prévisions pour 2012-2013 et 2013-2014 en provenance du gouvernement fédéral ou d'un autre gouvernement. Indiquer de façon ventilée pour chacun des programmes, ententes ou autres les sommes reçues, la ou les dates des versements et à quelles fins elles ont été consacrées par le ministère ou l'organisme.
--------------	---

Programme	Description sommaire du mode de subvention	Remboursements 2011-2012 obtenus en contrepartie des :	
		Subventions versées	Frais de gestion des programmes
Travaux d'infrastructures Canada-Québec 2000	Les versements de l'aide financière fédérale sont payables comptant.	4 100 270 \$	14 984 \$
Fonds sur l'infrastructure municipale rurale	Les versements de l'aide financière fédérale sont payables comptant.	30 169 402 \$	139 008 \$
Taxe fédérale d'accise sur l'essence II ¹	Les versements de l'aide financière fédérale sont payables comptant.	371 700 000 \$	
Fonds canadien sur l'infrastructure stratégique	Les versements de l'aide financière fédérale sont payables comptant.	372 967 \$	
Fonds Chantiers Canada-Québec Volets Collectivités et Grandes Villes	Les versements de l'aide financière fédérale sont payables comptant.	60 449 835 \$	585 467 \$
Programme d'infrastructures de loisirs	Les versements de l'aide financière fédérale sont payables comptant.	21 884 482 \$	95 394 \$
Fonds de stimulation de l'infrastructure	Les versements de l'aide financière fédérale sont payables comptant.	41 255 919 \$	1 748 752 \$
PRECO	Les versements de l'aide financière fédérale sont payables comptant.	232 513 941 \$	1 546 785 \$

¹ La contribution fédérale attribuée au MAMROT et selon l'entente signée le 13 mai 2009 correspond à 1 486,8 M\$ relativement à ce programme et la sortie d'argent annuel correspond aux modalités de versement, soit 25%.

TRAVAUX D'INFRASTRUCTURES CANADA - QUÉBEC 2000

DATE DE DÉPÔT	MONTANT SUBVENTION	DATE DE DÉPÔT	MONTANT FRAIS DE GESTION
2011-04-12	333 103 \$	2011-04-04	14 894 \$
2011-04-11	1 519 354 \$		
2011-04-11	2 247 813 \$		
Total 2011-2012	4 100 270 \$	Total 2011-2012	14 894 \$

FONDS SUR L'INFRASTRUCURE MUNICIPALE RURALE

DATE DE DÉPÔT	MONTANT SUBVENTION	DATE DE DÉPÔT	MONTANT FRAIS DE GESTION
2011-04-01	4 924 455 \$	2011-05-05	37 647 \$
2011-04-01	141 306 \$	2011-2012	101 361 \$
2011-04-01	398 597 \$		
2011-05-11	3 423 425 \$		
2011-08-04	2 164 295 \$		
2011-09-06	3 604 209 \$		
2011-08-25	3 790 254 \$		
2011-08-25	5 945 565 \$		
2011-08-25	2 325 \$		
2012-01-30	5 774 971 \$		
Total 2011-2012	30 169 402 \$	Total 2011-2012	139 008 \$

FONDS CANADIENS SUR L'INFRASTRUCTURE STRATÉGIQUE

DATE DE DÉPÔT	MONTANT SUBVENTION	DATE DE DÉPÔT	MONTANT FRAIS DE GESTION
2011-12-20	372 967 \$		
Total 2011-2012	372 967 \$		

FONDS CHANTIER CANADA QUÉBEC VCGV

DATE DE DÉPÔT	MONTANT SUBVENTION	DATE DE DÉPÔT	MONTANT FRAIS DE GESTION
2011-04-01	256 000 \$	2011-08-05	85 078 \$
2011-04-01	679 418 \$	2011-08-05	500 389 \$
2011-04-01	489 273 \$		
2011-04-01	2 429 013 \$		
2011-07-13	10 396 508 \$		
2011-08-03	12 265 657 \$		
2011-07-28	2 583 659 \$		
2011-08-23	2 307 284 \$		
2011-11-07	11 615 782 \$		
2011-11-07	340 491 \$		
2011-11-25	452 765 \$		
2012-02-23	16 633 985 \$		
Total 2011-2012	60 449 835 \$	Total 2011-2012	585 467 \$

PROGRAMME D'INFRASTRUCTURES DE LOISIRS

DATE DE DÉPÔT	MONTANT SUBVENTION	DATE DE DÉPÔT	MONTANT FRAIS DE GESTION
2011-04-04	274 000 \$	2011-04-01	21 746 \$
2011-05-10	327 629 \$	2011-06-01	73 648 \$
2011-06-02	8 353 \$		
2011-06-17	1 359 324 \$		
2011-09-21	4 215 614 \$		
2011-07-25	289 789 \$		
2011-11-03 et			
2011-11-07	7 044 887 \$		
2011-12-28	2 662 037 \$		
2011-12-28	921 416 \$		
2012-02-17	4 781 433 \$		
Total 2011-2012	21 884 482 \$	Total 2011-2012	95 394 \$

FONDS DE STIMULATION DE L'INFRASTRUCTURE

DATE DE DÉPÔT	MONTANT SUBVENTION	DATE DE DÉPÔT	MONTANT FRAIS DE GESTION
2011-07-19	957 605 \$	2011-12-20	476 217 \$
2011-08-03	1 019 059,58 \$	2012-01-25	1 272 535 \$
2011-08-22	10 624 305,35 \$		
2011-10-12	15 256,34 \$		
2011-12-14	28 639 693,31 \$		
Total 2011-2012	41 255 919 \$	Total 2011-2012	1 748 752 \$

PRECO

DATE DE DÉPÔT	MONTANT SUBVENTION	DATE DE DÉPÔT	MONTANT FRAIS DE GESTION
2011-04-07	1 188 200 \$	2011-06-17	65 572 \$
2011-06-15	69 375 \$	2011-06-17	81 082 \$
2011-04-07	102 651 \$	2011-06-17	98 945 \$
2011-04-07	2 234 037 \$	2011-06-17	74 665 \$
2012-01-12	8 464 592 \$	2011-06-17	317 785 \$
2012-01-12	5 330 696 \$	2011-06-17	273 594 \$
2011-11-29	7 909 477 \$	2011-12-20	635 142 \$
2012-01-16	38 472 282 \$		
2012-01-12	13 302 761 \$		
2012-01-12	19 751 063 \$		
2012-01-12	34 544 991 \$		
2012-01-12	13 821 110 \$		
2012-01-12	17 404 454 \$		
2012-01-19	7 044 450 \$		
2012-02-24	16 957 715 \$		
2012-02-27	25 553 384 \$		
2012-02-21	20 362 703 \$		
Total 2011-2012	232 513 941 \$	Total 2011-2012	1 546 785 \$

Étude des crédits 2012-2013
Demande de renseignements générales

Demande # 34	Pour chaque ministère ou organisme, la liste des ententes signées depuis le 1 ^{er} avril 2004 avec une ou des conférences régionales des élus. Indiquer la nature de l'entente, les sommes qui y sont associées, le cas échéant, en vertu de quel programme ces sommes sont allouées, la ou les date(s) des versements et à quelles fins elles ont été consacrées.
--------------	---

Conférence régionale des élus	Nombre d'ententes spécifiques signées en 2011-2012 (en date du 29 février 2012)	Précisions
01 - Bas-Saint-Laurent	1	Voir annexe 1 (p.1 à 3)
02 - Saguenay-Lac-Saint-Jean	2	Voir annexe 1 (p.3 à 11)
03 - Capitale-Nationale	Relève du Bureau de la Capitale-Nationale	
04 - Mauricie	1	Voir annexe 1 (p.11 à 15)
05 - Estrie	1	Voir annexe 1 (p.15 à 21)
06 - Montréal	0	
07 - Outaouais	3	Voir annexe 1 (p.21 à 29)
08 - Abitibi-Témiscamingue	1	Voir annexe 1 (p.29 à 31)
09 - Côte-Nord	0	
10 - Administration régionale Kativik	0	
10 - Baie-James	0	
10 - Administration régionale crie	0	
11 - Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	0	
12 - Chaudière-Appalaches	0	
13 - Laval	1	Voir annexe 1 (p.31 à p.33)
14 - Lanaudière	1	Voir annexe 1 (p 34 à 37)
15 - Laurentides	1	Voir annexe 1 (p.37 à 38)
16 - Montérégie-Est	1	Voir annexe 1 (p. 38 à 45)
16 - Longueuil	0	
16 - Vallée-du-Haut-Saint-Laurent	0	
17 - Centre-du-Québec	0	

ANNEXE 1

ENTENTES SIGNÉES 2011-2012 AU 29 FÉVRIER 2012

01- BAS-SAINT-LAURENT

1) Entente spécifique sur l'égalité entre les femmes et les hommes dans la région du Bas-Saint-Laurent 2011-2015

OBJET DE L'ENTENTE

La présente entente a pour objet de définir les modalités de la participation de chacune des PARTIES à l'égard de la réalisation de projets et d'initiatives visant à promouvoir la mise en œuvre régionale du plan d'action gouvernemental en matière d'égalité entre les femmes et les hommes sur le territoire du Bas-Saint-Laurent. Les PARTIES conviennent que leur participation demeure assujettie au respect des mesures, programmes et normes de gestion qui leur sont applicables.

OBJECTIFS DE L'ENTENTE

1. promouvoir des modèles et des comportements égalitaires, notamment en poursuivant le travail amorcé pour contrer l'hypersexualisation;
2. viser l'égalité économique entre les femmes et les hommes, notamment en favorisant l'augmentation de la présence des femmes dans les métiers traditionnellement masculins;
3. favoriser une meilleure conciliation des responsabilités familiales et professionnelles ou scolaires, en lien notamment avec les résultats des consultations régionales menées sous l'égide de la CRÉ;
4. favoriser des approches en santé adaptées aux spécificités des femmes, notamment des femmes aînées;
5. contrer la violence faite aux femmes, notamment en explorant la problématique de l'exploitation sexuelle;
6. augmenter la participation des femmes et des jeunes femmes aux instances décisionnelles, en particulier lors des élections municipales prévues en 2013;
7. encourager l'adoption et la mise en œuvre de politiques d'égalité dans les instances locales et régionales;
8. favoriser l'application de l'analyse différenciée selon les sexes dans des projets concrets.'

ENGAGEMENTS DES PARTIES

Engagements du MCCCCF

Dans le cadre du programme de soutien financier à des initiatives de partenariat Égalité entre les femmes et les hommes et sous réserve de la disponibilité des crédits, contribuer à la mise en œuvre de la présente entente en y affectant une somme de 159 000 \$ répartie sur quatre années financières gouvernementales, somme qui sera versée à la CRÉ de la façon suivante :

- un montant de 32 000 \$ au cours de l'année financière 2011-2012;
- un montant de 35 000 \$ au cours de l'année financière 2012-2013;
- un montant de 46 000 \$ au cours de l'année financière 2013-2014;
- un montant de 46 000 \$ au cours de l'année financière 2014-2015.

Pour la première année, les sommes accordées par le MCCCCF seront versées à la CRÉ dans les meilleurs délais suivant la signature de l'entente.

Pour les trois années subséquentes, les sommes seront versées suite au dépôt et à l'adoption des rapports bilan requis de chacune des années financières.

Engagements de la CRÉ

- Contribuer à la mise en œuvre de l'entente en réservant un montant total de 159 000 \$ pour une période de quatre ans provenant du Fonds de développement régional (FDR) conditionnellement à la disponibilité des crédits et conformément aux règles et aux normes applicables à ce fonds;
- pour la première année, la somme de 32 000 \$ sera réservée à la signature de l'entente. Pour les années subséquentes, le montant sera réservé en fonction de l'ajout d'autres **PARTIES** à l'entente, du moment que l'appariement avec la somme investie par le **MCCCF** soit respecté;
- prendre connaissance des recommandations du comité de gestion et décider, en conformité avec ses règles de gestion, quels sont les projets qui pourront bénéficier de l'aide financière provenant du FDR;
- administrer les sommes qui lui sont versées par les autres **PARTIES** en vertu de la présente entente selon les recommandations du comité de gestion et dans le respect des mesures, programmes et normes applicables;
- effectuer les déboursés directement auprès des organismes bénéficiaires selon le plan de financement établi;
- assumer la coordination du comité de gestion et du comité de concertation;
- tenir à jour une comptabilité distincte et spécifique relative à l'ensemble des dépenses de l'entente et remettre les rapports au comité de gestion;
- déposer chaque année aux membres du comité de gestion, un bilan des activités réalisées de même qu'un rapport d'utilisation des sommes qui lui ont été versées permettant de vérifier que ces sommes ont été affectées aux fins auxquelles elles étaient destinées;
- à partir du cadre d'évaluation approuvé par le comité de gestion, produire, au terme de l'application de l'entente, un bilan quantitatif et qualitatif portant sur l'atteinte des objectifs de l'entente;
- s'assurer que les organismes bénéficiaires utilisent et affectent les montants reçus, exclusivement aux fins de la réalisation des actions prévues à la présente entente et obtenir de ces organismes un rapport financier sur l'utilisation des subventions;
- percevoir des organismes bénéficiaires tout montant utilisé à des fins autres que celles prévues à la présente entente.

Engagements du MAMROT

- *favoriser la collaboration et la concertation des **PARTIES** pour la mise en œuvre de l'entente;*
- *assurer, au besoin, la coordination et l'harmonisation interministérielle requise pour la mise en œuvre de l'entente dans une perspective de respect des orientations gouvernementales en matière de développement local et régional;*
- être dépositaire de l'entente spécifique.

Engagement de l'ASSS

- *alimenter les membres des comités de gestion et de concertation sur les enjeux et actions spécifiques en santé et services sociaux pour la santé des femmes et l'égalité entre les femmes et les hommes.*

Engagements de la TCGFBSL

- *alimenter les membres des comités de gestion et de concertation sur les enjeux en condition féminine et les actions spécifiques déployées par la **TCGFBSL** et ses groupes membres pour l'atteinte de l'égalité entre les femmes et les hommes.*

DURÉE DE L'ENTENTE

La présente entente entre en vigueur au moment de sa signature par les **PARTIES** et prend fin le 31 mars 2015 ou à la date où son objet et les obligations qui y sont prévus auront été réalisés.

À l'expiration de la présente entente, la **CRÉ** doit rembourser au **MCCCF** tout montant non utilisé de l'aide financière octroyée.

RESSOURCES FINANCIÈRES AFFECTÉES

	2011-2012	2012-2013	2013-2014	2014-2015	Total
MCCCF	32 000 \$	35 000 \$	46 000 \$	46 000 \$	159 000 \$
CRÉ	32 000 \$	35 000 \$	46 000 \$	46 000 \$	159 000 \$
Total	64 000 \$	70 000 \$	92 000 \$	92 000 \$	318 000 \$

02- SAGUENAY-LAC-SAINT-JEAN

1) Entente spécifique sur l'implantation et le développement de la chaire UQAC-CEGEP de Jonquière sur les conditions de vie, la santé et les aspirations des jeunes

OBJET DE L'ENTENTE

La présente entente a pour objet d'associer les partenaires régionaux, nationaux et gouvernementaux afin d'assurer le déploiement de la *Chaire de recherche conjointe sur les conditions de vie, la santé et les aspirations des jeunes (VISAJ)* par la mise en commun de ressources financières et techniques dans le respect des mesures, programmes et normes applicables aux **PARTIES** concernées. Elle détermine le rôle et les responsabilités des **PARTIES**.

OBJECTIFS DE L'ENTENTE

Plus spécifiquement, le déploiement de la Chaire UQAC-Cégep de Jonquière sur les conditions de vie, la santé et les aspirations des jeunes (VISAJ), dont le plan d'action est présenté à l'annexe 1, s'articule autour de quatre objectifs principaux :

- Objectif 1 :** Stimuler la recherche sur les conditions de vie, la santé et les aspirations des jeunes.
- Objectif 2 :** Participer activement au développement d'un réseau de recherche sur les conditions de vie, la santé et les aspirations des jeunes.
- Objectif 3 :** Contribuer à la reconnaissance du Saguenay-Lac-Saint-Jean comme pôle d'excellence en matière de recherche et d'intervention sur la jeunesse.
- Objectif 4 :** Diffuser les résultats des recherches menées par VISAJ.

ENGAGEMENTS DES PARTIES

Engagements du Ministère de l'Éducation, du Loisirs et du Sport

Aux fins de la présente entente et en outre de la subvention de 572 000 \$ qu'il s'est déjà engagé à verser pour la mise sur pied et le développement de la Chaire pour les années financières 2008-2009 à 2010-2011, le MELs s'engage à :

- 6.1.1 Désigner, pour la durée de sa participation financière à la présente entente un représentant pour participer aux travaux du Comité de suivi et d'évaluation;
- 6.1.2 Statuer sur sa participation et sa contribution financière pour l'année 2011-2012 et faire connaître sa décision par écrit à la présidence du comité de suivi et d'évaluation en juin 2011. Dans la mesure où le MELS confirme une contribution financière pour l'année 2011-2012, celle-ci est considérée comme partie intégrante de l'entente à la suite de l'acceptation de cette décision par le comité de suivi et d'évaluation;
- 6.1.3 Verser, sous réserve de l'article 6.1.2, sa contribution financière annuelle pour l'année financière 2011-2012 à l'UQAC selon les modalités à être définies et suivant la réception d'une recommandation positive du comité de suivi et d'évaluation à la suite du dépôt et de l'adoption des rapports et bilans requis;
- 6.1.4 Statuer sur sa participation et sa contribution financière pour l'année 2012-2013 et faire connaître sa décision par écrit à la présidence du comité de suivi et d'évaluation en juin 2012. Dans la mesure où le MELS confirme une contribution financière pour l'année 2012-2013, celle-ci est considérée comme partie intégrante de l'entente à la suite de l'acceptation de cette décision par le comité de suivi et d'évaluation;
- 6.1.5 Verser, sous réserve de l'article 6.1.4, sa contribution financière annuelle pour l'année financière 2012-2013 à l'UQAC, selon les modalités à être définies et suivant la réception d'une recommandation positive du comité de suivi et d'évaluation à la suite du dépôt et de l'adoption des rapports et bilans requis;
- 6.1.6 Statuer sur sa participation et sa contribution financière pour l'année 2013-2014 et faire connaître sa décision par écrit à la présidence du comité de suivi et d'évaluation en juin 2013. Dans la mesure où le MELS confirme une contribution financière pour l'année 2013-2014, celle-ci est considérée comme partie intégrante de l'entente à la suite de l'acceptation de cette décision par le comité de suivi et d'évaluation;
- 6.1.7 Verser, sous réserve de l'article 6.1.6, sa contribution financière annuelle pour l'année financière 2013-2014 à l'UQAC, selon les modalités à être définies et suivant la réception d'une recommandation positive du comité de suivi et d'évaluation à la suite du dépôt et de l'adoption des rapports et bilans requis;
- 6.1.8 Soutenir les travaux de l'axe de recherche 2 de VISAJ (la reproduction des inégalités sociales en matière de santé et d'éducation) en fournissant à VISAJ les données appropriées concernant les indicateurs de cheminement scolaire au secondaire, au collégial et à l'université.

Engagements du Ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire

Aux fins de la présente entente, le MAMROT s'engage à :

- 6.2.1 Désigner un représentant pour participer aux travaux du comité de suivi et d'évaluation;
- 6.2.2 Assurer, au besoin, la coordination et l'harmonisation interministérielles requises pour la mise en œuvre de l'entente dans une perspective de respect des orientations gouvernementales en matière de développement local et régional;
- 6.2.3 Informer la Conférence administrative régionale du suivi de l'entente.

Engagements de l'Agence de la Santé et des Services sociaux du Saguenay-Lac-Saint-Jean

Aux fins de la présente entente, l'Agence s'engage à :

- 6.3.1 Désigner un représentant pour participer aux travaux du comité de suivi et d'évaluation;
- 6.3.2 Contribuer par ses connaissances et son expertise à la réalisation du projet;
- 6.3.3 Signer avec l'UQAC et le Cégep de Jonquière un protocole d'entente particulier qui décrira les modalités d'accès, d'utilisation et de gestion, par VISAJ, des informations, des données, des relevés, des cartes et de tout autre document pertinent au projet et appartenant à l'Agence.

Engagements de la Conférence régionale des élus

Aux fins de la présente entente, la CRÉ s'engage à :

6.4.1 Désigner un représentant pour participer aux travaux du comité de suivi et d'évaluation et en assurer la présidence;

6.4.2 Soutenir financièrement à même le Fonds de développement régional, la mise en œuvre de la présente entente en y affectant une somme totale de 300 000 \$, répartie sur cinq ans, somme qui sera versée à l'UQAC à raison d'un versement annuel de 60 000 \$, à partir de l'année financière 2009-2010, sous réserve de la disponibilité des crédits. Cet engagement constituera la seule contribution financière de la CRÉ aux activités de VISAJ réalisées dans le cadre de la présente entente et inclut deux participations à deux activités par année offrant une visibilité publique à la CRÉ (gala, salon, colloque, etc.), excluant les activités de financement et de formation;

6.4.3 Verser, pour l'année financière 2009-2010, sa contribution annuelle à l'UQAC en un seul versement, et ce, dans les soixante jours suivant la signature de l'entente;

6.4.4 Verser, pour les quatre années subséquentes, sa contribution annuelle à l'UQAC en un seul versement, et ce, dans les soixante jours suivant la réception d'une recommandation favorable du comité de suivi et d'évaluation à la suite du dépôt et de l'adoption des rapports et bilans requis.

Engagements de l'Université du Québec à Chicoutimi

Aux fins de la présente entente, l'UQAC s'engage à :

6.5.1 Désigner un représentant pour participer aux travaux du comité de suivi et d'évaluation;

6.5.2 Déposer annuellement au comité de suivi et d'évaluation un bilan des activités réalisées et des résultats, de même qu'un rapport d'utilisation des sommes qui lui ont été versées permettant de vérifier que ces sommes ont été affectées aux fins auxquelles elles étaient destinées;

6.5.3 Produire, au terme de l'application de l'entente, un bilan quantitatif et qualitatif portant sur l'atteinte des objectifs de l'entente, incluant un rapport financier couvrant la durée de l'entente, à partir du cadre d'évaluation approuvé par le comité de suivi et d'évaluation;

6.5.4 Soutenir professionnellement le comité de suivi et d'évaluation et en assumer le soutien logistique et technique;

6.5.5 En outre de ses engagements à contribuer au développement de la Chaire pour l'équivalent d'un montant de 128 436 \$ en 2008-2009 et de 131 568 \$ en 2009-2010, soutenir financièrement le développement de la Chaire, conformément aux engagements déjà prévus à l'Entente de partenariat conclue avec le Cégep de Jonquière, en y affectant une somme de 554 378 \$ en argent, biens et services, pour les années financières 2010-2011 à 2013-2014 pour accueillir VISAJ en lui offrant les infrastructures nécessaires à ses opérations selon les modalités suivantes :

- un montant de 134 778 \$ au cours de l'année financière 2010-2011;
- un montant de 138 068 \$ au cours de l'année financière 2011-2012;
- un montant de 140 766 \$ au cours de l'année financière 2012-2013;
- un montant de 140 766 \$ au cours de l'année financière 2013-2014;

6.5.6 En outre de ses engagements à obtenir de la Fondation Lucie et André Chagnon, des contributions de 75 000 \$ en 2008-2009 et de 50 000 \$ en 2009-2010 pour le développement de la Chaire, réaliser les obligations, activités ou projets déjà prévus au protocole intervenu entre l'UQAC, le Cégep de Jonquière et la Fondation Lucie et André Chagnon présenté à l'annexe 3 permettant d'obtenir, de la Fondation Lucie et André Chagnon, des contributions de 100 000 \$ par année pour les années 2010-2011, 2011-2012, 2012-2013.

6.5.7 Favoriser par ses actions, conjointement avec le Cégep de Jonquière, la collaboration entre les partenaires locaux et régionaux ainsi que l'harmonisation des activités de recherche en région;

6.5.8 Soutenir, conjointement avec le Cégep de Jonquière, le mandat de VISAJ à titre de structure animée et représentative de tous les intervenants du secteur qui maximisera la coordination de la concertation et de la participation active de ces derniers;

6.5.9 Procéder, dans le cadre de cette entente et à même les engagements prévus à l'article 6.5.5, à l'embauche du professeur-chercheur sélectionné et lui fournir le support prévu pour ce type de personnel et l'intégrer à titre de professeur régulier, sous réserve et en conformité avec la convention collective intervenue entre l'UQAC et le Syndicat des professeures et professeurs de l'UQAC;

6.5.10 Tenir une comptabilité distincte des dépenses effectuées dans le cadre de cette entente;

6.5.11 Déposer, à la fin de l'entente, un rapport final sur l'utilisation des sommes convenues à la présente et un rapport financier;

6.5.12 Maintenir en vigueur l'entente de partenariat existante avec le Cégep de Jonquière définissant les mécanismes de coordination, de gestion et du suivi financier dont se dotent l'UQAC et le Cégep de Jonquière pour toute la durée de la présente entente. Cette entente est présentée à l'annexe 4;

6.5.13 Soutenir le Cégep de Jonquière dans ses démarches pour offrir à VISAJ les locaux et équipements dont elle a besoin;

6.5.14 Signer avec l'Agence et le Cégep de Jonquière un protocole d'entente particulier qui décrira les modalités d'accès, d'utilisation et de gestion, par VISAJ, des informations, des données, des relevés, des cartes et de tout autre document pertinent au projet et appartenant à l'Agence.

Engagements du Cégep de Jonquière

Aux fins de la présente entente, le Cégep de Jonquière s'engage à :

6.6.1 Désigner un représentant pour participer aux travaux du comité de suivi et d'évaluation;

6.6.2 En outre de ses engagements à contribuer au développement de la Chaire pour l'équivalent d'un montant de 75 000 \$ par année pour les années 2008-2009 et 2009-2010, soutenir financièrement le développement de la Chaire, conformément aux engagements déjà prévus à l'Entente de partenariat conclue avec l'UQAC, en y affectant une somme de 300 000\$ en argent, biens et services, pour les années financières 2010-2011 à 2013-2014 pour accueillir VISAJ en lui offrant les infrastructures nécessaires à ses opérations selon les modalités suivantes :

- un montant de 75 000 \$ au cours de l'année financière 2010-2011;
- un montant de 75 000 \$ au cours de l'année financière 2011-2012;
- un montant de 75 000 \$ au cours de l'année financière 2012-2013;
- un montant de 75 000 \$ au cours de l'année financière 2013-2014;

6.6.3 Reconnaître les fonctions du professeur-chercheur titulaire de VISAJ et lui fournir le support nécessaire à l'exercice de son mandat;

6.6.4 Favoriser par ses actions, conjointement avec l'UQAC, la collaboration entre les partenaires locaux et régionaux ainsi que l'harmonisation des activités de recherche en région;

6.6.5 Soutenir, conjointement avec l'UQAC, le mandat de VISAJ à titre de structure animée et représentative de tous les intervenants du secteur qui maximisera la coordination de la concertation et de la participation active de ces derniers;

6.6.6 Maintenir en vigueur l'entente de partenariat existante avec l'UQAC définissant les mécanismes de coordination, de gestion et du suivi financier dont se dotent l'UQAC et le Cégep de Jonquière pour toute la durée de la présente entente. Cette entente est présentée à l'annexe 4;

6.6.7 Poursuivre, avec le support de l'UQAC, des démarches pour offrir à VISAJ les locaux et équipements dont elle a besoin;

6.6.8 Signer avec l'Agence et l'UQAC un protocole d'entente particulier qui décrira les modalités d'accès, d'utilisation et de gestion, par VISAJ, des informations, des données, des relevés, des cartes et de tout autre document pertinent au projet et appartenant à l'Agence.

Engagements du Regroupement Action Jeunesse 02

Aux fins de la présente entente, le RAJ-02 s'engage à :

6.7.1 Désigner, pour la durée de sa participation financière à la présente entente, un représentant pour participer aux travaux du comité de suivi et d'évaluation;

6.7.2 Soutenir financièrement la mise en œuvre de la présente entente en y affectant une somme totale de 60 000 \$ répartie sur les années financières 2009-2010, 2010-2011 et 2011-2012, somme qui sera versée à l'UQAC à raison d'un versement annuel de 20 000 \$;

6.7.3 Verser, pour la première année, sa contribution annuelle à l'UQAC en un seul versement, et ce, dans les soixante jours suivant la signature de l'entente;

6.7.4 Verser, pour les deux années subséquentes, sa contribution annuelle à l'UQAC en un seul versement, et ce, dans les soixante jours suivant la réception d'une recommandation favorable du comité de suivi et d'évaluation à la suite du dépôt et de l'adoption des rapports et bilans requis;

6.7.5 Confirmer, le cas échéant, en janvier 2012 sa participation et sa contribution financière annuelle pour l'année financière 2012-2013, par écrit à la présidence du comité de suivi et d'évaluation. Suite à l'acceptation de cette confirmation par le comité de suivi et d'évaluation, celle-ci sera considérée comme partie intégrante de l'entente;

6.7.6 Verser, sous réserve de l'article 6.7.5, sa contribution financière annuelle pour l'année financière 2012-2013 à l'UQAC en un seul versement, et ce, dans les quatre-vingt-dix jours suivant la réception d'une recommandation positive du comité de suivi et d'évaluation à la suite du dépôt et de l'adoption des rapports et bilans requis;

6.7.7 Confirmer, le cas échéant, en janvier 2013 sa participation et sa contribution financière annuelle pour l'année financière 2013-2014, par écrit à la présidence du comité de suivi et d'évaluation. Suite à l'acceptation de cette confirmation par le comité de suivi et d'évaluation, celle-ci sera considérée comme partie intégrante de l'entente;

6.7.8 Verser, sous réserve de l'article 6.7.7, sa contribution financière annuelle pour l'année financière 2013-2014 à l'UQAC en un seul versement, et ce, dans les quatre-vingt-dix jours suivant la réception d'une recommandation positive du comité de suivi et d'évaluation à la suite du dépôt et de l'adoption des rapports et bilans requis.

Engagements de la Fondation Asselin CJ

Aux fins de la présente entente, la Fondation Asselin CJ s'engage à :

6.8.1 Désigner un représentant pour participer aux travaux du comité de suivi et d'évaluation;

6.8.2 Soutenir financièrement la mise en œuvre de la présente entente en y affectant une somme totale de 100 000 \$, répartie sur les années financières 2009-2010, 2010-2011, 2011-

2012, 2012-2013, 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016, 2016 2017, 2017-2018 et 2018-2019, somme qui sera versée à l'UQAC à raison d'un montant annuel de 10 000 \$;

6.8.3 Verser, pour la première année, sa contribution annuelle à l'UQAC en un seul versement, et ce, dans les soixante jours suivant la signature de l'entente;

6.8.4 Verser, pour les quatre années subséquentes, sa contribution annuelle à l'UQAC, en un seul versement, et ce, dans les soixante jours suivant la réception d'une recommandation favorable du comité de suivi et d'évaluation à la suite du dépôt et de l'adoption des rapports et bilans requis.

Engagements de la Ville de Saguenay

Aux fins de la présente entente, la Ville de Saguenay s'engage à :

6.9.1 Désigner un représentant pour participer aux travaux du comité de suivi et d'évaluation;

6.9.2 Soutenir financièrement la mise en œuvre de la présente entente en y affectant une somme totale de 100 000 \$, répartie sur les années financières 2009-2010, 2010-2011, 2011-2012, 2012-2013 et 2013-2014, somme qui sera versée à l'UQAC à raison d'un montant annuel de 20 000 \$;

6.9.3 Verser, pour la première année, sa contribution annuelle à l'UQAC en un seul versement, et ce, dans les soixante jours suivant la signature de l'entente;

6.9.4 Verser, pour les quatre années subséquentes, sa contribution annuelle à l'UQAC en un seul versement, et ce, dans les soixante jours suivant la réception d'une recommandation favorable du comité de suivi et d'évaluation à la suite du dépôt et de l'adoption des rapports et bilans requis.

DURÉE DE L'ENTENTE

La présente entente entre en vigueur au moment de sa signature par les parties et prend fin le 31 mars 2014.

Malgré la fin de la présente entente, les articles 6.8.2 et 8 des présentes demeurent en vigueur jusqu'à leur pleine réalisation.

RESSOURCES FINANCIÈRES AFFECTÉES

PARTENAIRES	2008-2009	2009-2010	2010-2011	2011-2012	2012-2013	2013-2014	TOTAL
MELS	165 000 \$	195 000 \$	212 000 \$	À déterminer ¹	À déterminer ¹	À déterminer ¹	572 000 \$
CRÉ / MAMROT	0	60 000 \$	60 000 \$	60 000 \$	60 000 \$	60 000 \$	300 000 \$
UQAC	128 436 \$	131 568 \$	134 778 \$	138 068 \$	140 766 \$	140 766 \$	814 382 \$
Cégep de Jonquière	75 000 \$	75 000 \$	75 000 \$	75 000 \$	75 000 \$	75 000 \$	450 000 \$
RAJ-02	0	20 000 \$	20 000 \$	20 000 \$	À déterminer ²	À déterminer ²	60 000 \$
Fondation Asselin CJ	0	10 000 \$	10 000 \$	10 000 \$	10 000 \$	10 000 \$	50 000 \$ ³
Ville de Saguenay	0	20 000 \$	20 000 \$	20 000 \$	20 000 \$	20 000 \$	100 000 \$
Fondation Lucie et André Chagnon ⁴	75 000 \$	50 000 \$	100 000 \$	100 000 \$	100 000 \$	À déterminer	425 000 \$
TOTAL :	443 436 \$	561 568 \$	631 778 \$	423 068 \$	405 766 \$	305 766 \$	2 771 382 \$ ⁵

1 À déterminer selon les articles 6.1.2 à 6.1.8.

2 À déterminer selon les articles 6.7.5 à 6.7.8.

- 3 La Fondation Asselin CJ contribuera au total un montant de 100 000\$, soit 50 000\$ pour les années indiquées au tableau et un autre 50 000 \$ pour les années indiquées à l'article 6.8.2 à raison de 10 000 \$ par an.
- 4 Il est de la responsabilité de l'UQAC et du Cégep de Jonquière d'obtenir une confirmation écrite (lettre ou contrat) des contributions financières de la Fondation Lucie et André Chagnon.
- 5 S'ajoutent à ce total les contributions qui pourraient être obtenues pour la réalisation du plan d'immobilisation de VISAJ, qui fera l'objet, le cas échéant, d'une convention hors entente spécifique.

2) Entente spécifique sur la reconnaissance de la pratique artistique professionnelle au Saguenay-Lac-Saint-Jean

OBJET DE L'ENTENTE

La présente entente précise les engagements des **PARTIES** pour le maintien des priorités d'actions régionales en matière de reconnaissance de la pratique artistique professionnelle sur le territoire de la région du Saguenay–Lac-Saint-Jean.

Aux fins de la présente entente, les conditions mentionnées à l'entente conclue le 11 janvier 2006 pour les années financières 2005-2006 et 2007-2008 (ci-après appelée « Entente originale » et modifiées par des addenda respectivement le 1^{er} avril 2008 et le 17 juin 2009 pour les années financières 2007-2008 et 2009-2010 (ci-après appelés respectivement « Addenda 1 » et « Addenda 2 » s'appliquent en faisant les adaptations nécessaires, notamment quant aux modifications aux engagements financiers des **PARTIES** et en tenant compte des modifications qui suivent :

OBJECTIFS DE L'ENTENTE

(tiré de « l'entente originale »)

3.1 Les objectifs généraux sont de :

- contribuer à la mise en oeuvre de conditions favorables au développement de la pratique artistique en région et à l'émergence d'une relève artistique;
- favoriser la reconnaissance des artistes et des écrivains à toutes les étapes de leur carrière confirmant ainsi leur contribution essentielle au développement régional;
- contribuer à l'enracinement des artistes et des écrivains au Saguenay–Lac-Saint-Jean.

3.2 Les objectifs spécifiques sont de :

Soutenir des programmes de travail ou des projets artistiques qui sont assortis d'une action structurante visant la reconnaissance de l'artiste ou de l'écrivain notamment dans sa collectivité. Une action structurante peut prendre la forme suivante :

- la réalisation d'outils de promotion et de diffusion;
- la tenue d'activités de sensibilisation auprès du public visant à faire connaître et rayonner le travail de l'artiste ou de l'écrivain.

ENGAGEMENTS DES PARTIES

Engagements du Ministère de la Culture, des Communications et de la Condition féminine

- 4.3.1 Contribuer à la réalisation de l'objet de l'Entente dans le respect de ses mandats et politiques;
- 4.3.2 Promouvoir le programme « Fonds d'excellence du Saguenay–Lac-Saint-Jean pour les arts et les lettres »;
- 4.3.3 Participer au comité de suivi à titre d'observateur.

Engagements du Conseil des Arts et des Lettres du Québec

Le **CALQ** s'engage à :

- 4.1.1 Sous réserve de la disponibilité des crédits, contribuer à la mise en œuvre de la présente entente en y affectant une somme de 28 500 \$ au cours de l'année financière 2011-2012 aux fins du fonds d'excellence du Saguenay-Lac-Saint-Jean pour les arts et les lettres en vertu des modalités de gestion et d'attribution décrites à l'annexe 1;
- 4.1.2 Traiter les demandes selon les modalités décrites à l'annexe 1;
- 4.1.3 Défrayer les coûts relatifs à la tenue des rencontres du comité de sélection, en vertu de sa Politique concernant les jurys, les comités et les appréciateurs présentés à l'annexe 2;
- 4.1.4 Participer à la promotion de l'Entente;
- 4.1.5 Participer aux travaux du comité de suivi de l'Entente.

Engagements de la Conférence régionale des élus

La **CRÉ** s'engage à :

- 4.2.1 Sous réserve de la disponibilité des crédits, réserver à même le fonds de développement régional (FDR) pour contribuer à la mise en œuvre de la présente entente une somme de 20 000 \$ pour l'année financière 2011-2012 aux fins du fonds d'excellence du Saguenay-Lac-Saint-Jean pour les arts et les lettres en vertu des modalités de gestion et d'attribution décrites à l'annexe 1;
- 4.2.2 Présider le comité de suivi et en assurer le secrétariat;
- 4.2.3 Participer à la promotion de l'Entente;
- 4.2.4 Recevoir les demandes d'aide financière et les transmettre au **CALQ** selon les modalités de gestion et d'attribution décrites aux annexes 1 et 2;

Engagements de la Ville de Saguenay

La **VILLE DE SAGUENAY** s'engage à :

- 4.5.1 Sous réserve de la disponibilité des crédits, réserver à même le fonds du conseil des arts du Saguenay pour contribuer à la mise en œuvre de la présente entente une somme de 8 500 \$ pour l'année financière 2011-2012 aux fins du fonds d'excellence du Saguenay-Lac-Saint-Jean pour les arts et les lettres en vertu des modalités de gestion et d'attribution décrites à l'annexe 1;
- 4.5.2 Participer à la promotion de l'Entente;
- 4.5.3 Participer au comité de suivi de l'Entente.

Engagements du Ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire

- 4.4.1 Assurer, au besoin, la coordination et l'harmonisation interministérielles requises pour la mise en œuvre de l'Entente dans une perspective de respect des orientations gouvernementales en matière de développement régional;
- 4.4.2 Promouvoir le programme « Fonds d'excellence du Saguenay-Lac-Saint-Jean pour les arts et les lettres »;
- 4.4.3 Participer au comité de suivi à titre d'observateur;

- 4.4.4 Donner la possibilité au ministère de la Culture et des Communications et/ou à la Conférence régionale des élus du Saguenay–Lac-Saint-Jean de faire état de l'avancement de l'Entente auprès de la Conférence administrative régionale.

DURÉE DE L'ENTENTE

La présente entente entre en vigueur au moment de sa signature par les **PARTIES** et prend fin le 31 mars 2012.

RESSOURCES FINANCIÈRES AFFECTÉES

Tableau synthèse des contributions

Partenaires	2011-2012
<i>Volet I : Fonds d'excellence du Saguenay–Lac-</i>	
CALQ	28 500 \$
CRÉ	20 000 \$
VILLE DE SAGUENAY	8 500 \$
Sous-total	57 000 \$
<i>Volet III : Soutien à la promotion et à la diffusion</i>	
CALQ	2 500 \$
Sous-total	2 500 \$
Total :	59 500 \$

04- MAURICIE

1) Entente spécifique sur le développement de l'économie sociale 2011-2014 dans la région de la Mauricie

OBJET DE L'ENTENTE

La présente entente a pour objet de favoriser le développement économique et social de la région de la Mauricie en matière d'économie sociale par la mise en commun de ressources financières ou autres dans le respect des mesures, programmes et normes de gestion applicables aux **PARTIES** concernées. Elle détermine le rôle et les responsabilités des **PARTIES**.

OBJECTIFS DE L'ENTENTE

Promouvoir l'économie sociale comme modèle d'affaires et outil de développement social :

- Élaborer des stratégies de communication internes et externes;
- Mise à jour du répertoire régional des entreprises d'économie sociale;
- Faire connaître les produits et services des entreprises d'économie sociale;
- Favoriser l'achat solidaire.

Assurer la concertation et le réseautage des acteurs et actrices de l'économie sociale :

- Représenter l'économie sociale au sein d'organisations locales, régionales et nationales;
- Être en soutien aux initiatives locales de réseautage et au développement sectoriel;
- Maintenir la vie associative du CRÉS Mauricie.

Développer les compétences des acteurs et actrices de l'économie sociale :

- Permettre la formation des acteurs de l'économie sociale (accompagnateurs, promoteurs et gestionnaires);
- Favoriser l'échange d'expertises;

- Participer au développement de la culture entrepreneuriale;
- Favoriser le développement et la diffusion de recherches partenariales en économie sociale.

Promouvoir l'économie sociale auprès des jeunes de 16 à 35 ans et des intervenantes et intervenants en entrepreneuriat jeunesse :

- Assurer la présence des jeunes en économie sociale (promoteur, travailleur, bénévole);
- Diffuser, mettre à jour et promouvoir le site Internet www.economiesocialejeunesse.ca ;
- Développer une approche de réseautage et de collaboration entre le milieu de l'entrepreneuriat jeunesse et l'économie sociale.

ENGAGEMENTS DES PARTIES

Le MAMROT s'engage à :

Réserver à la **CRÉ**, à même le Fonds de soutien aux regroupements régionaux d'entreprises d'économie sociale (FSRREÉS), un montant total et maximal de 150 000 \$, soit 50 000 \$ par année, pour les années financières 2011-2012, 2012-2013 et 2013-2014, visant l'atteinte des objectifs de la présente entente. Pour chacune de ces années financières, les sommes seront versées dans les trente jours de la demande de la CRÉ à la suite de son approbation du plan d'action triennal et ses révisions, du cadre d'évaluation, des rapports d'activités et des rapports financiers vérifiés déposés par le **CRES** et recommandés par le comité de gestion;

Reconnaître la présente entente comme un outil permettant de concrétiser les orientations et stratégies régionales de développement identifiées dans le Plan quinquennal de développement de la région de la Mauricie 2010-2015;

Contribuer, en tant que responsable gouvernemental en matière d'économie sociale, à la réalisation de l'objet de la présente entente dans le respect de ses mandats et politiques;

Assurer la promotion de la présente entente et sa diffusion au sein de la Conférence administrative régionale (CAR);

Assurer, au besoin, la coordination et l'harmonisation interministérielles requises pour la mise en œuvre de la présente entente dans une perspective de respect des orientations gouvernementales en matière de développement local et régional;

Désigner un représentant, le cas échéant, au sein des sous-comités liés à la réalisation des actions prévues à la présente entente.

La CRÉ s'engage à:

Favoriser la concertation régionale tout au long de la présente entente, notamment en tenant informés les membres de ses différents groupes-conseils;

Assurer la promotion de la présente entente et sa diffusion au sein des instances régionales;

Administrer les sommes d'argent versées par le **MAMROT** aux fins de la présente entente conformément aux conditions et normes visées à la clause 5.1.1; déposer ces sommes dans un compte spécifique;

Organiser, conjointement avec le **CRES**, les rencontres du comité de gestion de la présente entente;

Réserver au **CRES**, après l'approbation annuelle du plan d'action triennal, du cadre d'évaluation, du rapport d'activités et du rapport financier vérifié du **CRES** par la **CRÉ**, conformément aux règles et normes établies, un montant maximal de 150 000 \$, soit 50 000 \$ par année, pendant trois ans, du Fonds de développement régional « FDR – Volet Ententes spécifiques » ainsi que le montant total et maximal de 150 000 \$ du FSRREÉS, soit 50 000 \$ par année, pour les années financières 2011-2012, 2012-2013 et 2013-2014, reçu du **MAMROT**, aux fins du développement de l'économie sociale dans la région de la Mauricie visant ainsi l'atteinte des

objectifs pour la durée de la présente entente. Les versements s'effectueront selon les modalités suivantes :

- Un montant de 60 000 \$ sera versé à la signature de la présente entente;
- Un montant de 40 000 \$ sera versé après qu'elle ait approuvé, sur recommandation du comité de gestion, le plan d'action triennal, le cadre d'évaluation, le rapport d'étape comportant un bilan des activités qu'elle a autorisées préalablement ainsi qu'un état des revenus et dépenses au 31 décembre 2011;
- Un montant de 60 000 \$ sera versé après qu'elle ait approuvé, sur recommandation du comité de gestion, le plan d'action triennal révisé, le cadre d'évaluation révisé, le rapport annuel des activités qu'elle a autorisées préalablement ainsi que les états financiers vérifiés de l'exercice 2011-2012;
- Un montant de 40 000 \$ sera versé après qu'elle ait approuvé, sur recommandation du comité de gestion, le rapport d'étape comportant un bilan des activités qu'elle a autorisées préalablement ainsi qu'un état des revenus et dépenses au 31 décembre 2012;
- Un montant de 60 000 \$ sera versé après qu'elle ait approuvé, sur recommandation du comité de gestion, le plan d'action triennal révisé, le cadre d'évaluation, le rapport annuel des activités qu'elle a autorisées préalablement ainsi que les états financiers vérifiés de l'exercice 2012-2013;
- Un montant de 30 000 \$ sera versé après qu'elle ait approuvé, sur recommandation du comité de gestion, le rapport d'étape comportant un bilan des activités qu'elle a autorisées préalablement ainsi qu'un état des revenus et dépenses au 31 décembre 2013;
- Un montant de 10 000 \$ sera versé après qu'elle ait approuvé, sur recommandation du comité de gestion, le rapport annuel d'activités qu'elle a autorisées préalablement et les états financiers vérifiés de l'exercice 2013-2014, le rapport final d'activités qu'elle a autorisées préalablement, ainsi que les résultats d'ensemble obtenus par la mise en œuvre de la présente entente, les perspectives de développement qui en découlent et le rapport financier fait par un vérificateur externe démontrant l'utilisation de l'aide financière.

EMPLOI-QUÉBEC s'engage à :

Verser au **CRES**, sous réserve de l'adoption par l'Assemblée nationale du Québec des crédits nécessaires et de l'approbation par le Conseil du Trésor des règles budgétaires annuelles, de leur disponibilité et des rapports d'activités et des rapports financiers déposés par le **CRES** ainsi que dans le respect de ses mesures, programmes, politiques et normes de gestion, par l'intermédiaire du **CRPMT**, afin de soutenir financièrement la réalisation de l'objet et des objectifs de la présente entente, un montant maximal de 60 000 \$ sur trois ans, dans le cadre du Fonds de développement du marché du travail (FDMT), et ce, pour la durée de la présente entente et selon le calendrier de contribution suivant :

- au cours de l'année 2011-2012 : 20 000 \$;
- au cours de l'année 2012-2013 : 20 000 \$;
- au cours de l'année 2013-2014 : 20 000 \$.

Faire état du suivi de la présente entente auprès du **CRPMT**.

Le CRES s'engage à :

Agir à titre de gestionnaire de la présente entente; administrer les sommes d'argent aux fins de la présente entente conformément aux conditions et normes visées aux clauses 5.1.1, 5.2.5, 5.3.1, 5.5.1 et 5.6.2; déposer dans un compte spécifique les sommes d'argent qui lui sont versées;

Réaliser les activités permettant d'atteindre les objectifs de la présente entente tels que stipulés à la clause 3;

Élaborer, dès la signature de la présente entente, un plan d'action triennal comprenant des indicateurs quantitatifs et qualitatifs en vue d'élaborer un cadre d'évaluation, pour la période couverte par la présente entente et le transmettre aux **PARTIES**, pour approbation, dans les 90 jours de la signature de la présente entente;

Organiser, conjointement avec la **CRÉ**, les rencontres du comité de gestion de la présente entente et en assurer le secrétariat;

Produire et déposer aux parties, pour approbation, annuellement un plan d'action révisé, un cadre d'évaluation et un rapport d'activités démontrant les résultats atteints en fonction des objectifs et un rapport financier vérifié;

Produire et déposer aux **PARTIES**, pour approbation, dans les 30 jours de l'expiration de la présente entente, un rapport final de l'utilisation de l'aide financière comportant, le cas échéant, les mentions exigées par les ministres **PARTIES** à la présente entente; rembourser immédiatement tout montant de l'aide financière non utilisé ou utilisé à des fins autres que celles prévues à la présente entente;

Produire et déposer aux **PARTIES**, pour approbation, dans les 30 jours de l'expiration de la présente entente, un rapport financier fait par un vérificateur externe démontrant l'utilisation de l'aide financière;

Fournir à la demande d'une **PARTIE** tout document ou renseignement pertinent à l'utilisation de l'aide financière de la présente entente;

Éviter toute situation mettant en conflit l'intérêt de ses administrateurs et employés ou créant l'apparence d'un tel conflit pour la mise en application de la présente entente.

L'AGENCE s'engage à:

Verser au **CRES**, conformément aux règles, aux normes établies et des rapports d'activités et des rapports financiers déposés par le **CRES**, un montant maximal de 30 000 \$, soit 10 000 \$ par année, pendant trois ans pour soutenir la réalisation des activités pour le développement de l'économie sociale en Mauricie et ce, pour la durée de la présente entente. Les versements s'effectueront selon le calendrier de contribution suivant :

- Un montant de 10 000 \$ sera versé au cours de l'année 2011-2012;
- Un montant de 10 000 \$ sera versé au cours de l'année 2012-2013;
- Un montant de 10 000 \$ sera versé au cours de l'année 2013-2014.

Le FJM s'engage à:

Assurer la promotion de la présente entente et sa diffusion par le biais de ses outils de communication;

Verser au **CRES** un montant maximal de 46 750 \$, réparti sur les trois ans de la durée de la présente entente, du « Fonds régional d'investissement jeunesse (FRIJ) – Volet Action jeunesse structurante (AJS) » au développement de l'économie sociale dans la région de la Mauricie, visant ainsi l'atteinte des objectifs, tel que présenté à la clause 3, particulièrement sur les actions entreprises afin de rejoindre et de sensibiliser les jeunes de moins de 35 ans à l'économie sociale.

Les versements s'effectueront selon les modalités suivantes :

- Un montant de 15 000 \$ sera versé à la signature de la présente entente;
- Un montant de 15 000 \$ sera versé sur dépôt d'un rapport annuel des activités et des états financiers vérifiés de l'exercice 2011-2012;
- Un montant de 12 000 \$ sera versé sur dépôt d'un rapport annuel des activités et des états financiers vérifiés de l'exercice 2012-2013;
- Un montant de 4 750 \$ sur dépôt d'un rapport annuel des activités et des états financiers vérifiés de l'exercice 2013-2014 et d'un rapport final faisant état des résultats d'ensemble

obtenus par la mise en œuvre de la présente entente et des perspectives de développement qui en découlent.

Les CLD s'engagent à:

Collaborer avec les moyens et les ressources disponibles, à la réalisation d'actions et de projets qui visent l'atteinte des objectifs de la présente entente;

Assurer la promotion de la présente entente et sa diffusion par le biais de ses outils de communication et inciter ses membres à faire de même;

Verser au **CRES**, sur recommandation du comité de gestion, un montant maximal de 500 \$ chacun par année pour les trois ans de la durée de la présente entente, afin de soutenir notamment les entreprises d'économie sociale dans l'amélioration des compétences de leurs administrateurs, gestionnaires et employés.

DURÉE DE L'ENTENTE

La présente entente entre en vigueur à la date de sa signature par les parties et prend fin le 31 mars 2014. Elle prend effet le 1^{er} avril 2011.

RESSOURCES FINANCIÈRES AFFECTÉES

Partenaires financiers	Budget 2011-2012	Budget 2012-2013	Budget 2013-2014	Total
CRÉ	50 000 \$	50 000 \$	50 000 \$	150 000 \$
MAMROT	50 000 \$	50 000 \$	50 000 \$	150 000 \$
EMPLOI-QUÉBEC	20 000 \$	20 000 \$	20 000 \$	60 000 \$
AGENCE	10 000 \$	10 000 \$	10 000 \$	30 000 \$
FJM	15 000 \$	15 000 \$	16 750 \$	46 750 \$
CLD	3 000 \$	3 000 \$	3 000 \$	9 000 \$
TOTAL	148 000 \$	148 000 \$	149 750 \$	445 750 \$

05- ESTRIE

1) Entente spécifique portant sur le renforcement des arts et de la culture dans la région de l'Estrie

OBJET DE L'ENTENTE

Cette entente vise à identifier les engagements de chacune des PARTIES, dans le respect des mesures, programmes et normes de gestion qui leur sont applicables, pour assurer l'atteinte des objectifs généraux de la présente entente prévus en cinq volets :

- Volet 1 : Soutien aux artistes et aux écrivains professionnels à toutes les étapes de la carrière;
- Volet 2 : Soutien aux organismes artistiques professionnels du territoire de Sherbrooke;
- Volet 3 : Soutien aux initiatives des territoires des MRC pour faciliter l'accès des jeunes à la culture;
- Volet 4 : Outiller la relève artistique et culturelle de l'Estrie;
- Volet 5 : Soutien à la promotion et à la diffusion du volet 1 de la présente entente.

OBJECTIFS DE L'ENTENTE

Objectif général l'Entente

Cette entente porte sur le renforcement des arts et de la culture dans la région de l'Estrie.

Objectifs par volet

3.1 Volet 1 - Soutien aux artistes et écrivains professionnels à toutes les étapes de la carrière

Objectif général du volet 1

- 3.1.1 Encourager l'émergence et le développement de la pratique artistique professionnelle en Estrie impliquant des initiatives de partenariat avec la communauté estrienne et les milieux artistiques professionnels de la région.

Objectifs spécifiques du volet 1

Les projets soumis dans le cadre du volet 1 impliquent formellement des initiatives en lien avec la communauté de l'Estrie ou des intervenants de la région et ils doivent répondre à au moins un des objectifs spécifiques parmi les suivants :

- 3.1.1.1 Soutenir la réalisation ou la diffusion de premières œuvres de création d'artistes ou d'écrivains;
- 3.1.1.2 Favoriser le rayonnement et la circulation des œuvres produites par des artistes et des écrivains estriens dans leur région et à l'extérieur;
- 3.1.1.3 Encourager la réalisation de projets favorisant l'accès du public estrien et québécois aux œuvres artistiques et littéraires produites en Estrie;
- 3.1.1.4 Favoriser, par le biais de la création artistique, l'expression des enjeux culturels et des intérêts sociaux, environnementaux et économiques des citoyens de la région;
- 3.1.1.5 Soutenir la réalisation de projets de résidence d'artistes et d'écrivains dans la région estrienne;
- 3.1.1.6 Favoriser des projets permettant une diffusion et/ou un partenariat sur plus d'un territoire de MRC.

3.2. Volet 2 - Soutien aux organismes artistiques professionnels du territoire de Sherbrooke

Objectif général du volet 2

- 3.2.1 Faciliter la réalisation de projets ou la mise en place de mesures de développement destinées aux organismes artistiques et littéraires de la Ville de Sherbrooke et encourager les projets visant le développement de publics.

Objectifs spécifiques du volet 2

Les projets soumis s'inscrivent dans une démarche d'une à trois années visant à maximiser la capacité d'action des organismes. Ils doivent répondre à au moins un des objectifs spécifiques suivants :

- 3.2.1.1 Soutenir des projets visant à consolider le mandat artistique et à améliorer leur capacité d'actions auprès de la collectivité, notamment le développement de publics;
- 3.2.1.2 Soutenir des projets de développement organisationnel ayant une action artistique structurante sur le territoire sherbrookoise;
- 3.2.1.3 Contribuer à améliorer les conditions de pratique des artistes, des écrivains et des travailleurs culturels au sein des organisations;
- 3.2.1.4 Soutenir des projets de parrainage ou d'accompagnement menés par des organismes qui sont reconnus pour venir en aide aux artistes et aux écrivains en émergence;
- 3.2.1.5 Appuyer des projets qui favorisent le réseautage ou la mise en commun de services.

3.3 Volet 3 - Soutien à des initiatives des territoires de MRC pour faciliter l'accès des jeunes à la culture

Objectifs généraux du volet 3

- 3.3.1 Soutenir les initiatives des milieux pour faciliter l'accès des jeunes à la culture, en lien avec les politiques culturelles des territoires;
- 3.3.2 Soutenir les projets visant à faciliter les sorties culturelles aux petites écoles et aux écoles en milieu défavorisé.

Objectifs spécifiques du volet 3

- 3.3.1.1 Soutenir les projets favorisant une participation active des jeunes à la vie culturelle de leur milieu, notamment les loisirs culturels;
- 3.3.1.2 Favoriser les projets visant à contrer les facteurs d'exclusion qui limitent la participation des jeunes à la vie culturelle de leur milieu;
- 3.3.1.3 Encourager les projets de collaboration entre les milieux artistique, municipal et scolaire ayant une action structurante sur l'accès et la participation des jeunes à la culture.

3.4 Volet 4 - Outiller la relève artistique et culturelle de l'Estrie (ORACLE)

Objectif général du volet 4

- 3.4.1 Favoriser l'accompagnement, la rétention et la professionnalisation de la relève artistique sur le territoire de l'Estrie par le développement des compétences et des opportunités de diffusion, ainsi que par l'intégration aux structures et aux ressources professionnelles de la région.

Objectifs spécifiques du volet 4

Service de référence et de développement

- 3.4.1.1 Contribuer à l'amélioration des réseaux de la relève artistique en effectuant la promotion d'ORACLE;
- 3.4.1.2 Assurer une vigie et faire la promotion des outils et des sources de financement disponibles pour la relève;
- 3.4.1.3 Alimenter la concertation en proposant des pistes de solution cohérentes aux problématiques de la relève artistique.

Aider à la gestion de carrière artistique

- 3.4.1.4 Développer de l'expertise en gestion de carrière, offrir et promouvoir un service d'accompagnement des artistes de la relève.

Soutenir les activités de réseautage et d'intégration professionnelle

- 3.4.1.5 Concevoir et promouvoir des activités et projets permettant de faire découvrir aux artistes et travailleurs culturels de la relève les ressources artistiques et culturelles sur le territoire des MRC de l'Estrie;
- 3.4.1.6 Favoriser la réalisation d'activités de rencontres, de réseautage et de formation afin de faciliter l'intégration des artistes, des écrivains ou des travailleurs culturels de la relève au milieu professionnel.

Soutenir les premières expériences liées au domaine artistique

- 3.4.1.7 Soutenir des initiatives axées sur le développement des compétences par la mise en relation des artistes de la relève et des professionnels, et entre des travailleurs culturels de la relève et des organismes culturels;

- 3.4.1.8 Favoriser l'émergence d'une identité régionale forte, s'appuyant notamment sur l'accroissement d'opportunités de diffusion en région des artistes de la relève estrienne.

3.5 Volet 5 - Soutien à la promotion et à la diffusion du volet 1 de l'Entente

Objectifs spécifiques du volet 5

- 3.5.1.1 Assurer la promotion et la diffusion de la présente entente auprès des clientèles visées par le volet 1 sur le territoire estrien;
- 3.5.1.2 Assurer un rôle conseil auprès des artistes et des écrivains de la relève dans la réalisation d'activités de professionnalisation en lien avec l'élaboration de demandes d'aide financière dans le volet 1.

ENGAGEMENTS DES PARTIES

Dans le respect de leurs mandats et politiques respectifs, les PARTIES s'engagent à :

- Participer à la réalisation des objectifs de la présente entente;
- Déléguer un représentant au comité de gestion de la présente entente, comme stipulé à l'article 11;
 - o Les MRC s'engagent à déléguer un représentant au comité de gestion;
 - o Le CCE siège au comité de gestion à titre d'observateur;
 - o La CRÉ désigne un représentant du FORUM.
- Prendre part aux activités du comité de gestion de la présente entente et collaborer, au besoin, à toute autre activité découlant de la présente entente;
- Participer à la promotion de la présente entente et de ses différents volets.

ENGAGEMENTS SPÉCIFIQUES DES PARTIES

Le CALQ s'engage à :

- Affecter, sous réserve de la disponibilité des crédits, la somme de 367 500 \$ sur trois ans, répartie comme suit :

	Volet 1	Volet 2	Volet 5	Total
2011-2012	70 000 \$	50 000 \$	2 500 \$	122 500 \$
2012-2013	70 000 \$	50 000 \$	2 500 \$	122 500 \$
2013-2014	70 000 \$	50 000 \$	2 500 \$	122 500 \$
Total	210 000 \$	150 000 \$	7 500 \$	367 500 \$

- Verser directement aux bénéficiaires des projets retenus aux volets 1 et 2, la part de la subvention du CALQ, conformément aux modalités d'attribution des subventions prévues à l'annexe 1 et transmettre un avis de paiement à la CRÉ et à la Ville;
- Procéder au traitement des demandes soumises aux volets 1 et 2 et assurer la mise en œuvre du processus d'évaluation et d'attribution qui s'y rattache;
- Organiser la tenue des comités de sélection et défrayer les coûts en vertu de sa politique de remboursement d'honoraires des membres de jurys, de comités ou des appréciateurs, telle que présentée à l'annexe 1;
- Autoriser les projets recommandés par le comité de sélection et le comité consultatif;

- Produire les lettres d'annonce pour les volets 1 et 2 qui seront cosignées par les PARTIES impliquées, transmettre un avis de paiement et effectuer le suivi des projets sélectionnés pour une aide financière;
- Verser au CCE après dépôt du plan d'action, tel que stipulé à l'article 5.4.2, les engagements annuels prévus pour la mise en œuvre du volet 5;
- Tenir à jour une comptabilité distincte et spécifique relative à l'ensemble des dépenses imputables aux volets 1 et 2 de la présente entente;
- Remettre les rapports au comité de gestion de la présente entente, fournir au comité de gestion, annuellement, une reddition de compte sur les sommes octroyées, incluant la mesure des indicateurs dans le cadre des volets 1, 2 et 5 de la présente entente.

La CRÉ s'engage à :

- Réserver, dans le cadre du Fonds de développement régional, sous réserve de la disponibilité des crédits ainsi que d'une évaluation positive des résultats annuels de la présente entente, une somme de 300 000 \$ sur trois ans, répartie comme suit :

Année financière	Volet 1	Volet 3	Total
2011-2012	40 000 \$	60 000 \$	100 000 \$
2012-2013	40 000 \$	60 000 \$	100 000 \$
2013-2014	40 000 \$	60 000 \$	100 000 \$
Total	120 000 \$	180 000 \$	300 000 \$

- Engagements relatifs au volet 1
- Recevoir les demandes d'aide financière, procéder à un accusé réception et les transmettre au CALQ selon les modalités de gestion et d'attribution décrites à l'annexe 1;
- Après avis du CALQ, verser directement aux bénéficiaires des projets qu'elle aura retenus conformément aux modalités d'attribution des subventions décrites à l'annexe 1 et aux normes du FDR.
- Engagements relatifs au volet 3
- Recevoir les projets déposés et vérifier leur admissibilité conformément à la politique d'investissement à l'annexe 2 et aux normes du FDR;
- Transmettre les projets admissibles aux MRC pour analyse;
 - Procéder à la signature d'un protocole de la présente entente pour chacun des projets soutenus et en assurer le suivi.
- Tenir à jour une comptabilité distincte relative à l'ensemble des dépenses imputables aux volets 1 et 3 de la présente entente;
- Autoriser les projets recommandés par le comité de sélection pour le volet 1;
- Prendre une décision d'investissement pour les projets recommandés par les MRC pour le volet 3;
- Fournir annuellement au comité de gestion une reddition de compte sur les sommes gérées dans le cadre de la présente entente ainsi qu'un rapport d'activité pour le volet 3, incluant la mesure des indicateurs;
- Mettre à la disposition du comité de gestion et du comité de sélection les espaces ainsi que les ressources matérielles et techniques nécessaires à la tenue de leurs rencontres;
- Présider le comité de gestion de la présente entente et en assurer le secrétariat.
- Agir par l'intermédiaire du FORUM afin de :
 - Affecter, dans le cadre du Fonds régional d'investissement jeunesse, sous réserve des crédits disponibles, ainsi que d'une évaluation positive des résultats

annuels de la présente entente, une somme de 75 000 \$ sur trois ans, répartie comme suit :

Exercice financier	Volet 4	Total
2011-2012	25 000 \$	25 000 \$
2012-2013	25 000 \$	25 000 \$
2013-2014	25 000 \$	25 000 \$
Total	75 000 \$	75 000 \$

- Verser au CCE la contribution financière selon les modalités suivantes :

Un premier versement de 20 000 \$ dans les trente jours suivant la signature de la présente entente. Un deuxième versement de 5 000 \$, conditionnellement à la réception d'un bilan annuel et à son évaluation satisfaisante par le comité de gestion.

Pour la deuxième année de la présente entente, un premier versement de 20 000 \$, conditionnellement à la réception d'un plan d'action et d'un budget annuels du projet et à leur évaluation satisfaisante par le comité de gestion. Un deuxième versement de 5 000 \$ sera effectué conditionnellement à la réception d'un bilan annuel du projet et à son évaluation satisfaisante par le comité de gestion.

Pour la troisième année de la présente entente, un premier versement de 20 000 \$, conditionnellement à la réception d'un plan d'action et d'un budget annuels du projet et à leur évaluation satisfaisante par le comité de gestion. Un deuxième versement du solde à verser, jusqu'à concurrence 5 000 \$ sera effectué conditionnellement à la réception d'un bilan final du projet et à son évaluation satisfaisante par le comité de gestion.

LA VILLE s'engage à :

- Affecter une somme de 180 000 \$ sur trois ans, répartie comme suit :

Exercice financier	Volet 1	Volet 2	Total
2011-2012	10 000 \$	50 000 \$	60 000 \$
2012-2013	10 000 \$	50 000 \$	60 000 \$
2013-2014	10 000 \$	50 000 \$	60 000 \$
Total	30 000 \$	150 000 \$	180 000 \$

- Sur avis du CALQ, verser directement aux bénéficiaires de Sherbrooke pour les projets retenus au volet 1, la part de la subvention de la Ville de Sherbrooke, conformément aux modalités d'attribution des subventions décrites à l'annexe 1;
- Sur avis du CALQ, verser directement aux bénéficiaires des projets retenus au volet 2, sa part de la subvention, et ce, conformément aux modalités d'attribution des subventions prévues à l'annexe 1;
- Autoriser les projets recommandés par le comité de sélection et le comité consultatif.

Le CCE s'engage à :

- Réaliser les objectifs du volet 4 et du volet 5 et à cette fin, utiliser l'aide financière versée en vertu de la présente entente aux seules fins de la réalisation des activités liées à ces objectifs;
- Affecter des ressources humaines et des services techniques à la réalisation de ces objectifs et faire rapport au comité de gestion, des activités réalisées au terme de chaque exercice financier, incluant la mesure des indicateurs;
- Déposer au comité de gestion un plan d'action annuel assurant l'atteinte des objectifs du volet 4 et du volet 5;
- Déposer au comité de gestion un rapport financier pour le volet 4.

Chacune des MRC s’engage à :

- Accompagner les promoteurs pour l’élaboration de leur projet ou les référer aux ressources appropriées selon le cas (Conseil de la culture ou autre);
- Analyser les projets reconnus comme admissibles par la CRÉ;
- Recommander à la CRÉ les projets à soutenir pour l’utilisation du montant disponible annuellement pour son territoire de MRC.

Le MAMROT s’engage à :

- Assurer, au besoin, la coordination et l'harmonisation interministérielles requises pour la mise en œuvre de la présente entente dans une perspective de respect des orientations gouvernementales en matière de développement local et régional;
- Présenter à la Conférence administrative régionale de l'Estrie (CAR), dans le cadre de son mandat de concertation et de coordination interministérielles, l'état de situation de la présente entente et y déposer le bilan annuel produit par le comité de gestion de la présente entente;
- Être dépositaire de la présente entente.

DURÉE DE L’ENTENTE

Nonobstant sa date de signature, la présente entente entre en vigueur le 1^{er} avril 2011 pour une période de trois ans. Elle couvre les années financières 2011-2012, 2012-2013 et 2013-2014, sous réserve des crédits disponibles. La fin de la présente entente est donc prévue le 31 mars 2014.

À l’expiration de la présente entente, le CCE doit rembourser à la CRÉ agissant par le biais du FORUM et au CALQ tout montant non utilisé de l’aide financière octroyée. De plus, toutes les sommes non utilisées seront désengagées par le CALQ, la CRÉ, le FORUM et la Ville.

RESSOURCES FINANCIÈRES AFFECTÉES

	Volet 1	Volet 2	Volet 3	Volet 4	Volet 5	Total
CALQ	210 000 \$	150 000 \$			7 500 \$	367 500 \$
CRÉ	120 000 \$		180 000 \$			300 000 \$
CRÉ (FORUM)				75 000 \$		75 000 \$
VILLE	30 000 \$	150 000 \$				180 000 \$
Total	360 000 \$	300 000 \$	180 000 \$	75 000 \$	7 500 \$	922 500 \$

07- OUTAOUAIS

1) Entente spécifique en économie sociale dans la Région de l’Outaouais

OBJET DE L’ENTENTE

La présente Entente vise à favoriser la structuration et le développement du secteur de l’économie sociale en Outaouais par le soutien à la consolidation et au développement des entreprises d’économie sociale de la région par la mise en commun de ressources humaines, financières et matérielles dans le respect des mesures, des programmes et des normes de gestion applicables aux PARTIES concernées.

OBJECTIFS DE L’ENTENTE

Les PARTIES s’entendent pour collaborer à la mise en œuvre d’actions stratégiques en économie sociale en Outaouais et ce, en conformité avec leur mission respective et en

complémentarité avec les organismes locaux et régionaux par l'entremise des quatre (4) objectifs généraux suivants :

- Promotion de l'économie sociale et mise en marché des produits et services de l'économie sociale;
- Consolidation, expérimentation et développement de nouveaux créneaux et de nouvelles entreprises d'économie sociale;
- Concertation, réseautage et partenariats;
- Renforcement des capacités des gestionnaires et des employés des entreprises d'économie sociale.

3.1 Promotion de l'économie sociale et mise en marché des produits et services de l'économie sociale

Objectifs spécifiques :

- Accroître la promotion et la valorisation de l'économie sociale et de ses entreprises auprès de la population en général, des instances locales et régionales, des organismes à but non lucratif pouvant devenir des entreprises d'économie sociale et de groupes particuliers tels les jeunes, les femmes et les personnes immigrantes;
- Faciliter le recrutement de personnes compétentes pour siéger au sein des conseils d'administration des entreprises d'économie sociale, notamment des jeunes, des femmes et des personnes immigrantes, et favoriser l'initiation de ces personnes au modèle d'entreprise d'économie sociale;
- Mise à jour du portrait régional de l'économie sociale et des besoins des entreprises d'économie sociale.

3.2 Consolidation, expérimentation et développement de nouveaux créneaux et de nouvelles entreprises d'économie sociale

Objectifs spécifiques :

- Promouvoir le potentiel de l'économie sociale pour favoriser l'émergence de projets d'entreprises et soutenir la consolidation de certains secteurs;
- Soutenir et promouvoir l'innovation entrepreneuriale et le développement de nouveaux créneaux en économie sociale;
- Consolider les compétences des intervenants qui accompagnent les entreprises d'économie sociale, favoriser le transfert de connaissances et améliorer les pratiques d'accompagnement des promoteurs de projets d'économie sociale.

3.3 Concertation, réseautage et partenariats

Objectifs spécifiques :

- Assurer le développement d'activités de réseautage ainsi que la diffusion d'outils d'information, d'outils de gestion, de modèles d'affaires performants, d'expertises et de pratiques gagnantes en économie sociale;
- Augmenter les partenariats d'affaires entre les entreprises d'économie sociale.

3.4 Renforcement des capacités des gestionnaires et des membres des conseils d'administration des entreprises d'économie sociale

Objectifs spécifiques :

- Accroître les compétences entrepreneuriales des gestionnaires et des membres des conseils d'administration des entreprises d'économie sociale;
- Favoriser l'utilisation du mentorat dans les entreprises d'économie sociale;
- Développer les capacités de gestion de la relève en économie sociale, notamment chez les jeunes, les femmes et les personnes immigrantes.

ENGAGEMENTS DES PARTIES

I. Engagements du MAMROT

Le MAMROT s'engage à :

5.1.1 Dans le cadre du Fonds de soutien aux regroupements régionaux d'entreprises d'économie sociale et sous réserve de la disponibilité des crédits, contribuer à la mise en œuvre de la présente Entente en y affectant une somme de 250 000 \$ répartie sur cinq (5) années financières gouvernementales de la façon suivante :

- Un montant de 50 000 \$ au cours de l'année financière 2010-2011;
- Un montant de 50 000 \$ au cours de l'année financière 2011-2012;
- Un montant de 50 000 \$ au cours de l'année financière 2012-2013;
- Un montant de 50 000 \$ au cours de l'année financière 2013-2014;
- Un montant de 50 000 \$ au cours de l'année financière 2014-2015.

Pour la première année, les sommes allouées par le MAMROT seront versées à la CRÉO dans les meilleurs délais suivant la signature de l'Entente par toutes les PARTIES. Pour les années subséquentes, les sommes seront versées suite au dépôt et à l'adoption par le comité de gestion des rapports d'activités et financiers de chacune des années financières;

5.1.2 *Favoriser la collaboration et la concertation interministérielles;*

5.1.3 *Assurer l'harmonisation des actions gouvernementales en matière d'économie sociale;*

5.1.4 Promouvoir et diffuser l'Entente auprès des membres de la Conférence administrative régionale (CAR) de l'Outaouais;

5.1.5 Être dépositaire de ladite Entente.

5.2 Engagements de la CRÉO

La CRÉO s'engage à :

5.2.1 Réserver, à même le Fonds de développement régional (FDR), un montant total et maximal de 205 000 \$ réparti sur cinq (5) années financières gouvernementales de la façon suivante :

- Un montant de 50 000 \$ au cours de l'année financière 2010-2011;
- Un montant de 35 000 \$ au cours de l'année financière 2011-2012;
- Un montant de 35 000 \$ au cours de l'année financière 2012-2013;
- Un montant de 35 000 \$ au cours de l'année financière 2013-2014;
- Un montant de 50 000 \$ au cours de l'année financière 2014-2015.

5.2.2 Coordonner la mise en œuvre de l'Entente;

5.2.3 Tenir à jour une comptabilité distincte et spécifique relative à l'ensemble des dépenses de l'entente et remettre les rapports au comité de gestion de l'Entente;

5.2.4 Favoriser la concertation tout au long de l'Entente, notamment en tenant informés les membres du comité de gestion;

5.2.5 *Animer, soutenir et coordonner les travaux du comité de gestion de l'Entente;*

5.2.6 *Administrer les sommes versées par le MAMROT;*

5.2.7 *Décider des projets et des activités en conseil d'administration, après avoir analysé les recommandations du comité de gestion de la présente Entente.*

5.3 Engagements de la CRÉO par le biais de la TJO

La CRÉO, au nom de la TJO, s'engage à :

5.3.1 Affecter à la présente Entente un montant total et maximal de 45 000 \$, provenant du Fonds régional d'investissement jeunesse (FRIJ), réparti sur trois (3) années financières gouvernementales de la façon suivante :

- Un montant de 15 000 \$ au cours de l'année financière 2011-2012;
- Un montant de 15 000 \$ au cours de l'année financière 2012-2013;
- Un montant de 15 000 \$ au cours de l'année financière 2013-2014.

5.3.2 *Décider des projets et des activités en conseil d'administration, après avoir analysé les recommandations du comité de gestion de la présente Entente.*

5.4 Engagements du EMPLOI-QUÉBEC

EMPLOI-QUÉBEC, sous réserve de l'adoption par l'Assemblée nationale du Québec des crédits nécessaires et de leur disponibilité ainsi que dans le respect de ses mesures, programmes, politiques et normes de gestion, s'engage à :

5.4.1 Soutenir financièrement la réalisation de l'objet et des objectifs de l'Entente pour un montant total et maximal de 30 000 \$ réparti sur trois (3) années financières gouvernementales de la façon suivante :

- Un montant de 10 000 \$ au cours de l'année financière 2011-2012;
- Un montant de 10 000 \$ au cours de l'année financière 2012-2013;
- Un montant de 10 000 \$ au cours de l'année financière 2013-2014.

Les sommes investies par EMPLOI-QUÉBEC seront allouées, suite au dépôt et à l'acceptation des projets par le comité de gestion de l'Entente, directement aux organismes responsables de ces projets, en tenant compte des objectifs rejoignant la mission d'EMPLOI-QUÉBEC.

5.4.2 Sensibiliser à l'économie sociale les personnes travaillant dans les Centres locaux d'emploi de l'Outaouais qui sont appelées à rencontrer aussi bien les promoteurs et les dirigeants d'entreprises d'économie sociale que les personnes susceptibles d'être intéressées à travailler au sein de telles organisations;

5.4.3 Faciliter la formation des personnes à l'emploi des entreprises d'économie sociale, notamment en matière de gestion, par le biais d'activités de développement des compétences;

5.4.4 Assurer la promotion de l'Entente et sa diffusion au sein de ses instances;

5.4.5 Promouvoir les mesures et services d'Emploi-Québec auprès des entreprises d'économie sociale.

5.5 En concertation avec les PARTIES, engagements du Pôle régional d'économie sociale de l'Outaouais

Le Pôle régional d'économie sociale de l'Outaouais s'engage à :

5.5.1 Assurer la concertation des acteurs en économie sociale de la région de l'Outaouais;

5.5.2 Assurer une représentativité des acteurs siégeant au Pôle par territoire (entreprises d'économie sociale en ruralité), âge (jeunes de 35 ans et moins), sexe (femmes), immigrants et autres;

- 5.5.3 Mettre en œuvre un processus de consultation élargi auprès des acteurs concernés par l'économie sociale en Outaouais afin d'élaborer annuellement un portefeuille concerté et régional de projets;
- 5.5.4 Déposer, en concertation avec le milieu de l'économie sociale de l'Outaouais, un portefeuille régional de projets, incluant les fiches desdits projets, au comité de gestion de l'Entente au plus tard le 1er mars de chaque année, soit :
- Le 1er mars 2011 pour l'année 2010-2011;
 - Le 1er mai 2011 pour les projets jeunesse et le 1er septembre 2011 concernant l'ensemble des autres projets pour l'année 2011-2012;
 - Le 1er mars 2012 pour l'année 2012-2013;
 - Le 1er mars 2013 pour l'année 2013-2014;
 - Le 1er mars 2014 pour l'année 2014-2015.

DURÉE DE L'ENTENTE

La présente Entente entre en vigueur au moment de sa signature par les PARTIES et prend fin le 31 mars 2015. La présente Entente n'est pas sujette à une reconduction tacite.

RESSOURCES FINANCIÈRES AFFECTÉES

Partenaires	2010-2011	2011-2012	2012-2013	2013-2014	2014-2015	TOTAL
MAMROT	50 000 \$	50 000 \$	50 000 \$	50 000 \$	50 000 \$	250 000 \$
CRÉO-FDR	50 000 \$	35 000 \$	35 000 \$	35 000 \$	50 000 \$	205 000 \$
CRÉO-TJO (FRIJ-AJS)	0 \$	15 000 \$	15 000 \$	15 000 \$	0 \$*	45 000 \$
EMPLOI- QUÉBEC	0 \$	10 000 \$	10 000 \$	10 000 \$	0 \$	30 000 \$
TOTAL	100 000 \$	110 000 \$	110 000 \$	110 000 \$	100 000 \$	530 000 \$

* La contribution financière de la CRÉO-TJO (FRIJ-AJS) est à évaluer pour l'année 2014-2015.

2) Entente modifiant l'entente spécifique du 8 mai 2008 en matière de régionalisation de l'immigration sur le territoire de la CRÉ de l'Outaouais.

OBJET DE L'ENTENTE

La présente entente a pour objet d'accroître le nombre de personnes immigrantes en Outaouais, de favoriser leur établissement durable et une meilleure répartition de ces personnes sur l'ensemble de la région.

L'entente repose sur la concertation, l'engagement des partenaires et la réalisation d'activités ou de projets qui répondent à ses objectifs.

OBJECTIFS DE L'ENTENTE

Les parties s'entendent pour favoriser une offre de services intégrée et complémentaire offerte dans la région de l'Outaouais, dans le respect des compétences des partenaires, de développer et mettre en œuvre des activités en vue de réaliser les objectifs suivants :

- 2.1. promouvoir l'immigration comme un facteur de développement économique, social et culturel essentiel à la région de l'Outaouais, notamment en visant à :
 - 2.1.1. promouvoir les compétences de la main-d'œuvre immigrante auprès des entreprises et des regroupements d'employeurs pour combler les besoins de main-d'œuvre actuels et futurs;
 - 2.1.2. mettre en place des projets de sensibilisation à l'apport de l'immigration au développement économique, social et culturel en Outaouais;
- 2.2. consolider et développer le potentiel attractif de la région de l'Outaouais, notamment en visant à :

- 2.2.1. mobiliser et favoriser l'implication des acteurs concernés par l'immigration dans la Ville de Gatineau, la MRC des Collines-de-l'Outaouais, la MRC de Papineau, la MRC Pontiac et la MRC Vallée-de-la-Gatineau;
- 2.2.2. élargir le partenariat en impliquant les regroupements de gens d'affaires, les employeurs et les organismes à but non lucratif à vocation socioéconomique;
- 2.2.3. consolider et développer des stratégies d'attraction ciblant les personnes immigrantes qui possèdent les compétences pour occuper des emplois dans les secteurs en demande en Outaouais;
- 2.3. favoriser l'intégration professionnelle, sociale et culturelle des personnes immigrantes et leur rétention dans la région de l'Outaouais, notamment en visant à :
 - 2.3.1. concevoir et offrir des cours ou des mesures de formations d'appoint, en milieu scolaire ou en milieu de travail, pour faciliter l'insertion durable en emploi des personnes immigrantes dans les secteurs en demande de main-d'œuvre;
 - 2.3.2. concevoir et mettre en œuvre des cours ou des mesures de perfectionnement en français oral et écrit, en milieu scolaire ou en milieu de travail, pour favoriser l'insertion professionnelle des personnes immigrantes;
 - 2.3.3. mettre sur pied des mesures innovatrices de soutien à l'embauche et à l'intégration en emploi de personnes immigrantes et des membres de communautés culturelles;
 - 2.3.4. mettre en œuvre des mesures permettant la reconnaissance des acquis et des compétences des personnes immigrantes;
 - 2.3.5. promouvoir la participation des personnes immigrantes à des mesures de développement de l'entrepreneuriat;
 - 2.3.6. mettre en place des projets de sensibilisation, d'accueil et de soutien à l'établissement de personnes immigrantes dans les MRC ainsi que des projets de rapprochement interculturel.

2. MODIFICATIONS À L'ENTENTE SPÉCIFIQUE DU 8 MAI 2008

2.1 La clause 3.2.5 de l'entente spécifique du 8 mai 2008 est remplacée par la suivante:

« un cinquième versement de 50% de la contribution annuelle sera effectué au plus tard le 31 mars 2011 conditionnellement à l'acceptation par le MICC du rapport annuel de l'année précédente prévu à la clause 11.9 de la présente entente et au dépôt du plan d'action actualisé prévu à la clause 11.3 de la présente entente; »

2.2 Insérer entre les clauses 3.2.5 et 3.2.6 le titre suivant : **Pour la quatrième année :**

2.3 La clause 3.2.6 de l'entente spécifique du 8 mai 2008 est remplacée par la suivante :

« un sixième versement de 35 % de la contribution annuelle sera effectué au plus tard le 31 octobre 2011 conditionnellement à l'acceptation par le MICC de l'état de situation mi-année prévu à la clause 11.10 de la présente entente; »

2.4 La clause 3.2.7 de l'entente spécifique du 8 mai 2008 est remplacée par la suivante :

« un septième et dernier versement de 15 % de la contribution annuelle sera effectué au plus tard le 30 juin 2012 conditionnellement à l'acceptation par le MICC du rapport final de la présente entente prévu à la clause 11.11 de la présente entente; »

2.5 La clause 7.1 de l'entente spécifique du 8 mai 2008 est remplacée par la suivante :

« sous réserve de la disponibilité des crédits budgétaires, contribuer pour un montant de cent cinquante mille dollars (150 000 \$) sur trois ans, soit une enveloppe annuelle maximale de cinquante mille dollars (50 000 \$) conformément aux normes et règles de gestion du Fonds de développement régional (FDR), selon le calendrier de contribution suivant :

- au cours de l'année 2008-2009 : 0 \$;
- au cours de l'année 2009-2010 : 50 000 \$;
- au cours de l'année 2010-2011 : 50 000 \$;
- au cours de l'année 2011-2012 : 50 000 \$; »

2.6 La clause 8 de l'entente spécifique du 8 mai 2008 est modifiée par le remplacement du tableau par le suivant :

PARTENAIRE	<u>2008-2009</u> 1^{ère} année	<u>2009-2010</u> 2^{ième} année	<u>2010-2011</u> 3^{ième} année	<u>2011-2012</u> 4^{ième} année	TOTAL
Contributions financières sous la responsabilité de la CRÉ					
	50 000 \$	100 000 \$	100 000 \$	50 000 \$	300 000 \$
CRÉ	0 \$	50 000 \$	50 000 \$	50 000 \$	150 000 \$
TOTAL	50 000 \$	150 000 \$	150 000 \$	100 000 \$	450 000 \$

2.7 La clause 10 de l'entente spécifique du 8 mai 2008 est modifiée par le remplacement dans la deuxième ligne, des mots et des chiffres « le 31 mars 2010 » par les mots et les chiffres « le 31 mars 2012 ».

3. ENTRÉE EN VIGUEUR

La présente entente entre en vigueur à la date d'apposition de la dernière signature mais prend effet le 30 mars 2010 et prend fin le 31 mars 2012.

4. DISPOSITIONS FINALES

4.1 Le préambule fait partie intégrante de la présente entente;

4.2 La présente entente fait partie intégrante de l'entente spécifique intervenue entre les **PARTIES** le 8 mai 2008, y incluant ses annexes, et elle est soumise à toutes ses dispositions.

3) Addenda à l'entente spécifique sur le développement durable du secteur agroalimentaire dans la région de l'Outaouais 2008-2011

OBJET DE L'ENTENTE

La présente a pour objet de prolonger l'entente spécifique sur le développement du secteur agroalimentaire dans la région de l'Outaouais pour une période d'une année et de permettre l'ajout de deux parties, soit **EMPLOI-QUÉBEC** et le **MDEIE**. Elle détermine le rôle et les responsabilités des parties signataires dans le respect des mesures, programmes et normes de gestion applicables aux parties.

OBJECTIFS DE L'ENTENTE

Le présent addenda à l'Entente spécifique sur le développement durable du secteur agroalimentaire dans la région de l'Outaouais 2008-2011 ne modifie aucunement les modalités

générales et conditions qui s'appliquent aux parties déjà signataires de l'entente, soit le MAPAQ, le MAMROT et la CRÉO.

Pour les fins du présent addenda, les conditions mentionnées à l'entente spécifique conclue en juillet 2008 pour les années financières 2008-2011 s'appliquent aux nouveaux partenaires avec les ajouts suivants :

2. ENGAGEMENTS DES PARTIES

Sous réserve des montants supplémentaires prévus à l'article 3 du présent addenda, les autres conditions prévues à l'entente 2008-2011 demeurent inchangées.

3. ENGAGEMENTS SPÉCIFIQUES DES PARTIES

3.1 Le **MAPAQ** s'engage pour un montant de 150 000 \$ pour l'année financière 2011-2012.

3.2 La **CRÉO** s'engage pour un montant de 150 000 \$ pour l'année financière 2011-2012.

3.3 **EMPLOI-QUÉBEC** s'engage pour un montant de 25 000 \$ pour l'année financière 2011-2012.

3.4 Le **MDEIE** s'engage pour un montant de 20 000 \$ pour l'année financière 2011-2012.

5. MODALITÉS GÉNÉRALES

Le présent addenda à l'Entente spécifique sur le développement durable du secteur agroalimentaire dans la région de l'Outaouais 2008-2011 ne modifie aucunement les modalités générales et conditions qui s'appliquent aux parties déjà signataires de l'entente, soit le MAPAQ, le MAMROT et la CRÉO.

Pour les fins du présent addenda, les conditions mentionnées à l'entente spécifique conclue en juillet 2008 pour les années financières 2008-2011 s'appliquent aux nouveaux partenaires avec les ajouts suivants :

5.1 EMPLOI QUÉBEC s'engage à :

- Contribuer, sous réserve de l'adoption par l'Assemblée nationale du Québec des crédits nécessaires et de leur disponibilité ainsi que dans le respect de ses mesures, programmes, politiques et normes de gestion à la hauteur de 25 000 \$, à même ses programmes actuels, à la mise en œuvre des objectifs suivants :
 - le renforcement de l'efficacité technico-économique des entreprises agricoles (transfert de compétences, formation, etc.);
 - le soutien du transfert et du démarrage d'entreprises agricoles et d'entreprises en transformation alimentaire.
- Prendre part aux activités du comité de gestion, d'évaluation et de suivi ainsi que collaborer, au besoin, à toutes autres activités découlant de l'entente et à y déléguer un représentant.
- Participer à l'analyse des projets soumis afin de s'assurer de l'utilisation optimale des programmes sous sa responsabilité.

5.2 Le MDEIE s'engage à :

- Contribuer, à la hauteur de 20 000 \$ à même son programme de soutien à la valorisation et aux filières industrielles (PSPFI) et sous réserve du respect du cadre normatif de ce programme, à la mise en œuvre des objectifs suivants du PSAO :

- l'accroissement de la diversification des activités agricoles incluant l'agriculture biologique, l'agrotourisme et autres productions de créneaux;
 - le soutien à la commercialisation et à l'exportation des produits régionaux;
 - l'accroissement des investissements en transformation agroalimentaire;
 - la valorisation et la promotion du secteur agroalimentaire et de sa contribution au développement économique et rural de l'Outaouais.
- Prendre part aux activités du comité de gestion, d'évaluation et de suivi ainsi que collaborer, au besoin, à toutes autres activités découlant de l'entente et à y déléguer un représentant.
 - Participer à l'analyse des projets soumis afin de s'assurer de l'utilisation optimale des programmes sous sa responsabilité.

DURÉE DE L'ENTENTE

Cet addenda vise l'ajout d'une période d'un an à la durée de l'entente spécifique initiale couvrant l'année financière 2011-2012.

Le présent addenda prend effet pour toutes les parties le 1^{er} avril 2011.

RESSOURCES FINANCIÈRES AFFECTÉES

	2011-2012
MAPAQ	150 000 \$
CRÉO	150 000 \$
EMPLOI-QUÉBEC	25 000 \$
MDEIE	20 000 \$
TOTAL	345 000 \$

08- ABITIBI-TÉMISCAMINGUE

1) Entente spécifique pour la relance économique du Témiscamingue et sa contribution à la prospérité de la région de l'Abitibi-Témiscamingue 2011-2014

OBJET DE L'ENTENTE

La présente entente associe les PARTIES afin de favoriser le développement économique de la région de l'Abitibi-Témiscamingue en assurant, dans une perspective de régionalisation, la relance économique du Témiscamingue par la mise en commun de ressources financières dans le respect des mesures, programmes et normes de gestion applicables aux parties concernées. Elle détermine le rôle et les responsabilités des parties.

OBJECTIFS DE L'ENTENTE

Le Fonds vise à accélérer la relance de l'économie du Témiscamingue en suscitant la création de nouvelles entreprises et en accompagnant les entreprises existantes afin qu'elles puissent saisir les opportunités qu'offrent les ressources du territoire et les marchés émergents.

ENGAGEMENTS DES PARTIES

1.1 Engagements du MAMROT

- Convoquer, au moins une fois par année, le comité de suivi et d'évaluation de l'entente et en assumer la présidence, le secrétariat et la correspondance;

- Favoriser la collaboration et la concertation des parties pour la mise en œuvre de l'entente;
- Faciliter, dans la mesure de ses compétences et des moyens dont il dispose, l'atteinte des buts et des objectifs de l'entente.

1.2 Engagements de la CRÉ

- Nommer deux représentants pour participer au comité de gestion;
- Verser sous forme d'avances à même le FDR à la SDT, la somme de 75 000 \$ pour chacun des exercices financiers 2011-2012, 2012-2013, 2013-2014, tel que présenté au tableau synthèse des contributions à l'article 7 et selon les modalités établies à l'annexe 1 de la présente entente;
- Réévaluer annuellement son engagement financier, au total ou en partie, en tenant compte du contexte économique du Témiscamingue;
- Participer au comité de suivi et d'évaluation de l'entente.

1.3 Engagements de la MRCT

- Nommer deux représentants pour participer au comité de gestion;
- Verser sous forme d'avances à la SDT, à même les fonds provenant du Pacte rural ou d'autres fonds à la disponibilité de la MRCT, la somme de 20 000 \$ pour chacun des exercices financiers 2011-2012, 2012-2013, 2013-2014, tel que présenté au tableau synthèse des contributions à l'article 7 et selon les modalités établies à l'annexe 1 de la présente entente. Ces sommes ne pourront être investies que dans des projets déposés strictement par les organismes à but non lucratif (OBNL);
- Participer au comité de suivi et d'évaluation de l'entente.

1.4 Engagements de la SDT

- Nommer deux représentants pour participer au comité de gestion;
- Verser sous forme d'avances, au volet I du FADET, la somme de 5 000 \$ pour chacun des exercices financiers 2011-2012, 2012-2013, 2013-2014, tel que présenté au tableau synthèse des contributions à l'article 7 et selon les modalités établies à l'annexe 1 de la présente entente;
- Gérer le FADET en conformité avec les modalités établies à l'annexe 1 de la présente entente;
- Faire la promotion du FADET auprès des clientèles visées;
- Produire un rapport annuel au 31 mars de chaque année, détaillant l'affectation du FADET et faisant état de l'avancement en fonction des résultats attendus et le présenter au comité de suivi et d'évaluation de l'entente;
- Présenter et déposer, dans les 60 jours suivant l'expiration de la présente entente, un rapport final de l'utilisation de l'aide financière comportant le bilan des réalisations sur la durée de l'entente et de ses retombées;
- Participer au comité de suivi et d'évaluation de l'entente.

DURÉE DE L'ENTENTE

La présente entente entre en vigueur au moment de sa signature par les parties et prend fin le 31 mars 2014.

À l'échéance de la présente entente, la SDT doit rembourser aux PARTIES concernées, tout montant inutilisé de l'aide financière octroyée.

RESSOURCES FINANCIÈRES AFFECTÉES

	2011-2012	2012-2013	2013-2014	TOTAL
CRÉ	75 000 \$	75 000 \$	75 000 \$	225 000 \$

MRCT	20 000 \$	20 000 \$	20 000 \$	60 000 \$
SDT	5 000 \$	5 000 \$	5 000 \$	15 000 \$
TOTAL	100 000 \$	100 000 \$	100 000 \$	300 000 \$

13- LAVAL

1) Entente spécifique en matière d'immigration dans la région de Laval 2010-2012

OBJET DE L'ENTENTE

La présente entente a pour objet de poursuivre le travail amorcé en vue de favoriser la concertation des partenaires afin de susciter la réalisation d'activités ou de projets, tant en ce qui a trait à l'attraction des travailleurs immigrants qualifiés à Laval, à leur processus d'accueil et à leur établissement durable dans la région qu'en ce qui a trait au développement de relations interculturelles harmonieuses au sein de la société d'accueil, et ce, dans une optique de développement de l'écocitoyenneté le tout dans le respect des compétences, des mesures, des normes, des programmes applicables aux parties concernées.

Pour la région de Laval, il s'agit en particulier de :

- Favoriser l'attraction des travailleurs immigrants qualifiés et l'établissement des nouveaux arrivants tout en respectant le cadre des concepts d'écocitoyenneté et de développement durable, et de l'approche Ensemble à Laval;
- Permettre aux partenaires de la région d'harmoniser leurs interventions en matière d'intégration des personnes immigrantes, dans un but de cohérence, de complémentarité et de convergence dans l'action, en fonction des priorités régionales

OBJECTIFS DE L'ENTENTE

- Promouvoir l'immigration comme stratégie de développement durable et la région de Laval comme pôle d'attraction;
- Développer une vision concertée du développement des services en immigration dans la région de Laval, inscrite dans le cadre des concepts d'écocitoyenneté et de développement durable et d'Ensemble à Laval;
- Faciliter l'intégration culturelle, sociale, professionnelle des personnes immigrantes et améliorer leur rétention, en offrant une gamme de services intégrés, dans le respect des compétences des partenaires;
- Contribuer à l'établissement de relations interculturelles harmonieuses au sein de la population lavalloise;
- Promouvoir le potentiel de la main-d'œuvre immigrante et issue des communautés culturelles auprès des employeurs de la région et promouvoir l'apport de l'immigration auprès de la population;
- Améliorer le processus d'accueil dans la région en vue de favoriser l'établissement de personnes immigrantes à Laval et de faciliter l'intégration des personnes immigrantes à la communauté lavalloise;
- Contribuer à la réalisation des projets de revitalisation urbaine intégrée (RUI) qui sont mis en œuvre à Laval, par l'entremise du soutien à des projets ou à des actions spécifiques à ces territoires.

ENGAGEMENTS DES PARTIES

Les parties s'engagent à :

- Mettre en place un comité de gestion de la présente entente composé d'un représentant de la MICC, d'un représentant de la CRÉ, d'un représentant de la VILLE et d'un représentant du MAMROT;
- Reconnaître le Comité des partenaires en immigration de Laval, coordonné par la CRÉ, en tant que comité conseil du comité de gestion de la présente entente et revaloriser son rôle eu égard à

la réflexion en cours dans la région en ce qui a trait aux principaux enjeux inhérents à l'intégration des nouveaux arrivants à Laval;

- Contribuer financièrement à la réalisation de la présente entente et des objectifs de celle-ci;
- Réserver à même le PRI, un montant de soixante mille dollars (60 000 \$), à raison de 30 000 \$ par année, pour les frais de fonctionnement inhérents à la réalisation de l'objet de la présente entente et la coordination des travaux des comités s'y rattachant. Se concerter en vue de mieux articuler leurs interventions et d'assurer la réalisation des objectifs de la présente entente.

Engagements du MICC

Le **MICC** s'engage à :

- Mettre à la disposition de la CRÉ une enveloppe maximale totale de cent-quatre-vingt-mille dollars (180 000 \$), à raison de quatre-vingt-dix-mille dollars (90 000 \$) par année provenant du Programme régional d'intégration (PRI);
- Mettre à la disposition de la VILLE une enveloppe maximale totale de cent-cinquante-mille dollars (150 000 \$), à raison de 75 000 \$ par année, provenant du Programme régional d'intégration (PRI) dont cent mille (100 000 \$) seront destinés aux services de proximité permettant de favoriser une cohabitation harmonieuse entre les diverses communautés et de prévenir les manifestations de racisme.
- Verser à la CRÉ et à la VILLE la contribution financière annuelle selon les modalités suivantes :

Pour la première année de la présente entente

- Un premier versement de 100 %, dans les trente jours suivant la signature de la présente entente;

Pour la deuxième année de la présente entente

- Un premier versement de 50 %, dans les trente jours de l'acceptation par la MICC du rapport annuel de la première année prévu à la clause 8.9 de la présente entente;
- Un deuxième versement de 40% dans les trente jours suivant le dépôt et l'acceptation par la MICC du rapport annuel de la présente entente prévu à la clause 8.8 de la présente entente;
- Un dernier versement de 10 % dans les trente jours suivant l'acceptation par la MICC du rapport final prévu à la clause 8.10 de la présente entente;
- Participer aux rencontres du Comité des partenaires en immigration de Laval, y apporter sa contribution et soutenir leurs travaux;
- Participer au comité de gestion de la présente entente et contribuer à la réalisation des objectifs de celle-ci;
- Contribuer à la réalisation des mesures qui sont sous sa responsabilité, en lien avec le plan stratégique du MICC, ainsi qu'en ce qui a trait aux nouvelles mesures mises de l'avant par la MICC pour renforcer l'action du Québec, notamment, en matière de diversité, d'intégration en emploi des immigrants et de francisation;
- Arrimer ses interventions aux priorités de la région et contribuer à la réalisation du projet de revitalisation urbaine intégrée (RUI) mis en œuvre à Laval.

Engagements de la CRÉ DE LAVAL

La **CRÉ DE LAVAL** s'engage à :

- Sous réserve de l'allocation des crédits qui sont prévus au Fonds de développement régional (FDR), allouer un montant maximal total de cent mille dollars (100 000 \$), à raison de cinquante mille dollars (50 000 \$) par année, provenant du Fonds de développement régional (FDR);
- Coordonner et soutenir le comité de gestion de la présente entente;
- Coordonner le Comité des partenaires en immigration et le mettre à contribution dans le cadre des réflexions entourant la réalisation de la présente entente et réunir ledit comité pour des séances d'échanges et de travail;
- Contribuer à la réalisation des objectifs de la présente entente dans la mesure de ses compétences et champs de responsabilité;

- Retourner à la MICC toute somme non utilisée à l'échéance finale prévue à la présente entente et provenant de celle-ci;
- Coordonner les relations et les communications entre les partenaires de la présente entente et leur transmettre toute documentation relative à celles-ci.

Engagements de la VILLE de Laval

La **VILLE** s'engage à :

- Contribuer en ressources humaines et matérielles à la mise en œuvre de la présente entente;
- Participer au comité de gestion de la présente entente;
- Contribuer à la réalisation des objectifs de la présente entente dans la mesure de ses compétences et champs de responsabilité;
- Participer aux rencontres du Comité des partenaires en immigration de Laval, y apporter sa contribution et soutenir leurs travaux;
- Retourner à la MICC toute somme non utilisée à l'échéance finale prévue à la présente entente;
- Assurer la mise en place de services de proximité particulièrement dans la sphère du développement social et communautaire permettant de favoriser une cohabitation harmonieuse entre les diverses communautés et de prévenir les manifestations de racisme.

Engagements du MAMROT

Le **MAMROT** s'engage à :

- Favoriser, par le biais de la Conférence administrative régionale (CAR) de Laval, la participation des ministères et organismes aux objectifs ou actions gouvernementales en matière de régionalisation de l'immigration et d'intégration des nouveaux arrivants afin de faciliter l'atteinte des objectifs de la présente entente;
- Participer, au besoin, aux travaux de sous-comités pour la réalisation d'objectifs particuliers liés à la présente entente;
- Être dépositaire de la présente entente.

DURÉE DE L'ENTENTE

La présente entente entre en vigueur à la date de l'apposition de la dernière signature. Elle prend effet le 1^{er} avril 2010 et prend fin le 31 mars 2012. Elle n'est pas sujette à reconduction tacite. Au cours de la deuxième année de l'entente, les parties conviendront, le cas échéant, des modalités d'une nouvelle entente.

Toutefois, dès que la **MICC** informe la **CRÉ** et la **VILLE** que les nouvelles normes du programme régional d'intégration (PRI) sont en vigueur, ces dernières s'engagent à conclure, dans les trois mois qui suivent, une entente spécifique en matière de régionalisation de l'immigration conforme à ces nouvelles normes.

RESSOURCES FINANCIÈRES AFFECTÉES

Partenaires financiers	Entente
MICC	
- à la CRÉ	180 000 \$
- à la VILLE de Laval	150 000 \$
CRÉ (FDR)	100 000 \$
TOTAL	430 000 \$

14- LANAUDIÈRE

1) Entente Spécifique sur le financement du Carrefour industriel et expérimental de Lanaudière (CIEL)

OBJET DE L'ENTENTE

La présente entente a pour objet de préciser les engagements et les responsabilités des **PARTIES** en vue de favoriser le développement des activités du **CIEL** dans le respect des mesures, programmes et normes applicables aux parties concernées. Elle détermine le rôle et les responsabilités des parties.

2. OBJECTIFS DE L'ENTENTE

2.1 Objectif général visé

Soutenir le développement du seul centre de recherche expérimentale et appliquée de la région et dédié au secteur de la valorisation des plantes et de la biologie végétale en contribuant au financement des activités du **CIEL** au plan de recherche et du service d'accueil. Et ce, en visant les sous-objectifs suivants;

2.2 Les sous-objectifs visés

- 2.2.1 Consolider et accroître le développement d'activités de formation, de recherche appliquée et de transfert technologique en biologie végétale, en lien avec les priorités horticoles de la région et du Québec et en partenariat étroit avec les organismes et partenaires qui y oeuvrent;
- 2.2.2 permettre le développement d'activités d'essaimage et offrir une nouvelle structure d'accueil pour de nouvelles entreprises en incubation;
- 2.2.3 favoriser l'implantation et le développement d'entreprises de transformation à valeur ajoutée dans le secteur de la biologie végétale;
- 2.2.4 encourager le développement de produits innovateurs et à valeur ajoutée dans le secteur de la biologie végétale;
- 2.2.5 favoriser le développement d'une main-d'œuvre spécialisée dans le domaine de la biologie végétale et la création d'emplois de qualité;
- 2.2.6 favoriser le développement du créneau d'excellence ACCORD dans le secteur agroalimentaire et des bioproduits végétaux;

3. ENGAGEMENTS COMMUNS DES PARTIES

Les **PARTIES** aux présentes s'engagent à :

- 3.1.1 participer à la réalisation des objectifs de la présente entente;
- 3.1.2 participer à la mise en place et aux activités d'un comité de gestion tel que stipulé à l'article 10 en désignant un représentant au sein du comité de gestion;
- 3.1.3 verser les sommes prévues selon les modalités indiquées à l'article 4.

4. ENGAGEMENTS SPÉCIFIQUES DES PARTIES

4.1 Engagements du MAPAQ

Le **MAPAQ** s'engage à :

- 4.1.1 Maintenir un partenariat étroit avec le **CIEL** de manière à reconnaître et mettre en valeur son expertise dans le domaine de la phytoprotection;
- 4.1.2 assurer un travail de collaboration et d'échanges entre le **CIEL** et le service agronomique régional du **MAPAQ** afin d'identifier les problématiques agricoles auxquelles l'expertise de recherche de **CIEL** pourrait être utile;
- 4.1.3 participer financièrement à la réalisation de l'objectif principal de l'entente, soit le soutien au développement des activités de **CIEL** pour un montant total de 300 000 \$ réparti de la façon suivante : 120 000 \$ pour l'année 2011, 105 000 \$ pour l'année 2012, 75 000 \$ pour l'année 2013 (voir les modalités de versement à l'article 5.1 et 5.3.1) ;
- 4.1.4 assurer un financement additionnel de 135 000 \$ sur trois ans, et réparti de la façon suivante : 45 000 \$ pour l'année 2011, 45 000 \$ pour l'année 2012, 45 000 \$ pour l'année 2013, en confiant au **CIEL** la réalisation de deux mandats de coordination visant la mise en place de réseaux de surveillance et d'essais dans le secteur maraîcher à l'échelle provinciale (voir les modalités de versement à l'article 5.1 et 5.3.1).

4.2 Engagements du MDEIE

Le **MDEIE** s'engage à :

- 4.2.1 participer financièrement à la réalisation de l'entente pour un montant total de 118 848 \$ réparti de la façon suivante : 95 232 \$ pour l'année 2011, 11 832 \$ pour l'année 2012, 11 784 \$ pour l'année 2013 (voir les modalités de versement à l'article 5.1 et 5.3.2);
- 4.2.2 soutenir le projet de développement de **CIEL** pour une nouvelle structure d'accueil pour les entreprises en incubation.

4.3 Engagements du MAMROT

Le **MAMROT** s'engage à :

- 4.3.1 collaborer à la mise en place des interventions interministérielles pour faciliter l'atteinte des objectifs de la présente entente;
- 4.3.2 être dépositaire de l'entente;
- 4.3.3 informer la Conférence administrative régionale de Lanaudière (CAR) des travaux en lien avec la mise en œuvre et le suivi de l'entente et lui déposer le bilan annuel produit par le **CIEL**.

4.4 Engagements de la CRÉ

La **CRÉ** s'engage à :

- 4.4.1 sous réserve des disponibilités budgétaires et de la confirmation annuelle des crédits, affecter à la mise en œuvre de l'entente, dans le cadre du FDR, un montant de 225 000 \$ réparti de la façon suivante : 75 000 \$ pour l'année 2011, 75 000 \$ pour l'année 2012 et 75 000 \$ pour l'année 2013;
- 4.4.2 assurer le suivi administratif de l'entente;
- 4.4.3 coordonner les activités du comité de gestion.

4.5 Engagements de la MRC de l'Assomption

La **MRC** s'engage à :

- 4.5.1 poursuivre le développement stratégique dans la MRC d'un pôle industriel dans le secteur de la biologie végétale et favoriser sa reconnaissance auprès de la Communauté métropolitaine de Montréal;
- 4.5.2 participer financièrement à la réalisation de l'entente pour un montant de 150 000 \$ réparti de la façon suivante : 50 000 \$ pour l'année 2011, 50 000 \$ pour l'année 2012, 50 000 \$ pour l'année 2013.

4.6 Engagements du CLD de la MRC de l'Assomption

Le **CLD** s'engage à :

- 4.6.1 maintenir, parmi les axes prioritaires de développement, le créneau de la biologie végétale au sein de la planification stratégique en matière de développement économique du territoire de la **MRC**;
- 4.6.2 soutenir le **CIEL** dans le développement de son projet d'une nouvelle structure d'accueil d'entreprises en incubation;
- 4.6.3 coordonner le développement et la mise en œuvre d'une stratégie de développement industriel dans le secteur de la biologie végétale pour la **MRC**.

4.7 Engagements de la VILLE de l'Assomption

La **VILLE** s'engage à :

- 4.7.1 soutenir le **CIEL** dans le développement de son projet d'une nouvelle structure d'accueil d'entreprises en incubation;
- 4.7.2 participer financièrement à la réalisation de l'entente pour un montant de 150 000 \$ réparti de la façon suivante : 50 000 \$ pour l'année 2011, 50 000 \$ pour l'année 2012, 50 000 \$ pour l'année 2013.

4.8 Engagements du Cégep régional de Lanaudière

Le **CÉGEP** s'engage à :

- 4.8.1 assurer avec le **CIEL** un travail de partenariat afin d'optimiser les retombées dans le secteur des travaux et activités des deux institutions en ce qui a trait à la formation, à la recherche et aux activités de transfert technologique;
- 4.8.2 participer financièrement à la réalisation de l'entente pour un montant de 30 000 \$ réparti de la façon suivante : 10 000 \$ pour l'année 2011, 10 000 \$ pour l'année 2012, 10 000 \$ pour l'année 2013.

4.9 Engagements du CIEL

Le **CIEL** s'engage à :

- 4.9.1 contribuer à mettre en œuvre les objectifs de l'entente et réaliser plus spécifiquement les activités prévues au plan de développement et au plan d'action triennal 2011-2013 convenus avec les **PARTIES**;
- 4.9.2 lorsque non protégés par des ententes de confidentialité ou d'exclusivité, partager les résultats de ses recherches avec les principaux partenaires régionaux intéressés au secteur de la biologie végétale, et ce, dans le respect des droits d'auteur ou toutes autres formes de propriété intellectuelle en application;
- 4.9.3 contribuer au financement de ses activités, et via ses revenus autonomes de financement à une hauteur minimale de 50 %;

- 4.9.4 utiliser l'aide financière octroyée aux seules fins prévues à l'entente et aviser les **PARTIES** d'une modification dans les sources de revenus de l'organisme;
- 4.9.5 gérer les aides financières mises à sa disposition dans le cadre de l'entente et tenir une comptabilité distincte et spécifique relative à l'ensemble des dépenses imputables à son fonctionnement et à ses activités de recherche;
- 4.9.6 remettre annuellement au comité de gestion un rapport d'activités comprenant un bilan faisant état des actions menées pour la mise en œuvre de l'entente, ses états financiers faisant rapport de l'utilisation des aides financières reçues, son plan d'action annuel pour l'année suivante et son budget prévisionnel;
- 4.9.7 réaliser son mandat en conformité avec les lois et les règlements en application au Québec.

DURÉE DE L'ENTENTE

La présente entente entre en vigueur au moment de sa signature par les **PARTIES** (les dépenses admissibles étant rétroactives à l'année financière de l'organisme, soit le 1^{er} janvier 2011) et prend fin le 31 décembre 2013. Elle n'est pas sujette à une reconduction tacite.

RESSOURCES FINANCIÈRES AFFECTÉES

	2011	2012	2013	Total
MAPAQ (1)	120 000 \$	105 000 \$	75 000 \$	300 000 \$
MAPAQ (2)	45 000 \$	45 000 \$	45 000 \$	135 000 \$
MDEIE	95 232 \$	11 832 \$	11 784 \$	118 848 \$
CRÉ	75 000 \$	75 000 \$	75 000 \$	225 000 \$
MRC	50 000 \$	50 000 \$	50 000 \$	150 000 \$
VILLE	50 000 \$	50 000 \$	50 000 \$	150 000 \$
CÉGEP	10 000 \$	10 000 \$	10 000 \$	30 000 \$
Total	445 232 \$	346 832 \$	316 784 \$	1 108 848 \$

- (1) Représente la participation financière du MAPAQ aux activités du CIEL.
- (2) Représente la participation financière du MAPAQ pour la réalisation de deux mandats spécifiques de coordination.

15- LAURENTIDES

1) Entente spécifique en matière d'immigration dans la région des Laurentides pour l'année 2011-2012

OBJET DE L'ENTENTE

La présente entente a pour objet de contribuer pour l'année 2011-2012 au développement économique régional de la région des Laurentides par l'apport de l'immigration et de favoriser l'accueil et l'intégration économique, sociale, linguistique et culturelle des personnes immigrantes, par la mise en commun des ressources financières ou autres dans le respect des mesures, programmes et normes de gestion applicables aux parties concernées.

Pour les fins de la présente entente, les conditions mentionnées à l'entente conclue le 19 novembre 2008 pour les années financières 2008-2011, appelée aux fins des présentes « l'entente originale », s'appliquent avec les adaptations nécessaires, notamment quant aux contributions financières 2011-2012 et sa prise d'effet ainsi que du retrait du Forum jeunesse qui ne participe pas à la présente entente.

« L'entente originale » est annexée à la présente entente et en fait partie intégrante.

Les parties acceptent que les sommes qui n'ont pas été versées en 2008 dans l'entente originale mais qui ont été réservées conformément à la loi soient reportées pour les fins de la présente entente.

ENGAGEMENTS DES PARTIES

Engagements du MICC

Le MICC s'engage à verser à la CRÉ un montant de 100 000 \$ pour l'année financière 2011-2012 selon les modalités suivantes :

- un premier versement de 75 % de la contribution annuelle dans les 30 jours suivant le dépôt et l'acceptation par le MICC de la mise à jour du plan d'action et du rapport annuel de l'année 2009-2010 prévus aux clauses 3.3.4 et 3.3.7 de l'entente originale;
- un deuxième versement de 15 % de la contribution annuelle dans les 30 jours suivant le dépôt de l'état de situation à la mi-année prévu à la clause 3.3.6 de l'entente originale;
- un troisième et dernier versement de 10 % de la contribution annuelle dans les 30 jours suivant l'acceptation par le MICC du rapport final prévu à la clause 3.3.8 de l'entente originale.

Engagements de la CRÉ

La CRÉ s'engage à réserver un montant de 100 000 \$ au cours de l'année financière 2011-2012 pour les fins de la présente entente.

DURÉE DE L'ENTENTE

La présente entente entre en vigueur à la date d'apposition de la dernière signature, elle prend effet le 1^{er} avril 2011 et prend fin le 31 mars 2012.

RESSOURCES FINANCIÈRES AFFECTÉES

Parties	2011-2012	Total
MICC	100 000 \$	100 000 \$
CRÉ	100 000 \$	100 000 \$
Total	200 000 \$	200 000 \$

16- MONTÉRÉGIE – CRÉ MONTÉRÉGIE EST

1) Entente spécifique en immigration pour l'attraction, l'accueil, l'intégration et l'établissement durable sur le territoire de la CRÉ Montérégie Est 2010-2012

OBJET DE L'ENTENTE

La présente entente a pour objet de favoriser la concertation des SIGNATAIRES autour d'activités ou de projets visant l'attraction, l'accueil, l'établissement durable, l'intégration globale des personnes immigrantes et celles issues des communautés culturelles ainsi que le rapprochement interculturel avec la société d'accueil. La présente entente vise également à positionner la Montérégie Est sur l'échiquier mondial pour l'attraction de nouvelles personnes immigrantes et des communautés culturelles, des étudiantes et des étudiants étrangers, des gens d'affaires et des immigrants investisseurs pour favoriser l'investissement, la main-d'œuvre et la croissance démographique. Elle détermine le rôle et les responsabilités des SIGNATAIRES dans le respect des mesures, des programmes et des normes de gestion qui leur sont applicables.

OBJECTIFS DE L'ENTENTE

Les **SIGNATAIRES** s'entendent pour favoriser l'arrimage des services offerts sur le territoire de la **CRÉ** et pour soutenir des projets en vue de réaliser les objectifs spécifiques suivants :

À l'échelle du territoire de la **CRÉ**

- Comblent les besoins de main-d'œuvre et contribuer au développement économique du territoire de la **CRÉ** par l'intégration en emploi d'une main-d'œuvre qualifiée issue de l'immigration et des communautés culturelles et répondant aux besoins des entreprises;
- Encourager les femmes issues de l'immigration et des communautés culturelles à participer au fonctionnement des organismes du milieu, notamment au niveau des instances décisionnelles;
- Encourager les jeunes issus de l'immigration et des communautés culturelles à participer aux activités sociales, publiques et communautaires du territoire, notamment en suscitant des projets en lien avec le rapprochement interculturel;
- Faciliter, aux personnes immigrantes et celles issues des communautés culturelles, l'accès aux soins de santé compte tenu de la barrière linguistique et de la méconnaissance des services;
- Promouvoir l'immigration comme stratégie de développement socioéconomique et démographique régional et le territoire de la **CRÉ** comme pôle d'attraction, notamment par la mise en ligne du site Internet « Immigration régionale » www.immigrationmonteregie-est.org;
- Promouvoir l'entente spécifique en immigration au sein des créniaux d'excellence ACCORD Montérégie afin de générer des projets en matière d'intégration et d'établissement durable de la main-d'œuvre issue de l'immigration;
- Soutenir les mesures ciblant la reconnaissance des acquis et des compétences et l'offre de formation manquante afin de mieux répondre aux besoins de la clientèle immigrante visée par une démarche d'intégration à l'emploi;
- Soutenir l'élaboration et la mise en œuvre d'une politique d'accueil et d'intégration des personnes immigrantes et celles issues des communautés culturelles dans les établissements scolaires de la Montérégie Est;
- Faire connaître davantage aux personnes immigrantes et celles issues des communautés culturelles les services offerts sur le territoire en matière d'intégration socioéconomique et professionnelle;
- Faciliter l'accès à des services d'interprétariat en Montérégie Est;
- Établir des collaborations avec certains organismes de la Montérégie Est pour l'accès à des technologies afin de faciliter des entrevues entre les dirigeantes et les dirigeants du Québec et les personnes immigrantes à l'étranger;
- Offrir des formations aux ressources œuvrant au sein des organismes dédiés en immigration et celles au sein des organismes locaux de chacune des **MRC** et participer à des événements, à des congrès et à des colloques en lien avec l'immigration et la gestion de la diversité;
- Accompagner et soutenir l'ensemble des **MRC** de la Montérégie Est pour l'attraction, l'accueil et l'établissement durable des personnes immigrantes et celles issues des communautés culturelles;
- Assurer la concertation régionale par l'embauche d'une agente ou d'un agent de liaison en immigration.

À l'échelle internationale

- Cibler et établir des ententes de collaboration ou de coopération avec des organismes présents ou œuvrant à l'étranger, y compris les États-Unis, pour l'attraction et l'établissement de nouvelles personnes immigrantes en Montérégie Est;

- Produire des outils promotionnels pour le recrutement des personnes immigrantes à l'international en tenant compte des caractéristiques de chacune des **MRC** en Montérégie Est;
- Réaliser des activités de promotion auprès des communautés étudiantes étrangères et des travailleuses et des travailleurs temporaires présents sur le territoire de la Montérégie Est pour accéder au statut de résidence permanente.

ENGAGEMENTS DES PARTIES

LES SIGNATAIRES s'engagent à :

- Mettre en place le comité de gestion de la présente entente composé respectivement d'une personne représentant la **MICC**, le **MAMROT**, **Emploi-Québec**, la **MELS**, l'**ASSS**, la **CRÉ**, chacune des **MRC**, le **FJME** et les **MEMBRES DE LA TABLE INTERORDRES**;
- Confier au comité de gestion les mandats suivants :
- Faire le suivi du plan d'action régional et superviser la mise en œuvre de la présente entente afin de réaliser les objectifs;
- Élaborer, dans un délai de 60 jours après la signature de la présente entente, un plan de travail pour la durée de l'entente, lequel doit être révisé annuellement, ainsi qu'un cadre d'évaluation de l'entente comprenant des indicateurs qualitatifs et quantitatifs de mesure de l'atteinte des objectifs, mis à jour annuellement;
- Assurer le suivi financier et administratif de la présente entente;
- Établir un cadre normatif tenant compte de la Politique régionale en égalité de la **CRÉ** pour les dépôts de projets;
- Assurer que la réalisation des projets découlant de la présente entente intègre l'analyse différenciée selon les sexes (ADS) et soit conforme notamment :
 - Au Plan stratégique 2008-2012 de la **MICC**;
 - Au Plan quinquennal 2006-2011 de développement durable de la **CRÉ** et de son plan d'action « volet immigration ».
- Mobiliser les **SIGNATAIRES** et les autres partenaires autour du plan d'action et des objectifs identifiés pour le territoire de la **CRÉ**;
- Favoriser une meilleure articulation et adaptation des actions des divers partenaires qui contribuent à l'attraction, à l'établissement et l'intégration de personnes immigrantes et issues des communautés culturelles sur le territoire de la **CRÉ**, et effectuer des recommandations à cet effet;
- Participer à l'identification de projets variés et complémentaires et susciter le dépôt de projets susceptibles de contribuer aux objectifs et au plan de travail annuel;
- Analyser la pertinence des projets déposés et, le cas échéant, recommander à la **CRÉ** et aux partenaires concernés d'affecter les sommes nécessaires au financement des projets et actions convenues, en respectant les cadres normatifs liés aux enveloppes consenties par les **SIGNATAIRES** notamment en ce qui concerne le programme régional d'intégration (PRI), le Fonds de développement régional (FDR) et le Fonds de développement du marché du travail (FDMT);
- Acheminer tous les projets déposés dans le cadre de la présente entente au conseil d'administration de la **CRÉ** pour recommandation ou non des projets ainsi que les rapports mi-étapes et annuels;
- Déposer aux **SIGNATAIRES** un état de situation à la mi-année de chaque année de la présente entente, lequel portera sur l'avancement des travaux du comité de gestion, les projets issus de la présente entente et l'utilisation des sommes allouées dans le cadre de celle-ci;
- Déposer aux **SIGNATAIRES**, en fin d'année financière, un rapport annuel pour la première année de la présente entente, portant sur la réalisation des activités prévues au

plan de travail annuel et sur l'utilisation des sommes allouées dans le cadre de la présente entente;

- Déposer aux **SIGNATAIRES** un rapport final, trois mois suivant la date de fin de la présente entente, portant sur les réalisations et les objectifs de la présente entente et sur l'utilisation des sommes allouées dans le cadre de celle-ci;
- Recommander l'embauche d'une agente ou d'un agent de liaison en immigration, déterminer ses fonctions et ses mandats et en faire le suivi;
- S'assurer du respect des modalités et obligations telles que définies à la présente entente;
- S'adjoindre, au besoin, d'autres partenaires interpellés pour la mise en œuvre et la réalisation de certaines des actions prévues au plan de travail annuel;
- Constituer, au besoin, des sous-comités de travail pour la réalisation d'objectifs particuliers liés à la présente entente.

ENGAGEMENTS SPÉCIFIQUES DES SIGNATAIRES

ENGAGEMENTS DE LA MICC

La **MICC** s'engage à :

- Désigner une personne pour la représenter au comité de gestion prévu à la clause 4.1 de la présente entente;
- Mettre à la disposition de la **CRÉ** une enveloppe maximale de deux cent vingt mille dollars (220 000 \$) sur deux ans, soit une enveloppe annuelle maximale de cent dix mille dollars (110 000 \$) conformément au plan de financement présenté à l'annexe B et en respectant les cadres normatifs tels qu'ils apparaissent en annexe A;
- Verser à la **CRÉ** la contribution financière annuelle selon les modalités suivantes :

Pour la première année de l'entente :

- Un premier versement de 50 % de la contribution annuelle, soit un montant maximal de cinquante-cinq mille dollars (55 000 \$) dans les trente jours suivant la signature de la présente entente;
- Un deuxième versement de 50 % de la contribution annuelle, soit un montant maximal de cinquante-cinq mille dollars (55 000 \$) dans les trente jours suivant l'acceptation par la **MICC** de l'état de situation à la mi-année prévu à la clause 4.2.11 de la présente entente;

Pour la deuxième année de l'entente :

- Un premier versement de 50 % de la contribution annuelle, soit un montant maximal de cinquante-cinq mille dollars (55 000 \$) dans les trente jours de l'acceptation par la **MICC** du rapport annuel de la première année et de la mise à jour du plan de travail prévus aux clauses 4.2.12 et 4.2.2 de la présente entente;
- Un deuxième versement de 40 % de la contribution annuelle, soit un montant maximal de quarante-quatre mille dollars (44 000 \$) dans les trente jours suivant l'acceptation par la **MICC** de l'état de situation à la mi-année prévu à la clause 4.2.11 de la présente entente;
- Un troisième versement de 10 % de la contribution annuelle, soit un montant maximal de onze mille dollars (11 000 \$) dans les trente jours suivant l'acceptation par la **MICC** du rapport final prévu à la clause 4.2.13 de la présente entente.

ENGAGEMENTS DU MAMROT

Le **MAMROT** s'engage à :

- Assurer la promotion de la présente entente et sa diffusion au sein de la Conférence administrative régionale (CAR) et assurer, au besoin, la coordination et l'harmonisation interministérielles requises pour la mise en œuvre de l'entente dans une perspective de respect des orientations gouvernementales en matière de développement local et régional;
- Désigner une personne pour le représenter au comité de gestion prévu à la clause 4.1 de la présente entente;
- Offrir un soutien aux municipalités régionales de comté (**MRC**) qui désirent présenter des projets spécifiques en immigration par l'intermédiaire des pactes ruraux issus de la Politique nationale de la ruralité 2007-2014 et de façon plus générale, sensibiliser les **MRC** à la mise en œuvre des objectifs de la présente entente.

ENGAGEMENTS D'EMPLOI-QUÉBEC

Considérant que sur le territoire de la **CRÉ**, les personnes immigrantes représentaient, en 2007-2008, 3,9 % des personnes en âge de travailler (15 à 64 ans), qu'elles constituaient environ 5,3 % des nouvelles clientèles aux mesures d'Emploi-Québec et que 6,6 % des nouveaux engagements étaient consacrés pour intervenir auprès des personnes immigrantes et celles issues des communautés culturelles.

Emploi-Québec s'engage à :

- Sous réserve de ses disponibilités budgétaires, maintenir et améliorer les services qu'elle offre actuellement aux personnes immigrantes en matière d'emploi, via ses centres locaux d'emploi, comme pour l'ensemble des autres clientèles desservies;
- Sous réserve de l'adoption par l'Assemblée nationale du Québec des crédits nécessaires et de leur disponibilité dans le *Fonds de développement du marché du travail* ainsi que dans le respect de ses politiques, mesures, programmes, services et normes de gestion **Emploi-Québec** s'engage à participer aux projets qui seront soumis dans le cadre de la présente entente, dans la mesure où ceux-ci constitueront des ajouts pertinents à son offre de service existante. **Emploi-Québec** s'engage à y consacrer pour chaque année de la durée de la présente entente une somme de vingt-cinq mille dollars (25 000 \$), conformément au plan de financement présenté à l'annexe B. Les déboursés seront faits directement auprès des organismes promoteurs de projets qui auront été retenus et le montant de ces déboursés correspondra à la décision qu'aura prise **Emploi-Québec** à cet égard;
- Advenant que les montants prévus par **Emploi-Québec** pour la réalisation de la présente entente ne soient pas investis en totalité chaque année, la partie non engagée ne pourra être reportée l'année suivante;
- Fournir aux partenaires de la présente entente de l'information différenciée selon le sexe sur le marché du travail nécessaire à sa mise en œuvre et à participer aux travaux du comité de suivi de la présente entente;
- Désigner une personne pour le représenter au comité de gestion prévu à la clause 4.1 de la présente entente.

ENGAGEMENTS DU CRPMT

Le **CRPMT** s'engage à :

- Appuyer **Emploi-Québec** dans sa participation à la mise en œuvre de la présente entente;
- Considérer la situation particulière des personnes immigrantes et de celles issues des communautés culturelles dans le développement des stratégies et des objectifs mis en

œuvre par **Emploi-Québec** pour contribuer à un meilleur équilibre entre la demande et l'offre de main-d'œuvre en Montérégie Est.

ENGAGEMENTS DE LA MELS

La **MELS** s'engage à :

- Collaborer à la mise en œuvre et au suivi de la présente entente;
- Collaborer aux travaux de la **TABLE INTERORDRES** en accordant une attention particulière à la clientèle immigrante et à celle issue des communautés culturelles en ce qui concerne l'accueil, l'intégration et les qualifications de cette clientèle en lien avec les besoins prioritaires du marché du travail;
- Soutenir l'élaboration et la mise en œuvre, par les commissions scolaires présentes sur le territoire de la Montérégie Est, de politiques d'accueil et d'intégration des personnes immigrantes favorisant leur réussite scolaire;
- Désigner une personne pour la représenter au comité de gestion prévu à la clause 4.1 de la présente entente.

ENGAGEMENTS DES MEMBRES DE LA TABLE INTERORDRES

Les **MEMBRES DE LA TABLE INTERORDRES** s'engagent à :

- Accorder une attention particulière à la clientèle immigrante et à celle issue des communautés culturelles dans le cadre de ses travaux, notamment en développant des projets de reconnaissance des acquis répondant aux besoins de ces clientèles;
- Poursuivre l'engagement de mettre en œuvre des stratégies concertées visant à attirer davantage la clientèle immigrante et celle issue des communautés culturelles dans les établissements et à faciliter leur intégration;
- Participer, s'il y a lieu, au financement des projets qui seront soumis dans le cadre de la présente entente, dans la mesure où ceux-ci contribueront au développement socioéconomique régional et s'inscriront dans les priorités des **MEMBRES DE LA TABLE INTERORDRES**;
- Désigner une personne pour les représenter au comité de gestion prévu à la clause 4.1 de la présente entente.

ENGAGEMENTS DE L'ASSS

L'**ASSS** s'engage à :

- Sensibiliser son réseau de santé et de services sociaux à la gestion de la diversité culturelle ainsi qu'à l'impact de cette réalité sur l'offre de service auprès des personnes immigrantes et celles issues des communautés culturelles;
- Désigner une personne pour la représenter au comité de gestion prévu à la clause 4.1 de la présente entente.

ENGAGEMENTS DE LA CRÉ

La **CRÉ** s'engage à :

- Contribuer, à raison de cinquante mille dollars (50 000 \$) par année, soit un montant de cent mille dollars (100 000 \$) pour les deux années de la présente entente, conformément au plan de financement présenté à l'annexe B;
- Coordonner et soutenir le comité de gestion établi dans le cadre de la présente entente, notamment pour la production des rapports prévus aux clauses 4.2.11, 4.2.12 et 4.2.13;

- Désigner une personne pour la représenter au comité de gestion prévu à la clause 4.1 de la présente entente, tout comme le **FJME** désignera une personne pour le représenter à ce comité;
- Procéder à l'embauche d'une agente ou d'un agent de liaison en immigration, et ce, à temps plein pour la durée de la présente entente. Cette personne aura comme principal mandat d'accompagner et de soutenir les **MRC** ainsi que les Tables de partenaires en immigration dans leurs projets et de réaliser les objectifs de l'entente;
- Héberger l'agente ou l'agent en immigration dans ses locaux;
- Offrir à l'agente ou l'agent en immigration les services en lien avec l'hébergement, l'administration, la communication ainsi que la promotion pour un montant évalué à trois mille dollars (3 000 \$) la première année, et six mille dollars (6 000 \$) la deuxième année de la présente entente, comme indiqué à l'annexe C;
- Déposer, à la satisfaction des **SIGNATAIRES**, un rapport final portant sur la réalisation de la présente entente et un rapport financier portant sur l'utilisation des sommes allouées dans le cadre de la présente entente, selon les indications fournies par les partenaires;
- Conserver, aux fins de vérification, les factures ou les comptes accompagnés des pièces justificatives liées aux activités et projets;
- Tenir les livres et les registres appropriés de toutes les opérations relatives, notamment, aux engagements pris et paiements effectués par la **CRÉ** dans le cadre de la présente entente;
- Fournir, selon la forme et les modalités exigées, tout document et renseignement que les **SIGNATAIRES** jugent utile dans le cadre de la présente entente;
- Retourner à la **MICC** et aux autres partenaires visés toutes sommes non utilisées à l'échéance finale prévue dans le cadre de la présente entente;
- Réserver, au nom du **FJME**, une enveloppe de soixante-quinze mille dollars (75 000 \$), à même le *Fonds régional d'investissement jeunesse (FRIJ)*. De ce montant :
 - a) Une somme de soixante mille dollars (60 000 \$) sera réservée au cours des deux années de l'entente afin de soutenir des projets découlant des quatre Tables de partenaires en immigration en Montérégie Est favorisant l'insertion sociale et professionnelle des jeunes immigrantes et immigrants et ceux issus des communautés culturelles de 35 ans et moins;
 - b) Les ententes à signer porteront sur les responsabilités et les devoirs respectifs des parties à l'égard de l'utilisation de l'aide financière du **FJME**. Le cas échéant, les déboursés du **FJME** seront faits directement auprès des organismes promoteurs des projets. De plus, les projets des Tables de partenaires devront être approuvés par les membres du **FJME** et du conseil d'administration de la **CRÉ**;
 - c) Une somme de quinze mille dollars (15 000 \$) sera acheminée à la **CRÉ** et réservée au cours des deux années de l'entente afin de pourvoir aux objectifs de la présente entente.

ENGAGEMENTS DE CHACUNE DES MRC

Chacune des **MRC** s'engage à :

- Contribuer, à raison de mille dollars (1 000 \$) par année, en ressources financières pour la mise en œuvre de la présente entente conformément au plan de financement présenté à l'annexe B;
- Contribuer à la réalisation des objectifs de la présente entente dans la mesure de ses compétences et de ses champs de responsabilités;

- Désigner une personne pour la représenter au comité de gestion prévu à la clause 4.1 de la présente entente.

DURÉE DE L'ENTENTE

La présente entente entre en vigueur à la date d'apposition de la dernière signature, mais prend effet le **1^{er} avril 2010** et se terminera **le 31 mars 2012**. Toutefois, dès que la **MICC** informe les autres **SIGNATAIRES** que les nouvelles normes du Programme régional d'intégration (PRI) sont en vigueur, ceux-ci s'engagent à conclure dans les trois mois qui suivent une nouvelle entente spécifique en matière de régionalisation de l'immigration conforme à ces nouvelles normes. À l'expiration de ce délai, la présente entente prendra fin automatiquement et la contribution financière des **SIGNATAIRES** sera alors établie en proportion du temps écoulé durant l'année budgétaire.

RESSOURCES FINANCIÈRES AFFECTÉES

PARTENAIRES	2010-2011	2011-2012	TOTAL 2 ANS
9 MRC x 1 000 \$ par année	9 000 \$	9 000 \$	18 000 \$
MICC	110 000 \$	110 000 \$	220 000 \$
Emploi-Québec	25 000 \$	25 000 \$	50 000 \$
CRÉ (FJME)	37 500 \$	37 500 \$	75 000 \$
CRÉ - contribution financière	50 000 \$	50 000 \$	100 000 \$
CRÉ - services et hébergement de l'agente ou de l'agent en immigration	3 000 \$	6 000 \$	9 000 \$
TOTAL DE L'ENTENTE	234 500 \$	237 500 \$	472 000 \$

Étude des crédits 2012-2013
Demande de renseignements généraux

Demande # 35

Pour chaque ministère et organisme, dont les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, institutions, etc., fournir pour les années financières 2010-2011 et 2011-2012 le montant total et la ventilation par catégorie d'emploi des primes au rendement et des bonis.

Le montant total des primes au rendement et des bonis payés en 2011-2012 s'élève à 105 032,64 \$.

Étude des crédits 2012-2013
Demande de renseignements généraux

Demande # 36

Pour chaque ministère et organisme, dont les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, institutions, etc., fournir pour les années financières 2010-2011 et 2011-2012 le montant total et la ventilation par catégorie d'emploi des primes de départ incluant des montants versés pour bris de contrat.

Aucune prime de départ n'est allouée au personnel du Ministère et ce, pour toute catégorie d'emploi.